

صباحنا من الامل

étranger

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

Les travaux de l'Assemblée des Nations unies se sont poursuivis par l'audition des déclarations de politique générale faites par les dirigeants - le plus souvent les ministres des affaires étrangères - des pays membres. En attendant l'intervention de M. Gromyko ce jeudi, la journée du mercredi 26 septembre a été marquée par le discours de M. Wu Xueqian, ministre chinois des affaires étrangères, qui a réaffirmé son « opposition à l'hégémonie » et dénoncé « l'escalade de la course aux armements entre les deux superpuissances », celle-ci conduisant à une situation dans laquelle « le danger de guerre nucléaire croît avec chaque jour qui passe ».

Le chef de la diplomatie chinoise a demandé un accord au Cambodge « sur la base du retrait des troupes de l'agresseur vietnamien » et s'est félicité de l'accord conclu avec la Grande-Bretagne sur Hongkong, accord qui « contribue de façon significative à la grande cause de la réunification de la patrie chinoise ».

Par ailleurs, l'agence Tass a donné, après les déclarations d'un porte-parole israélien sur la rencontre Gromyko-Shamir de mardi (le Monde du 27 septembre), sa propre version de cet entretien. Selon Tass, M. Gromyko a réaffirmé « la position inchangeable de l'URSS reconnaissant le droit d'Israël à l'existence comme Etat, en conformité avec une résolution de l'ONU », mais a dénoncé l'« obstacle principal » au règlement au Proche-Orient que constituent « la poursuite de l'occupation des terres arabes par Israël » et ses « actions interventionnistes au Liban ».

Enfin, M. Van den Broek, ministre néerlandais des affaires étrangères, a annoncé, après un entretien avec M. Gromyko à New-York, que le ministre soviétique des affaires étrangères se rendra aux Pays-Bas soit à la fin de l'année, soit au début de l'an prochain.

On sait que La Haye a décidé de retarder sa décision sur l'implantation aux Pays-Bas des quarante-huit missiles de croisière prévus par la décision de l'OTAN de 1979. (AFP, Reuters.)

Le pessimisme tempéré de M. Cheysson

New-York (Nations unies). - C'est un discours bien pessimiste qu'a prononcé, mercredi 26 septembre, devant l'Assemblée générale des Nations unies, le ministre français des relations extérieures. Sans doute, M. Cheysson avait-il reconnu, juste avant de monter à la tribune de l'ONU, que s'il avait dû réécouter son allocution à la lumière des entretiens bilatéraux qu'il eut lieu depuis le début de la session entre les délégués, il aurait sans doute apporté une note un peu plus optimiste. Le moins que l'on puisse dire est qu'il a résisté à cette tentation, même si la conférence de presse qu'il a tenue avant de prononcer son discours lui a permis de nuancer certains constats.

De notre envoyé spécial

beaucoup de satisfaction à la plupart des peuples du monde, et les cortèges de la misère se sont allongés en conséquence de la détérioration économique et de la construction du commerce extérieur. Après avoir longuement décrit les étapes de cette détérioration, le ministre des relations extérieures a présenté un certain nombre de propositions destinées à y mettre un terme, ou du moins à permettre « de substituer un ordre relatif à un monde plus stable et plus prévisible, notamment dans le domaine de la monnaie et des matières premières ».

De notre envoyé spécial

l'organisation des marchés pourrait mettre un terme (surtout si le fonds commun, dont le principe a déjà été adopté, est mis en place). M. Cheysson a appelé les pays riches à aider ceux qui sont en voie de développement, et dont l'endettement est le plus lourd, à opérer leur redressement financier, notamment en rétablissant à leur profit des flux de capitaux suffisants. A long terme, avec les institutions comme le Fonds spécial pour l'Afrique, auquel Paris apportera une contribution exceptionnelle, mais aussi à plus court terme, en incitant le secteur privé à participer à cet effort, « parce que c'est son intérêt ».

De notre correspondant

Unis du style elliptique tient très largement à des préoccupations de politique intérieure. Quel que soit l'état d'avancement réel de cette reprise de contacts soviéto-américains, il est en effet improbable qu'elle conduise à des développements spectaculaires immédiats. M. Reagan doit donc montrer aux électeurs que les choses progressent, sans susciter d'espérances excessives sur la déception desquels M. Mondale pourrait capitaliser.

De notre correspondant

Reste que l'allusion faite mercredi matin par M. Tchernenko à la disponibilité soviétique à une « large coopération » en faveur d'un retour à la détente pourrait marquer un petit pas en avant à Moscou aussi. Vu des Etats-Unis, on se défait d'autant moins du sentiment grandissant que la réélection de M. Reagan est loin d'être seule en question dans ce menue diplomatique.

De notre correspondant

Moscou ne voit « aucun changement positif » dans l'attitude des Etats-Unis

Devant les journalistes, le ministre des relations extérieures s'est félicité du rétablissement des relations diplomatiques entre la Jordanie et l'Egypte et des rencontres « que l'on n'avait pas eues depuis longtemps », rendues possibles par cette session des Nations unies entre MM. Gromyko et Shultz, puis M. Reagan, bien sûr, mais aussi entre représentants israéliens et égyptiens, ou israéliens et soviétiques.

Il est vrai que c'est, plus que tout, en matière économique et monétaire que M. Cheysson a donné libre cours à son pessimisme. Pour lui, l'année passée « n'a pas apporté

l'accueil réservé aux propos du ministre français a été, comme on pouvait s'y attendre, très favorable chez les représentants des pays en voie de développement. On l'a vu en particulier à la tonalité du déjeuner qu'il a ensuite offert, comme de coutume, aux délégués francophones (ou qui utilisent le français comme langue de travail à l'ONU), parmi lesquels bon nombre d'Africains. De même pour les représentants des pays d'Amérique centrale, que M. Cheysson rencontrera au Costa Rica, vendredi et samedi, lors de la conférence euro-centre-Amérique de San-José.

Les responsables américains ont justifié leur maintien sur le fond de l'entretien entre MM. Shultz et Gromyko par le fait qu'il intervenait « au milieu d'un processus ». Plus encore que d'ordinaire, ont-ils fait valoir, toute insécurité serait dommageable, et cet argument, maintes fois répété, avait clairement l'avantage, à leurs yeux, de faire comprendre à peu de frais que le « processus » serait bel et bien enclenché.

Ne pas donner d'espérances excessives

S'exprimant sous condition d'anonymat, le haut fonctionnaire chargé par le département d'Etat de ne pas trop en dire a indiqué que les deux ministres des affaires étrangères avaient abordé pratiquement tous les sujets possibles, du contrôle des armements aux problèmes strictement bilatéraux, en passant par les crises régionales, les problèmes humanitaires et les questions relevant des droits de l'homme. C'est

Voici les principaux extraits du discours prononcé par M. Claude Cheysson devant la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies, mercredi 26 septembre :

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

« Nous attendons des deux Grands qu'ils rétablissent le dialogue »

Voici les principaux extraits du discours prononcé par M. Claude Cheysson devant la trente-neuvième session de l'Assemblée générale des Nations unies, mercredi 26 septembre :

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

M. BAUDRIER REMPLACE M. JEAN-PIERRE COT AU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'UNESCO

M. Jacqueline Baudrier, qui était depuis 1981 déléguée permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), a été élue mercredi 26 septembre membre du conseil exécutif de cette organisation, lors d'une session du Conseil qui s'est ouverte le même jour à Paris. M. Baudrier, ancienne directrice de Radio-France, remplace M. Jean-Pierre Cot, ancien ministre, dont les nouvelles fonctions au Parlement européen (il est président de la commission du budget de l'Assemblée de Strasbourg) rendaient impossible la poursuite de ses activités à l'UNESCO.

D'autre part, les dix pays membres de la CEE ont décidé de prendre une initiative pour soutenir les projets de réforme de l'UNESCO étudiés actuellement par un comité temporaire de l'organisation. On sait que M. M'bow, directeur général, a l'intention de proposer une amélioration du fonctionnement de l'UNESCO et du recrutement de son personnel, espérant par là amener les Etats-Unis à renoncer à se retirer de l'organisation, comme ils en ont exprimé l'intention.

M. Mitterrand en Bulgarie. - Le président de la République fera une visite officielle en Bulgarie à une date qui pourrait se situer dans la première moitié de 1985, annonce-t-on à Sofia à la suite de la visite qu'y a faite M. Jean-Michel Baylet, secrétaire d'Etat auprès du ministre des relations extérieures. Celui-ci a remis, mardi 25 septembre, un message en ce sens à M. Jivkov, chef de l'Etat bulgare. M. Jivkov avait fait en France en octobre 1984 un voyage officiel auquel M. Messmer, premier ministre, avait répondu en 1973. (AFP.)

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »

« LES DROITS DE L'HOMME ET LES DROITS DES PEUPLES. - Les droits des peuples sont violés par des interventions ou des contraintes extérieures, par l'occupation non désirée de forces étrangères : en Afghanistan, où l'intervention armée étrangère croît à la mesure de la résistance populaire ; au Proche-Orient, où le peuple palestinien souffre et désespère de voir ses droits reconnus ; de connaître enfin la patrie qui sera la sienne, et où l'Etat d'Israël, faute de voir assurée, comme il y a un droit imprescriptible, sa sécurité dans les frontières qu'a reconnues la communauté internationale, poursuit une politique qui ne tient

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

« Dans la confrontation entre l'Est et l'Ouest, personne ne dira assez que la responsabilité principale appartient normalement aux deux plus Grands. C'est donc d'eux que nous attendons qu'ils

rétablissent le contact et le dialogue. Le premier objectif doit en être de restaurer la tendance à l'accumulation des armements, et notamment des armes nucléaires, d'éviter le déclenchement d'une nouvelle course aux armements déclenchée par l'annonce impressionnante de progrès imminents dans de nouvelles technologies (je pense en particulier à l'espace), de relancer et de poursuivre activement le processus permanent d'aboutir à une limitation équilibrée et contrôlée des armements (...) »

« Pour sa part, la France attache une grande importance à la conférence de Stockholm qui doit permettre de rétablir une certaine confiance entre les pays d'Europe, de l'Atlantique à l'Oural, dans le domaine des forces conventionnelles (...) La France entend aussi participer activement à l'effort international pour interdire, sous surveillance efficace, des développements particulièrement graves (je rappelle notre participation active aux discussions sur les armes chimiques) et pour maîtriser les nouveaux progrès engendrés et déstabilisateurs dans les domaines les plus inquiétants de l'avenir technologique. »

« CONFLIT IRAN-IRAQ. - Il faut que les appels répétés de l'ONU, que les résolutions du Conseil de sécurité, en premier lieu, soient entendus des deux belligérents et non pas d'un seul. Il faut que l'on renonce à l'emploi d'armes inhumaines afin que soient épargnées les populations civiles (...) Tout doit être fait pour assurer dans la région le retour aux libertés habituelles, notamment la liberté de navigation. C'est ainsi que l'on s'acheminera vers la fin de cet abominable conflit, qui n'a plus de raison d'être, alors que l'on est revenu, sur le terrain, aux frontières reconnues par la Communauté internationale, et que les sujets en litige peuvent, pour la plupart, être traités à la table de négociations. »</

ASIE

La Chine adulte

II. - La palanche et l'ordinateur

par MANUEL LUCBERT

Alors qu'elle s'apprête à célébrer avec faste le trentième anniversaire de la fondation du régime communiste, la Chine connaît une période rare de stabilité. Si la pression politique exercée sur la population, à quelque peu diminuée, le Parti veille malgré tout à contenir dans de strictes limites les effets négatifs de sa politique d'ouverture vers l'étranger (le Monde du 27 septembre).

Porté à la présidence de la République populaire en juin 1983, M. Li Xiannian n'a pas la réputation d'un homme impulsif. C'est même sans doute sa grande prudence qui lui a valu de traverser les crises successives du régime depuis sa fondation, y compris celle de la révolution culturelle, et de se retrouver aujourd'hui à la tête de l'Etat.

Aussi bien, les « pékinologues » ont-ils noté avec intérêt ces derniers mois deux déclarations tout à fait remarquables de cet important personnage. La première, faite publiquement, est relativement connue : après cinq ans de réflexion, le chef de l'Etat en tire aujourd'hui son aval aux « systèmes de responsabilité » instaurés à la campagne, c'est-à-dire au démantèlement des communes populaires et au développement de l'exploitation familiale contractuelle des terres. Il passait jusque-là pour être sinon fondamentalement hostile, du moins très réservé envers cette expérience.

La seconde déclaration, à notre connaissance, n'a jamais été reproduite à ce jour. Recevant, en juin dernier, un homme politique européen, M. Li lui expliqua que la Chine était décidée à poursuivre sa politique d'ouverture vers l'étranger, « car le repli sur soi, qui est une caractéristique des sociétés féodales, n'est pas une bonne chose ». Poursuivant plus loin ses explications, cet homme d'Etat ajouta, à la surprise de son auditeur : « L'entrée de la Grande-Bretagne en Chine au milieu du siècle dernier a, certes, eu des effets négatifs, car elle a fait pénétrer l'opium dans nos villes. Mais la présence anglaise a aussi été bénéfique : elle a fait souffler sur notre vieux pays une grande bouffée d'air frais ». La Chine, aujourd'hui, « ouvrant d'elle-même ses portes aux étrangers », cette politique n'en est que mieux fondée, précisait encore M. Li Xiannian.

L'ouverture, voilà le mot magique lâché ! Dans un pays aussi profondément tourné vers lui-même et dont les dirigeants ont, de tout temps, été intimement convaincus que leur code de valeurs morales correspondait parfaitement aux nécessités d'un bon gouvernement de leur peuple, il y a, de fait, quelque chose de pas très naturel, voire de quasiment blasphematoire, à imaginer le salut dans l'appel aux « diables étrangers ». Fidèle à cette tradition, Mao n'aurait-il pas son pays à « compter sur ses propres forces » ?

C'est dire la rupture qu'a représentée la décision, formalisée en décembre 1978, de cultiver davantage les relations économiques et commerciales avec l'extérieur, par conséquent avec l'Occident et le Japon. A l'origine de cette orientation nouvelle se trouvent un constat et une volonté.

Le constat, c'est celui que les dirigeants chinois ont fait après la mort de Mao : malgré l'effort gigantesque

d'édification d'infrastructures depuis 1949 et de création d'une industrie nationale, la Chine s'essouffait. Entravé par une démographie galopante, le « décollage » se fait attendre. Les moyens financiers manquent cruellement. Sauf dans certains domaines précis (industries spatiales, nucléaire, par exemple), le niveau technique est terriblement arriéré.

La volonté, c'est celle de ne pas accepter cette situation comme une fatalité et de mettre en œuvre tous les moyens possibles pour faire de la Chine à l'aube du XXI^e siècle une puissance moyennement développée que le monde extérieur devra respecter. La modernisation économique doit être le moyen de cette aspiration nationale. A cela s'ajoute, sans doute, chez les dirigeants les plus âgés, comme M. Deng Xiaoping, le sentiment qu'il ne leur reste plus beaucoup de temps pour mettre sur pays sur les rails qu'ils souhaitent lui voir durablement suivre après leur mort. Dans cette perspective, le principe du bien-fondé de la politique d'ouverture ne doit pas être un sujet de querelle dans l'ère post-Deng.

Comment moderniser ?

Moderniser, la Chine en a bien besoin. Sans ça, par exemple, que 50 à 60 % des équipements industriels nécessiteraient, aujourd'hui, un renouvellement complet ? Faute d'installations adéquates, les ports, au lieu d'être des poumons de l'activité économique, sont en permanence engorgés. Quant aux méthodes de gestion, longtemps bridées par les impératifs politiques, elles témoignent souvent d'une incompétence notoire de la part de ceux qui les appliquent.

Comment alors moderniser plus vite ? Eh bien ! tout simplement en permettant aux capitaux étrangers d'entrer dans le pays, ensuite en recourant à des prêts en devises occidentales, enfin en augmentant sensiblement le volume du commerce extérieur.

Dans un premier temps, l'appel aux investisseurs occidentaux et japonais s'est limité à des régions désignées à cette fin : des « zones économiques spéciales » (ZES). La plus connue est celle de Shenzhen, en bordure de Hongkong. Après des débuts difficiles, Shenzhen connaît depuis deux ans un essor spectaculaire, qui symbolise la construction d'un centre de commerce international de quarante étages. De nombreuses banques d'affaires, françaises notamment, y ont ouvert des bureaux de représentation.

Consacrée par la visite faite l'hiver dernier par M. Deng Xiaoping, l'expérience de Shenzhen a fait école. D'autres ZES ont été créées : Zhuhai, près de Macao, et Shantou, dans la province du Guangdong. Xiamen (ex-Amoy), dans le Fujian. Cette politique d'introduction de fonds étrangers a connu, cette année, un nouveau développement avec son extension à quatorze villes côtières. D'autre part, de nombreuses provinces, même parmi les plus attardées, comme le Ningxia, coincée entre la Mongolie-Intérieure et le couloir du Gansu, ont été autorisées à lancer des appels d'offre à des sociétés étrangères. Il ne s'agit pas, dans ce cas, de zones spéciales. Les conditions proposées sont variables, mais pas forcément plus mau-

aises que dans les ZES. Ainsi, le Ningxia, déjà cité, s'engage à exempter d'impôts les futurs investisseurs pendant cinq ans.

Il est difficile, compte tenu de l'extension récente et de la diversification de cette coopération, de donner des chiffres précis. Il convient aussi de distinguer entre les engagements (de l'ordre de 1 milliard de dollars) et les investissements effectifs. Quant aux achats de technologies étrangères pour rénover les entreprises, ils pourraient atteindre, cette année, entre 1 et 3 milliards de dollars. Le montant des crédits en devises inscrits au budget 1984 est de 2,5 milliards de dollars.

Dans les prochaines années, si les recherches pétrolières entreprises en mer de Chine du Sud et dans l'estuaire de la rivière des Perles se révèlent prometteuses - pour le moment, seule la société américaine Exxon montre quelque optimisme - l'engagement des capitaux occidentaux fera un bond spectaculaire. L'exploitation de ces gisements, dont l'exploration a été confiée à une trentaine de compagnies étrangères, parmi lesquelles une bonne dizaine d'américaines, nécessiterait des investissements de l'ordre de 75 milliards de dollars. La mise en valeur de nouvelles et immenses mines de charbon entraîne également un effort gigantesque.

Jusqu'où les dirigeants chinois sont-ils décidés à aller dans cette voie ? Les limites de cette politique sont de trois ordres : économique, juridique, politique. Au-delà des opérations de charme à l'intention des sociétés étrangères, les responsables économiques chinois reconnaissent que l'injection de capitaux extérieurs dans leur système apporte à celui-ci une bouffée d'oxygène, mais est en même temps coûteuse. Pour un dollar en devises, la Chine serait obligée d'investir elle-même 1,50 dollar. Or, tant en matière de déficit budgétaire que d'endettement, ses dirigeants suivent une politique d'une extrême prudence. D'un montant de 3 milliards de dollars, la dette chinoise est l'une des plus faibles du monde par tête d'habitant.

La gourmandise, d'autre part, du secteur énergétique - dramatiquement faible - réduit automatiquement la part d'autres domaines. En raison de la pénurie d'énergie, une machine sur cinq est en permanence immobilisée dans l'industrie. La production énergétique progresse plus lentement que la production industrielle (+ 8,5 % pour la première contre 11,7 % pour la seconde au premier semestre 1984), le gouvernement chinois paraît enfin décidé à « mettre le paquet ». Cette année, les investissements, dans ce secteur, ont été substantiellement augmentés.

Enfin, les difficultés de communication (téléphone), de transports, sans parler des lourdeurs, parfois exaspérantes, de la bureaucratie chinoise, découragent nombre de candidats à l'investissement. Il s'y ajoute, sur le plan juridique, que les sociétés constituées exclusivement par un apport de fonds extérieurs sont l'exception, la formule la plus courante imposée par Pékin étant celle des sociétés mixtes (51 % pour la Chine, 49 % pour le ou les partenaires étrangers).

Un autre chiffre donne la mesure de la portée relative de l'ouverture économique de Pékin. En 1983, le volume total du commerce extérieur de la Chine populaire, avec son mil-

liard d'habitants, a été inférieur à celui de Taiwan, qui ne compte que 19 millions d'habitants, le montant des importations respectives étant presque identique (21,3 milliards de dollars pour la Chine communiste, 20,3 milliards pour Taiwan) (1).

L'exemple polonais a encore renforcé ce conservatisme commercial. Alors que le plan prévoyait l'an dernier un solde négatif des échanges, la balance commerciale a, de nouveau, dégagé un surplus, arrondissant ainsi un match de réserves en devises fortes qui dépassera à la fin de cette année 16 milliards de dollars.

Situation paradoxale pour un pays aux besoins immenses, mais compréhensible si l'on prend en compte les obstacles qui s'opposent à un développement plus intensif. Parmi ceux-ci, le surpeuplement est certainement le plus angissant. De l'ordre de 35 pour mille il y a trente ans, le taux de natalité est tombé l'an dernier en dessous de 20 pour mille (environ 18 pour mille). Il n'en reste pas moins que le doublement de la population dans le même temps a presque annulé les effets de l'augmentation de la production agricole. La part alimentaire par habitant, aujourd'hui, est sensiblement la même qu'au début des années 50.

Cet excès de population n'a pas seulement pour effet d'annuler les gains de productivité. Il crée un chômage masqué par les chiffres officiels, mais bien réel, qui toucherait entre 20 et 30 millions de personnes. Au cours de la présente décennie, 9 à 12 millions de jeunes arriveront chaque année sur le marché du travail. Or l'Etat ne se dit en mesure de créer que 6 millions d'emplois annuels. A la campagne, le surplus de main-d'œuvre est estimé à plus de 100 millions de personnes. Ces paysans vont être invités à quitter la terre et à s'orienter vers la petite industrie et les services.

L'existence d'une telle masse prête à l'ouvrage sur l'œuvre d'éducation. Un quart de la population est considérée comme analphabète. Surout, le taux de fréquentation des universités reste ridiculement faible (1,3 % de la population concernée). Alors qu'en 1952 on comptait un enseignant pour 7,1 enseignants, le rapport en 1984 est de 1 pour 23,1. Conséquence de ces insuffisances : il n'y aurait parmi le personnel salarié de l'industrie que 1,6 % d'intellectuels - proprement dit.

Incapable d'assumer tout seul les tâches qu'il monopolisait naguère, l'Etat encourage désormais l'initiative privée (artisanat, écoles payantes), à la ville comme à la campagne. Le dogme monolithique est abandonné dans la recherche désespérée d'une plus grande efficacité.

En pleine mutation, la Chine de M. Deng Xiaoping présente le visage d'un pays à deux vitesses : des possesseurs accablants d'un côté, de brillantes potentialités de l'autre. Des élites privilégiées s'opposent à une masse sous-éduquée, mal nourrie et sans pouvoir. C'est, d'une certaine façon, le mariage de l'ordinateur et de la palanche.

Prochain article :

ECHAPPER AUX SUPERPUISSANCES

(1) - L'état du monde 1984 - Annuaire économique et géopolitique mondial. Editions La Découverte.

GALERIES LAFAYETTE



Notre politique : les marques.
Des centaines d'articles
de marques à des prix 3 J
Crédit spécial sur la fourrure.

COLLECTION SUP AUX ÉDITIONS STH
depuis 1953
DANS LES LIBRAIRIES UNIVERSITAIRES
L'OUVRAGE TANT ATTENDU
de Jean-Paul PICHARDIE, agrégé de l'Université
L'ÉPREUVE D'ANGLAIS À
SCIENCES PO.
Série de tests actifs
avec corrigés.
ÉDITIONS STH, 6 av. Léon-Henney
75016 Paris. Tél. 527.10.15
48 p.

GALERIES LAFAYETTE



27, 28, 29 septembre
3 jours qui changent la face
du boulevard Haussmann
3 J animés par Europe 1
Crédit spécial sur les Lpis d'Orient

GALERIES LAFAYETTE



27, 28, 29 septembre

Prix 3 J : des prix qui
respectent votre pouvoir d'achat.
Crédit total sur tout le magasin
Crédit spécial fourrure et tapis d'Orient
à partir de 150 F d'achat sur la réduction.

ENEZ ESSAYER UNE VOITURE RARE.

Les nouvelles Honda 85 sont arrivées chez vos concessionnaires. Venez les essayer. Vous commenterez avec des passionnés d'automobiles les dernières innovations technologiques Honda. Une des voitures à découvrir : la Prelude 1.8 L, 12 soupapes.



Prelude



Pour la région parisienne et la province appelez Honda France : 16 (4) 005.90.12.

PARIS 5^e
Garage Sainte Geneviève
6, Place du Panthéon
Tél. : (1) 354.29.96

PARIS 11^e
Garage de l'Alhambra
5, Av. de la République
Tél. : (1) 805.78.07

PARIS 15^e
Cambronne Automobiles
2, rue Cambronne
Tél. : (1) 783.70.25

PARIS 16^e
Japauto
27, Av. de la Grande Armée
Tél. : (1) 500.14.51

PARIS 17^e
Legende Auto Sport
97, rue Legendre
Tél. : (1) 627.86.30

PARIS 17^e
G.P.A.
11, Av. de la Porte d'Asnières
Tél. : (1) 622.44.66

PARIS 19^e
Super Car's
Tél. : (1) 840.69.87

ASIE

APRÈS LA PUBLICATION DE L'ACCORD SINO-BRITANNIQUE

Pékin souligne que l'exemple de Hongkong est applicable à Taiwan

De notre correspondant

Pékin. - C'est dans une unanimité sans surprise que la presse chinoise se réjouit, ce jeudi 27 septembre, de l'accord sino-britannique sur la restitution de Hongkong par la Grande-Bretagne à la Chine. Les unes se ressemblent toutes : articles sur l'événement, éditoriaux insistant sur la « portée historique » de l'accord et publication *in extenso* de la déclaration commune, de ses trois annexes et des deux mémorandums - ce qui dans le *Quotidien du peuple* occupe trois pleines pages.

Ni le *Quotidien du peuple* ni M. Wu Wucun, ministre des affaires étrangères, dans une déclaration faite à New-York, ne cachent que l'objectif est désormais de convaincre Taiwan d'accepter un processus similaire. « Les stipulations de la Constitution chinoise sur l'établissement de régions administratives spéciales, écrit l'organe du PCC, sont applicables à la fois à Hongkong et à Taiwan. Elles contiennent les principes de sauvegarde de la souveraineté de l'Etat, de l'unification et de l'intégrité ter-

ritoriale, tout en étant souples dans leur politique, fondée sur la situation présente et les intérêts des différents secteurs de la population. »

S'adressant aussi au Kremlin, le journal ajoute que la solution négociée sur la question de Hongkong « montre qu'il n'est pas difficile pour des pays de résoudre les problèmes laissés par l'histoire aussi longtemps qu'ils ont le sincère désir de coopérer dans leur approche des problèmes dans un esprit de compréhension mutuelle et en adoptant une attitude réaliste. »

Il n'est pas sans intérêt de lire dans la presse locale tous les détails des garanties que Pékin s'est engagé solennellement à assurer à Hongkong jusqu'en 2047. Car ce n'est pas le moindre succès des négociateurs britanniques que d'être parvenus à convaincre les Chinois de signer ce qui a en fait la forme d'un long catalogue des droits de l'homme et de libertés économiques, tels qu'ils sont conçus dans les pays démocratiques.

Qu'en est-il en juge : Pékin garantit que le gouvernement de la région administrative spéciale « maintiendra les droits et libertés prévus par les lois en vigueur à Hongkong, dont la liberté individuelle, de parole, de presse, d'assemblée, d'association, de créer et d'être membre d'un syndicat, de correspondance, de voyage, de mouvement de grève, de manifestation, de choix de son occupation, de liberté académique, de croyance, d'invulnérabilité du domicile, de liberté de se marier et de donner librement naissance à des enfants. »

Au nom du réalisme

La liberté religieuse, celle de sortie - et de rentrée - à Hongkong, ainsi que l'indépendance de la justice, sont explicitement garanties par Pékin.

Dans le domaine économique, la Chine accepte, comme prévu, le

maintien du système actuel. Mais il est quand même étonnant de lire noir sur blanc dans le premier paragraphe de l'annexe dans lequel Pékin définit sa politique envers Hongkong : « Le système et les politiques socialistes ne seront pas appliqués à Hongkong, et le système et le mode de vie capitalistes qui y prévalaient resteront inchangés pendant cinquante ans. » Ce « large degré d'autonomie » pour Hongkong est le prix que Pékin a accepté de payer au nom du « réalisme ». Mais la liste des libertés qui s'étale ici dans toute la presse apparaît malgré tout comme la preuve *a contrario* qu'elles ne sont pas de rigueur dans la République populaire. De même en reconnaissant implicitement que c'est le système capitaliste qui a fait la fortune de Hongkong, et que l'application des méthodes socialistes risquerait de tuer la poule aux œufs d'or, Pékin dresse en quelque sorte un constat de carence.

Réalisme ou Realpolitik... En attendant de reprendre demain ce que l'on a accordé aujourd'hui ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais que peuvent penser ceux qui, en Chine, liront ces textes et se demanderont : « Pourquoi pas nous ? » Longtemps présentés comme opprimés par le colonialisme britannique, les « compatriotes de Hongkong » apparaissent désormais comme des privilégiés. On les envie, on les jalouse parfois, car ils bénéficient d'une sollicitude bien plus grande que ceux qui ont trîné pendant trente-cinq ans dans des conditions parfois insupportables pour la construction de la République populaire.

A Hongkong, les gens se sont jetés sur les exemplaires de l'accord - auquel était joint un commentaire en expliquant le caractère positif. Les premières réactions des membres de l'assemblée locale et des milieux d'affaires sont positives. « C'était ce que l'on pouvait espérer de mieux », revient comme un leitmotiv.

Soulagement, satisfaction à court terme, une certaine inquiétude à moyen terme, se manifestent en même temps dans les divers milieux, où l'on souhaite qu'un accord intervienne le plus vite possible pour mettre un terme au marasme ambiant. Mais pour eux, comme pour la majorité de la population, il faudra attendre que Pékin fasse ses preuves, montre concrètement sa volonté d'appliquer sincèrement l'accord dont la valeur réelle repose uniquement sur la parole du gouvernement chinois.

PATRICE DE BEER.

● **Taipei dénonce l'accord.** - Taiwan a accusé le mercredi 26 septembre les autorités britanniques de « livrer 5,5 millions d'individus à l'esclavage totalitaire communiste » à la suite du paraphe par la Grande-Bretagne et la Chine du projet d'accord prévoyant le retour de Hongkong sous souveraineté chinoise en 1997. Dans un communiqué, le premier ministre de Taiwan, M. Yu Kuo Hwa, a également accusé Pékin de « tromper le monde et les habitants de Hongkong » en offrant l'illusion d'un « pays avec deux systèmes ». Dans une précédente déclaration, les autorités de Taiwan avaient condamné et déclaré nul et non avenue le projet d'accord. M. Yu a, par ailleurs, promis aux Chinois de Hongkong l'aide de Taiwan dans leur lutte pour la liberté. Il a également indiqué que des facilités seraient octroyées à ceux qui désiraient s'installer ou investir à Taiwan. - (AFP.)

Depuis 1953, l'Institut des Sciences et Techniques de l'Environnement (I.S.T.E.) est le seul organisme en France à proposer des formations continues et diplômées en matière d'environnement. L'Institut est reconnu par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. Les formations sont dispensées par des experts du domaine. Pour plus d'informations, contactez-nous au 01 42 50 10 10.

Afghanistan

M. Fabius assure que la France multiplie les démarches diplomatiques en faveur de Jacques Abouchar

Interrogé mercredi soir 26 septembre à Antenne 2 sur le sort de Jacques Abouchar - fait prisonnier le 17 septembre par les forces soviéto-afghanes non loin de la frontière pakistanaise - M. Laurent Fabius a déclaré que le ministre des relations extérieures, M. Cheysson, avait discuté du cas du journaliste français « avec plusieurs représentants diplomatiques » se trouvant actuellement à New-York pour l'Assemblée générale de l'ONU. Le premier ministre n'a pas précisé quels avaient été les interlocuteurs de M. Cheysson, mais il est vraisemblable que celui-ci a notamment évoqué le cas de Jacques Abouchar avec son homologue soviétique, M. Andreï Gromyko, qu'il a rencontré lundi.

« Nous avons déjà pris beaucoup de contacts avec toute une série de chancelleries », a ajouté M. Fabius. « La consigne que j'ai donnée, c'est d'être efficace et rapide. »

M. Georges Marchais a, pour sa part, souhaité, mercredi, sur France-Inter, que Jacques Abouchar « soit libéré dans les meilleures conditions et le plus vite possible ». Interrogé au cours de l'émission « Face à la rédaction » au sujet de son éventuelle intervention en faveur de la libération du journaliste, le secrétaire général du PCF a simplement indiqué que « le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme » (qu'il préside) intervient « souvent dans des affaires de ce genre, dans différents pays, mais (...) avec le souci de l'efficacité ».

A Kaboul, le journal afghan *Halkat* Inkilab Saour, cité mercredi par l'agence soviétique Tass, a fait état de l'« activité d'espionnage » du journaliste Jacques Abouchar et comparé son cas à celui du médecin français Philippe Augoyard, jugé et condamné, au début de 1983, pour « espionnage » en Afghanistan.

ghanistan. « L'infiltration illégale sur le territoire de la République démocratique d'Afghanistan », écrit le journal, d'informations secrètes par le ressortissant français Jacques Abouchar, saisi par l'armée afghane au cours d'un affrontement avec les contre-révolutionnaires, témoigne des proportions grandissantes de la guerre non déclarée menée contre l'Afghanistan par l'impérialisme international et la réaction.

● **Un comité pour la libération de Jacques Abouchar** vient d'être créé sous la présidence de Denis Frier-Daville. Les membres fondateurs de cette association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 sont : Jean Boissinat, Noël Copin, Françoise Giroud, Michel Honorin, Claude Imbert, Jean Lacouture, André Pautard, Denis Frier-Daville, Peter Scholl-Latour. Son secrétariat est assuré par Marline Besnolou. L'association est ouverte à toutes les personnes et organisations qui se sentent concernées par la situation de Jacques Abouchar et qui désirent agir collectivement et collectivement en vue d'obtenir sa libération. Le comité adresse un appel tout particulier aux journalistes professionnels pour qu'ils adhèrent nombreux et dans le plus bref délai à l'association. Les demandes d'adhésion doivent être adressées au siège du comité, installé au Centre de formation des journalistes (CFJ), 33, rue du Louvre, 75002 Paris.

Une centaine de reporters-photographes et cameramen ont, de leur côté, décidé d'« élever une vive protestation auprès des autorités soviétiques » contre la détention en Afghanistan de Jacques Abouchar, dont ils réclament « la libération immédiate ».

AMÉRIQUES

DIFFICILE RECHERCHE DE LA PAIX EN AMÉRIQUE CENTRALE

La Communauté européenne soutient la médiation du groupe de Contadora

Vingt et un ministres des affaires étrangères de la CEE, de l'Espagne, du Portugal, d'Amérique centrale et du groupe de Contadora doivent se réunir à San-José-de-Costa-Rica les 28 et 29 septembre. La Communauté européenne est favorable aux efforts du groupe de Contadora pour tamer la paix en Amérique centrale, mais les dirigeants de la région attendent également une aide financière importante de la CEE.

On assiste à une spectaculaire relance diplomatique en faveur de la détente en Amérique centrale, qui reste l'une des régions les plus troublées de la planète. D'une part, le plan de paix du groupe de Contadora (1), remis au Conseil de sécurité des Nations unies, est maintenant un document officiel de l'organisation internationale. C'est un développement qui n'est pas seulement de pure forme.

D'autre part, une conférence doit réunir les 28 et 29 septembre à San-José-de-Costa-Rica les dix ministres des affaires étrangères des pays de la Communauté européenne, ceux d'Espagne et du Portugal, des cinq nations d'Amérique centrale et du groupe de Contadora. Objectif de ce premier rendez-vous organisé à ce niveau entre la Communauté européenne et l'Amérique centrale : étudier les moyens permettant d'aider la région à sortir de sa dramatique crise économique et politique.

Depuis janvier 1983, les négociateurs de Contadora jouent « les meilleurs bons offices » avec constance, et, à vrai dire, sans illusions excessives. Restaurer la paix et la sécurité dans toute l'Amérique centrale n'est pas une mince affaire. La misère, le sous-développement économique et culturel, des structures archaïques héritées du dix-neuvième siècle, la dépendance extérieure : autant d'obstacles à l'instauration ou à la consolidation d'institutions réellement démocratiques, au progrès économique et social. Depuis quatre ans, les conflits armés - en particulier au Salvador et au Nicaragua - se sont aggravés. Leur complexité est plus grande, les interventions étrangères sont plus nettes. La bonne volonté indéniable des médiateurs du groupe de Contadora, préoccupés par une éventuelle extension des guerres encore localisées d'Amérique centrale, bute sur une contradiction majeure. Ils souhaitent, et ils souhaitent encore, trouver une solution politique et pacifique dans un cadre de préférence régionale, sans ingérence des grandes puissances. Ils ont fini par admettre ce qu'ils reconnaissent en privé depuis plusieurs mois : la négociation ne progressera pas vraiment aussi longtemps que les grandes puissances intéressées, et d'abord les Etats-Unis, ne participeront pas directement à la concertation collective.

Washington préfère les pourparlers bilatéraux. Et les représentants qualifiés des Etats-Unis et du Nicaragua se sont déjà rencontrés à six reprises en tête à tête depuis juin 1984, sans que l'on puisse affirmer que cette diplomatie secrète ait

contribué à faire baisser la tension entre Managua et Washington. Les Etats-Unis estiment en outre que le forum des Nations unies n'est pas le meilleur pour traiter des questions d'Amérique centrale, leur zone d'influence traditionnelle. Les Nicaraguayens jugent, de leur côté, qu'ils ont tout intérêt, au contraire, à diriger le débat, ils ont déjà, à plusieurs reprises et au risque de mécontenter encore plus Washington et certains de leurs voisins d'Amérique centrale, réclame et obtenu des réunions extraordinaires du Conseil de sécurité des Nations unies. Ils avaient ainsi aggravé leur relatif isolement diplomatique dans la région et irrité certains des membres du groupe de Contadora.

En acceptant cette semaine de signer le dernier plan de paix du groupe de Contadora, les dirigeants des Nations unies ont surpris leurs amis et leurs adversaires. Ils s'accrochaient jusqu'à maintenant à la nécessité prioritaire de « renforcer la défense », et M. Humberto Ortega a pour la première fois affirmé qu'il attendait des M-21. Une escalade inacceptable pour Washington. L'acceptation du plan de Contadora implique pour le Nicaragua, comme pour ses voisins, une sérieuse révision « à la baisse » de la course aux armements et le départ de tous les « conseillers » militaires étrangers.

Des « gestes » sandinistes

Les sandinistes ont donc fait un « geste », d'ailleurs salué avec satisfaction à Washington. Un geste, accède Managua ont surpris leurs amis et leurs adversaires. Ils s'accrochaient jusqu'à maintenant à la nécessité prioritaire de « renforcer la défense », et M. Humberto Ortega a pour la première fois affirmé qu'il attendait des M-21. Une escalade inacceptable pour Washington. L'acceptation du plan de Contadora implique pour le Nicaragua, comme pour ses voisins, une sérieuse révision « à la baisse » de la course aux armements et le départ de tous les « conseillers » militaires étrangers.

Le Nicaragua sandiniste est engagé dans une course contre la montre. Il avait habilement fixé la date de « ses » élections au 4 novembre, quarante-huit heures avant la probable reddition de M. Reagan, dont personne ne peut dire s'il choisira la carotte ou le bâton en Amérique centrale au lendemain de sa victoire électorale. Les sandinistes admettent aujourd'hui, en privé, que leurs élections n'auront guère de sens s'ils sont pratiquement les seuls à se présenter. D'où leurs tentatives pour convaincre la Coordination démocratique - pourtant mise « hors la loi » en juillet pour avoir refusé de présenter ses candidats faute de garanties vraiment démocratiques - de participer « malgré tout » au scrutin du 4 novembre. Sans aller toutefois jusqu'à accepter toutes les conditions posées par les amis de M. Cruz, qui a fait alliance avec M. Eden Pastora, ancien dirigeant militaire de l'ARDE, basée au Costa-Rica, et aujourd'hui en froid avec ses anciens compagnons ralliés à la FDN (Forces démocratiques nicaraguayennes) basée au Honduras. Mais M. Wheelock, membre de la direction du Front sandiniste, a affirmé, mercredi, que les élections pourraient être reportées. En ajoutant que l'important était

qu'elles « soient libres et démocratiques ».

Etendre l'insécurité menaçant au Nicaragua, ramener la paix au Salvador : tels sont les deux objectifs prioritaires du groupe de Contadora. Il n'en faut pas plus pour que les représentants du magazine *Playboy*, il a démenti avoir déclaré que « les décisions au Salvador étaient prises par ceux qui payaient, c'est-à-dire par les Etats-Unis... ».

Mais comment le Nicaragua - qui bénéficie d'une très importante assistance militaire des pays de l'Est - et le Salvador - où se trouvent officiellement une soixantaine de conseillers militaires américains - pourraient-ils accepter de se conformer réellement aux clauses du plan de Contadora ? (2) Le refus par les pays d'Amérique centrale d'héberger sur leur territoire des groupes armés engagés dans des actions hostiles contre des voisins (autre clause du plan de Contadora) ne pose pas moins de problèmes délicats d'application. On peut se féliciter que les Etats concernés aient finalement donné leur accord de principe aux dernières propositions du groupe de Contadora. Sans trop se faire d'illusions sur les progrès réels qui pourraient être enregistrés d'ici au 6 novembre.

C'est dans ce contexte, encore expiatoire, que les sandinistes ont déclaré, mercredi, que « les décisions au Salvador étaient prises par ceux qui payaient, c'est-à-dire par les Etats-Unis... ».

MARCEL NIEDERGANG.

(1) La première réunion des représentants du Mexique, du Venezuela, de la Colombie et de Panama a eu lieu les 8 et 9 janvier 1983 dans la petite île de Contadora, sur la côte pacifique de Panama.

(2) L'application du plan de Contadora impliquerait aussi que les Etats-Unis devraient démanteler les importantes bases militaires installées au Honduras depuis trois ans.

1.800 CC ET 12 SOUPAPES POUR L'ACCORD 85!
Automatique (19 CV) ou 5 vitesses (15 CV), Traction AV, 4 roues indépendantes, Direction assistée, 3 vitesses électriques AV et AR, Pneu « racing », Equipements Exceptionnels.
HONDA JAPAUTO
Concessionnaire exclusif - 27 av. de la Grande Armée - Tél. 500.14.51

FINANCIAL TIMES

Traduction du message publicitaire inséré page ci-contre :

Pourquoi un ingénieur espagnol suivant un cours de gestion à Paris commande-t-il un quotidien de langue anglaise avec son café et ses croissants ?

Jeune, dynamique et ambitieux, il a besoin du *Financial Times* pour l'informer à l'avance de ce qui se passe dans le monde des finances, du marketing, du commerce et de la technologie.

Il a atteint un stade dans sa carrière où il doit être en mesure de discuter non seulement de ce qui se passe dans le monde, mais de savoir pourquoi cela se passe et ce qui va se passer. Il a déjà constaté que des articles du quotidien du *Financial Times* couvrant les nouvelles économiques d'Europe, du Moyen-Orient, des Etats-Unis, du Japon et de l'Extrême-Orient paraissent avant et sont davantage analytiques que ceux des autres quotidiens.

Il apprécie la liaison que fait le *Financial Times* entre ce qui arrive en un point particulier d'Europe et les répercussions que cela peut avoir sur les autres pays européens. Il peut ainsi avoir une image complète du marché.

Le *Financial Times* lui offre quotidiennement un compte rendu et une interprétation du monde des affaires et l'avantage d'être rédigés par des Européens pour des Européens.

Le *Financial Times*, un langage universel.

Pour plus d'informations sur la façon de recevoir régulièrement le *Financial Times*, appelez-nous.

501 من الاموال

Afghanistan

Abbas assure que la France
les démarches diplomatiques
pour de Jacques Abouchar

Le 26 sep-
- fait prisonnier
par les forces
de la front.
M. Laurent Fa-
ministère des re-
M. Cheysson,
le journaliste
représen-
- se trouvant
-York pour l'As-
-TONU. Le pre-
- précisé que
-diplomates de
-son vrassembla-
-lement éroqué
-sachant avec son
- M. Andrei
-samedi lundi.

Un comité pour la libération
de Jacques Abouchar vient d'être
créé sous la présidence de Denis
Périer-Daville. Les membres fon-
dateurs de cette association régi-
par la loi du 1^{er} juillet 1901 sont :
Jean Boissonnat, Noël Copin, Fran-
çoise Giroud, Michel Honoré,
Claude Imbert, Jean Lacouture, An-
dré Pautard, Denis Périer-Daville,
Peter Schell-Latour. Son secré-
tariat est assuré par Martine Benabou.
L'association est ouverte à toutes les
personnes et organisations qui se
sentent concernées par la situation
de Jacques Abouchar et qui désirent
agir concrètement et collectivement
en vue d'obtenir sa libération. Le co-
mité adresse un appel tout particu-
lier aux journalistes professionnels
pour qu'ils adhèrent nombreux et
dans le plus bref délai à l'associa-
tion. Les demandes d'adhésion de-
vent être adressées au siège du co-
mité, installé au Centre de
formation des journalistes (CFJ),
33, rue du Louvre, 75002 Paris.

Une centaine de reporters-
photographes et cameramen ont, à
leur tour, décidé d'élever une vé-
ritable protestation contre les maigres
aménagements de la détention
Afghanistan de Jacques Abouchar,
dont le rétablissement « la libération
immédiate ».

Un afghan Ha-
mar été ver-
-sionné Tam, a
-rivité d'espion-
-Jacques Abou-
-cas à celui de
-Philippe Au-
-lancé, se débat
-sage - de Af-

12 SOUPAPES POUR L'ACCORD 85!



Publicité



Traduction du message publicitaire
dans page 600000

Un ingénieur espagnol suivant un cours de gestion
de l'anglais un quotidien de langue anglaise avec un
matin ?

Un ingénieur et ambitieux, il a besoin du Financial
Times pour l'avance de ce qui se passe dans le
monde, de marketing, du commerce et de la tech-
nologie.

Un ingénieur qui suit le Financial Times entre et
pour l'Europe et les répercussions
sur les autres pays européens. Il peut ainsi
comprendre le marché.

Financial Times lui offre quotidiennement un compte
rendu du monde des affaires et l'analyse
des Européens pour des Européens.

Financial Times, le langage universel.

Informations sur la façon de recevoir régulièrement
Financial Times, appelez 0033.

Why does a Spanish engineer on a management course in Paris order an English-speaking newspaper with his coffee and croissant?

Because he is young, energetic and ambitious,
he needs the Financial Times to keep him ahead of
what is happening in money and marketing, trade
and technology.

He has reached the stage in his career
where he must be able to discuss not only what is
happening in the world, but also why it is happening
and what is going to happen next.

And he has already discovered that the
FT's daily coverage of business news from Europe,
the Middle East, the United States, Japan and

the Far East is earlier and more analytical than
other newspapers.

He appreciates the way the FT is able to
relate what is happening in one part of Europe to its
effect upon other European trading nations.

He finds it helps him build a picture of the
market as a whole.

The Financial Times reports and interprets
the world of business to him every day. It is written for
Europeans by Europeans like himself.

Everyone speaks the Financial Times.



For more information about how to receive a regular copy of the FT, ring or write to:
Ivan Hughes, Financial Times (Europe) Ltd, Centre d'Affaires Le Louvre, 368 rue de Rivoli, F-75004 Paris Cedex 04, Tel. 297 0623, Tlx 220044.

PROCHE-ORIENT

Liban

Dans Tripoli dévastée

La volonté de Damas de pacifier la ville n'a convaincu personne

De notre envoyée spéciale

Tripoli. — « Si les Syriens le veulent, nous aurons la paix. » Cette conviction, chaque Tripolitain la partage, même si beaucoup doutent de la réelle volonté de Damas de pacifier définitivement la ville. Pourtant, mardi 25 septembre, les premiers effets de la paix syrienne ont commencé à se faire sentir avec le démantèlement des principales barrières qui séparaient les « islamiques » des tenants du PAD (Parti arabe démocratique, pro-syrien) dans les quartiers de Bab-Tebbané et de Baal-Mohsen.

Les chefs de guerre ont scellé par de bruyantes embrassades leur timide réconciliation, tandis que la population restait prudemment terrée chez elle. Les miliciens en armes se sont montrés discrets, stationnant par petits groupes dans les innombrables ruelles qui s'offrent les innombrables églises. Les forces de sécurité intérieure (gendarmes) se sont, elles, déployées dans toute la ville, mais chacun sait ici que, si les combats reprennent, elles ne pourraient pas s'y opposer efficacement.

L'armée libanaise, qui doit entrer en lice dans une deuxième phase du plan, ne se montre, pour sa part, guère enthousiaste à l'idée de se retrouver peut-être un jour coincée entre les miliciens islamiques et les soldats de Damas.

De chaque côté de ce qui était encore hier la ligne de front, le spectacle est dantesque. Plus une maison intacte, innombrables effondrés comme des châteaux de cartes, balcons arrachés et pendant le long des murs criblés de balles. Le marché de gros pour la production agricole de la plaine de l'Akkar, dans le quartier de Bab-Tebbané, autrefois grouillant, est aujourd'hui presque désert. Le souk aux grains, il y a trois jours encore dans la ligne de mire des francs-tireurs, est fermé. Certaines échoppes ont levé leur rideau au marché des légumes où quelques

hommes, assemblés autour de vieux cagots/enversés, jouent aux cartes, presque indifférents. Dans ce quartier populaire, la guerre n'a fait qu'ajouter à la misère, mais les innombrables portraits des « martyrs » affichés sur les murs témoignent de la violence des affrontements qui ont secoué la capitale du Liban du Nord pendant des années.

Malgré l'enthousiasme des militants du PAD, qui rendent hommage sur tous les tons à l'action du président Assad, aucun Tripolitain ne croit sérieusement à la fin de la « petite guerre » qui oppose, à l'ombre de l'armée syrienne campant toute la ville, les intégristes sunnites regroupés, jusqu'en janvier 1984, dans le Mouvement de l'unification islamique (Al Towhid) de Cheikh Saïd Chaabane aux Alounites pro-syriens du PAD. Éclipsés pendant la confrontation syro-palestiniennne de novembre-décembre 1983, au cours de laquelle le Towhid s'est battu aux côtés des Palestiniens de Yasser Arafat, le conflit a repris après le départ de ceux-ci. Les loyalistes auraient laissé au Towhid beaucoup d'armes et soutiendraient toujours financièrement cet allié dont le principal mérite à leurs yeux était d'être anti-syrien.

La médiation iranienne

Pourtant, depuis la rencontre, dimanche 8 septembre, à Damas, entre Cheikh Saïd Chaabane et le président Assad, un plan de pacification a été agréé sous la pression de Damas par les différents antagonistes. Ses premières mesures d'application sont entrées en vigueur mardi. Ce plan, qui ressemble à s'y méprendre — mais ne sort-il pas du même moule ? — à celui appliqué à Beyrouth, prévoit notamment le

retrait de miliciens en armes de la ville, le rassemblement, sous contrôle des forces de l'ordre et de l'armée syrienne, de l'armement lourd, le déploiement dans la ville d'une unité de l'armée libanaise et d'une autre des FSI secondées par un détachement de l'armée de Damas.

C'est sur la demande du président iranien Ali Khameneï, alors en visite à Damas, que Cheikh Chaabane a consenti à venir s'entretenir dans la capitale syrienne avec son ennemi d'hier, le président Assad. Sur cette médiation iranienne, Cheikh Chaabane reste discret. « Le principal soubord de l'Iran est l'unité de l'Islam », dit-il, « et nous espérons qu'un jour un gouvernement islamique unira la Syrie et le Liban. » Dans son modeste appartement d'Abou Samra, qu'aucune protection particulière ne distingue des autres, il nous reçoit, entouré de quelques disciples, tous barbus, qui ont troqué le treillis pour une longue tunique blanche. A propos de l'accord de pacification, il ne se montre guère optimiste. « J'espère qu'il pourra entrer en vigueur, dit-il, mais cela ne sera pas facile. » Visiblement, le renouveau de Damas n'a pas entamé sa méfiance vis-à-vis des Syriens, qui, affirme-t-il, « ont toujours intérêt que nous » à la pacification de Tripoli.

En attendant, Cheikh Chaabane n'a nullement l'intention de rendre ses armes lourdes. « Nous les retirons des rues, dit-il, mais il est préférable qu'elles restent entre nos mains au cas où nous en aurons besoin. Israël, voudrait nous attaquer. » Des vedettes israéliennes patrouillent, certes, régulièrement au large des côtes tripolitaines, mais Cheikh Chaabane semble plus préoccupé par la proximité de l'armée syrienne que par les allées et venues de la marine de Jérusalem.

LA « NORMALISATION » ÉGYPTO-JORDANIENNE

LE CAIRE : le début de la fin de l'ostracisme

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, s'est félicité, mercredi 26 septembre, à New-York, du rétablissement des relations diplomatiques entre Le Caire et Amman, une « victoire pour le processus de paix engagé avec les accords de Camp David ».

Pour la Syrie et la Libye, il s'agit, au contraire, d'une « trahison » qui confirme, ainsi que l'a affirmé l'agence officielle libyenne, « la voie capitaliste suivie par le régime jordanien ». Pour le quotidien syrien *Al Bass*, la décision d'Amman

« révèle la véritable nature du régime hachémite et son rôle de complice contre la cause palestinienne depuis 1948 ». Le journal *Al Saoura* accuse la Jordanie de vouloir conclure un « nouveau traité séparé avec l'ennemi sioniste » et assure que la Syrie ne tolérera pas une « extension des accords de Camp David à ses frontières ».

Aussi bien Damas que Tripoli invitent les États arabes à décréter un « boycottage total et collectif » de la Jordanie.

Correspondance

depuis le début de sa guerre contre l'Iran. Toutefois, les responsables égyptiens se refusent à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Interrogé à ce sujet, M. Boutros Ghali, ministre d'État pour les affaires étrangères, a déclaré, mercredi, que son pays « ne désire pas brusquer les choses, qui doivent suivre leur cours naturel ».

Les responsables égyptiens estiment, d'autre part, que le rétablissement des relations avec Amman permettra de relancer le processus de paix au Proche-Orient. En effet, M. Ghali estime que le prochain échange d'ambassadeurs permettra « une meilleure coordination entre l'Égypte et la Jordanie, avec la participation des Palestiniens, en ce qui concerne les négociations sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza ».

On note, en effet, que le rétablissement des relations a coïncidé avec la relance, lundi dernier devant l'ONU, par le président Reagan de son plan de paix pour

le Proche-Orient. La Jordanie constitue la pierre angulaire de ce projet concernant l'établissement de l'autonomie en Cisjordanie et Gaza dans le cadre d'une association jordanio-palestinienne. Il intervient d'autre part au moment où l'Égypte normalise ses relations avec l'un des principaux opposants au traité de paix : l'URSS.

Toutefois, la relance du processus de paix au Proche-Orient dépend surtout des Palestiniens, « sans lesquels aucune solution n'est possible ». A cet effet, l'Égypte encourage, depuis la visite au Caire du chef de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, en décembre dernier, les Palestiniens « modérés » du Fath et de Cisjordanie et Gaza au dialogue avec le roi Hussein. Mais les responsables égyptiens ne se font pas d'illusions sur la rapidité d'un accord sur cette question.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

On n'efface pas en un jour des années de lutte, et le régime alaouite de Damas demeure « parjure » pour ces hommes de religion qui a fait son succès en prêchant l'islamisme le retour à l'islam et l'unification islamique sur la base de la pensée islamique.

Des drapeaux vert et noir de l'islam portant l'inscription : « Il n'y a de Dieu que Dieu et Mohamed est son prophète » flottent sur toute la ville, rappelant, s'il en était besoin, que depuis septembre 1983 l'ordre y est assuré par les intégristes sunnites. Cheikh Chaabane s'offusque qu'on puisse s'inquiéter de l'avenir des chrétiens de Tripoli (20% de la population environ) en majorité grecs orthodoxes. « Nous les protégerons », dit-il simplement.

Les mesures d'islamisation

Des mesures d'islamisation envisagées par le Towhid, seule la prohibition de l'alcool demeure. Aucun restaurant de la ville n'en sert, et il est devenu très difficile d'en trouver dans les boutiques. « Cela s'empêche pas les gens d'en boire chez eux, affirme un jeune professeur, d'autant que l'on peut en acheter à très bon marché à quelques kilomètres de la ville ». Les tentatives faites par le mouvement pour amener les épiceries à porter le foulard ont fait long feu. Le Towhid a dû démentir être l'auteur de quelques tracts dénonçant « l'immoralité qui règne dans les marins » édifiés à l'extérieur de la ville, où la bourgeoisie de Tripoli profane des plaisirs de la plage.

Il s'empêche que ces mesures ont créé un malaise dans la communauté chrétienne. Elles ont, entre autres, été également à l'origine d'une scission au sein du Towhid, dont s'est détaché, en janvier 1984, Khalil Akkawi, chef de la résistance populaire de Bab Tebbané. Issu des partis de gauche, cet ancien chef militaire du MUI, proche de M. Yasser Arafat, reproche à Cheikh Chaabane d'avoir voulu briser les étapes pour l'islamisation et fait long feu. Le Towhid a dû démentir être l'auteur de quelques tracts dénonçant « l'immoralité qui règne dans les marins » édifiés à l'extérieur de la ville, où la bourgeoisie de Tripoli profane des plaisirs de la plage.

M. Khalil Akkawi croit, lui, aux chances de la pacification sous l'égide de Damas. Mais « il faudra du temps », concède-t-il.

En fait, la pacification de Tripoli dépend avant tout des intentions syriennes, les autorités de Damas ayant gardé sur toutes les parties en présence les moyens de pression nécessaires pour les amener à composer. Avec M. Rachid Karamé, premier ministre, chef des sunnites libanais, elles ont un allié qui n'a pas ménagé ses efforts pour que sa ville retrouve un peu de calme. Il ne fait pas de doute que l'accélération d'un règlement de la crise tripolitaine avec l'aide de l'allié iranien a été fonction du jeu syrien au Liban.

Reste à savoir combien de temps les armes se taient. A Tripoli, certains habitants se prennent malgré tout à espérer que la fragile trêve offerte va permettre petit à petit une reprise normale des activités.

FRANÇOISE CHIPAUX.

AFRIQUE

Tchad

La Libye annonce le début de son retrait

M. Hissène Habré « prochainement » à l'Elysée

M. Hissène Habré se rendra « prochainement » à Paris à l'invitation de M. François Mitterrand. D'autre part, dans un communiqué laconique, l'agence de presse libyenne Jana a annoncé, mercredi 26 septembre, que Tripoli avait commencé, la veille, à appliquer l'accord avec Paris sur un retrait « simultané et concomitant » de leurs forces militaires respectives au Tchad (nos dernières éditions du 27 septembre).

Après avoir été repa, mercredi après-midi, à l'Elysée, un émissaire du président tchadien, M. Karim Togo, a déclaré que M. Hissène Habré avait accepté l'invitation en France qui lui avait été transmise vendredi dernier. Cette visite, dont l'objet est d'aplanir les désaccords entre Paris et N'Djamena, s'interrompt pas avant la semaine prochaine, le président Mobutu du Zaïre étant attendu dimanche dans la capitale tchadienne, à l'issue d'un voyage en Europe de l'Ouest et aux États-Unis.

République sud-africaine

NOUVEAUX INCIDENTS A SOWETO

Johannesburg (AFP). — Un jeune Noir est mort, mercredi 26 septembre, à Soweto à la suite de l'embardée d'un autobus, attaqué à coups de pierres. La situation dans les villes-satellites noires de Transvaal reste explosive. Trois jeunes gens ont été arrêtés pour avoir lancé des pierres à Sebokeng (sud-ouest de Johannesburg), a indiqué la police, précisant que des incidents sporadiques avaient éclaté dans les cités noires à l'est et à l'ouest de Johannesburg.

A Soweto, un véhicule de livraison a été attaqué et à Alexandra (nord de Johannesburg), des violences ont éclaté pour la première fois depuis les récentes émeutes dans les cités noires. Environ quatre mille personnes, dont plusieurs centaines d'écoliers, ont assisté mercredi après-midi aux obèques d'un dirigeant étudiant noir, Bongani Khumalo, tué par la police la semaine dernière à Soweto. Le service d'ordre n'est pas intervenu, contrairement à ce qui s'est passé samedi et dimanche lorsque des centaines de personnes assistant aux funérailles des victimes tuées à Sebokeng, Sharpeville et Evaton (triangle de Vaal), avaient été arrêtées pour rassemblement illégal. Les écoliers de Soweto, qui étaient retournés en classe mercredi pour la première fois depuis deux semaines, ont été renvoyés chez eux, a annoncé sans autre précision le département de l'éducation et de l'apprentissage, responsable des établissements d'enseignement pour Noirs.

D'autre part, les six opposants réfugiés depuis treize jours au consulat britannique de Durban (*Le Monde* du 27 septembre) se sont déclarés prêts à quitter ces locaux si les ordres de détention sans procès les visant sont révoqués, a annoncé mercredi un porte-parole de l'ambassade de Grande-Bretagne en Afrique du Sud.

Depuis l'annonce de l'accord franco-libyen, on s'interroge sur les perspectives de politique intérieure qu'il ouvre au Tchad. M. Cheysson, ministre des relations extérieures, y a fait allusion, mercredi, dans son allocution devant l'Assemblée générale des Nations unies, en déclarant que le retrait des forces libyennes et françaises « devrait permettre au peuple tchadien de prendre sa pleine responsabilité et de retrouver son unité à l'initiative de son chef d'État ».

Telle paraît être, en effet, l'intention du président Hissène Habré. Il va rompre le silence qu'il observe depuis le 17 septembre, à l'occasion d'une conférence de presse, dont le drapeau n'a pas encore été fixé, pour relancer le dialogue avec son opposition. Déjà, le président Sassou Nguesso, du Congo, qui a offert ses « bons offices » aux Tchadiens, a reçu séparément, mardi soir, un émissaire du président tchadien et un envoyé de M. Goukouni Oueddei, ancien président du GUNT et chef de la faction rebelle appuyée par la Libye.

M. Goukouni Oueddei continue de bénéficier, en effet, de l'appui de Tripoli. Le chef de la diplomatie libyenne, M. Ali Triki, a de nouveau déclaré « toute légitimité » à M. Hissène Habré, dans un entretien diffusé mardi par le quotidien *Al-Matin* de Lausanne. « Habré ne compte pas », a-t-il ajouté, « nous continuons d'appuyer sans aucune réserve le GUNT ».

Sur le terrain, le retrait militaire français, amorcé mardi, se poursuit. Mercredi, toutefois, les observateurs bémolis et sénégalais, arrivés la veille à Kano (dans le nord-est de Nigéria), où siège la commission mixte franco-libyenne, ne s'étaient pas encore rendus sur le terrain. N'Djamena semblait toujours opposer à la présence des Bémolis. Les Tchadiens ont, par ailleurs, annoncé que la censure sur la presse, établie lundi, était levée à compter de mercredi soir.

Suppression du visa entre le Maroc et la Libye. — Le Maroc et la Libye ont signé, mercredi 26 septembre à Fes, un accord supprimant le visa pour les ressortissants marocains et libyens désirant se rendre dans chacun des deux pays. Ce texte, signé par le ministre marocain de l'intérieur, M. Ouis Baer, et le secrétaire libyen du Comité populaire général de la justice, M. Mettakh Kouba, entrera en vigueur dans deux semaines. Il précise que les deux pays « s'engagent à permettre aux citoyens des deux pays d'accéder aux deux territoires, d'y circuler et d'y résider en vue d'y travailler ou d'y des fins touristiques, à condition d'être munis d'un document officiel » (passport). — (AFP.)

3^e millénaire le N° 16 est paru L'eau, matrice de la vie Mémoire du monde, l'eau n'a pas encore révélé tous ses secrets. Noumélie et dévastatrice, aucune vie n'existerait sans elle. Une étude superlatrice de Mohammed Mubuhay, chercheur à l'université de Dijon. Chez notre marchand de journaux 25 F.

Mabuhay! La Classe!



Mabuhay (MA-BOU-AILLE) en philippin: Vivez bien et soyez les bienvenus. Pour les hommes d'affaires se rendant en Asie, nous avons créé la Classe Mabuhay sur nos Boeing 747, des sièges relax et beaucoup de place pour les jambes. Savourez la luxueuse hospitalité qui nous a valu la récompense de la Chaine des Rôtisseurs. Pour vous, la Classe "Mabuhay" d'Amsterdam, Francfort, Londres, Paris, Rome ou Zurich jusqu'en Asie.

Avec un petit supplément (sous réserve d'accord gouvernemental) aux voyageurs payant plein tarif. Voyez votre agent de Voyage ou PHILIPPINE AIRLINES (01) 359.43.21.

Philippine Airlines, Nouvelle Classe Mabuhay

Asia's first airline.



Au nom de Dieu

La guerre imposée à l'Iran entre dans sa cinquième année. L'ambassade de la République islamique d'Iran organise à cette occasion une exposition de photos, du vendredi 28 septembre au samedi 6 octobre 1984 inclus (fermé le dimanche), de 17 h 30 à 20 heures.

Adresse : 63, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

سازمان اطلاعات

Alger reg de réduire au pro De not

Le R Une classi ples d'un m ou famili De nom précisions permettant la pensée. Bien ph Robert & C C'est l dialogue en phones et le

CH

Le R Une classi ples d'un m ou famili De nom précisions permettant la pensée. Bien ph Robert & C C'est l dialogue en phones et le

DICTIONNAIRE LE R

AFRIQUE

Algérie

Alger reproche à Paris de réduire ses achats de pétrole au profit de la Libye

De notre correspondant

Alger. — Alors que l'« aménagement » récent du contrat gazier de 1982 semblait stabiliser les relations franco-algériennes en ce qui concerne les questions d'énergie, une dépêche de l'agence officielle Algérie Presse Service, diffusée dans l'après-midi du mercredi 26 septembre, relance le débat à propos du pétrole brut. Initialement, cette dépêche fait état d'une baisse importante des importations françaises de brut et souligne que « cette situation ne manque pas de soulever des interrogations sur le caractère privilégié des relations économiques entre les deux pays ».

Selon l'APS, ces importations, qui étaient de 4,5 millions de tonnes en 1983, ont atteint à peine 1,3 million de tonnes à la fin du premier semestre 1984. « On croit savoir », écrit l'APS, que le non-respect par les compagnies françaises de leurs engagements contractuels a fait l'objet à plusieurs reprises d'entretiens à un niveau politique élevé entre le gouvernement algérien et le gouvernement français et que des assurances très fermes ont été données par ce dernier quant au respect des contrats passés par les entreprises françaises clientes de Sonatrach. »

Alors que ce contrat gazier avait été conclu au niveau politique et pour une durée de vingt ans, les marchés relatifs au pétrole se concluent dans un cadre commercial et pour des périodes beaucoup plus courtes.

APS s'interroge cependant sur le comportement de la France, dont les importations de pétrole lègers comparables en qualité aux pétroles algériens à partir d'autres sources ont augmenté très sensiblement. Parmi les bénéficiaires de cette augmentation, l'APS cite la Libye à hauteur de 60 %.

Cette manifestation d'humour à propos des échanges commerciaux vient après l'expression du mécontentement d'Alger au sujet des entretiens secrets de M. Mitterrand avec le roi Hassan II suivis de l'accord de retrait du Tchad, conclu à Tripoli.

Le ton assez vif de la dépêche est de nature à inquiéter les sociétés françaises qui souhaitent signer de nouveaux contrats avec Alger, notamment en ce qui concerne la réalisation du métro de la capitale.

Ces commentaires interviennent quelques jours après la visite de M. Nadi, ministre algérien de l'énergie, au Japon. Celui-ci a sans doute discuté de la livraison de pétrole à Tokyo dans des conditions ouvrant de nouvelles perspectives aux entreprises nipponnes travaillant en Algérie.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

Suisse

UNE FEMME A NOUVEAU CANDIDATE A UN POSTE MINISTÉRIEL

(De notre correspondant.)

Berne. — Une femme accédait-elle enfin au poste de ministre ? Le groupe parlementaire radical vient de décider de présenter une double candidature à la succession de M. Rudolf Friedrich, chef du département fédéral de justice et police, qui a donné sa démission pour raisons de santé. Il appartiendra au gouvernement de choisir le 2 octobre prochain, entre ces deux candidats : M^{me} Elisabeth Kopp, députée du canton de Zurich, et M. Bruno Hanziker, député du canton d'Argovie.

L'année dernière, la majorité parlementaire avait sèchement éliminé la porte à l'unique candidate du Parti socialiste, M^{me} Liliane Uchtenhagen, lui préférant un représentant socialiste de son choix, M. Otto Stich, pour le département des finances. Ce refus avait été ressenti comme un camouflet par de nombreuses femmes bien au-delà des rangs socialistes.

Proposée par le puissant canton de Zurich qui a été représenté sans interruption depuis 1848 à l'exécutif fédéral à Berne, M^{me} Kopp paraît avoir de meilleures chances. Elle est âgée de quarante-huit ans, juriste de formation, fille d'un ancien directeur de la Banque nationale suisse, et tout le monde lui reconnaît de grandes compétences. Mais cela suffit-il pour entrer dans le club très fermé et traditionnellement masculin des « sept sages » ?

J.-C. B.

RFA

L'AFFAIRE ROTSCHE

L'industrie ouest-allemande est une cible de choix pour la section « T » du KGB

L'arrestation de Manfred Rotsch, le cadre de Messerschmitt-Bölkow-Blom, inculpé d'espionnage au profit de l'Union soviétique, fait apparaître une fois de plus la cible de choix pour la section « T » du KGB, celle chargée de l'espionnage industriel.

Selon les services de renseignements occidentaux en RFA, ce type d'activité ferait économiser à l'URSS des milliards de marks de recherches. Les renseignements comme ceux auxquels Manfred Rotsch avait accès (sur l'avion de combat européen ACE et différents avant-projets de Dassault ou de British Aerospace, par exemple) sont d'autant plus précieux que les pays occidentaux viennent de renforcer les contrôles sur l'exportation des technologies de pointe par l'intermédiaire du COCOM (Comité de coordination sur le contrôle des exportations).

Les firmes d'armement ouest-allemandes sont particulièrement visées, ainsi que les techniques énergétiques, l'industrie chimique, l'électronique. Selon une étude de la CIA faite en mai 1982 pour le Sénat américain, l'URSS couvre ses besoins technologiques par l'espionnage ou les importations illégales à 100 %, dans le domaine de l'électronique militaire, et à 50 % dans celui de la micro-électronique. Selon le procureur général ouest-allemand, M. Kurt Rebmann, dix mille espions de l'Est opèrent en RFA, dont un grand nombre spécialisés dans l'espionnage industriel. A chaque fois qu'une délégation soviétique participe à un colloque scientifique dans un pays occidental, un officier de la section « T » du KGB en fait partie. Les membres de cette section, résidant dans les pays occidentaux comme techniciens ou conseillers scientifiques hautement spécialisés, sont très difficiles à identifier.

De temps à autre cependant certains sont démasqués. Ainsi en février 1983 un employé de la mission commerciale soviétique en RFA, qui s'appropriait à réceptionner des appareils de décodage ultra-perfectionnés utilisés par les services de sécurité ouest-allemands, a-t-il été arrêté à Cologne. Le 4 août dernier, Wilhelm Reichenburg, ancien capitaine de frégate, était également arrêté pour espionnage industriel, de même que l'année précédente Jürgen Reichswald, ingénieur à la firme MTU de Munich.

La République fédérale offre naturellement un terrain de choix pour l'implantation de ces espions, étant donné les liens qu'elle entretient avec la RDA. Les agents recrutés en Allemagne de l'Est profitent en effet des facilités d'installation offertes aux émigrés par la République fédérale. Manfred Rotsch est l'un de ces transfuges, de même que l'homme qui fut au centre d'une des plus retentissantes affaires d'espionnage (non industriel) en RFA, Walter Guillaume, à l'origine de la démission du chancelier Brandt en 1974.

Malte

OFFENSIVE DE L'OPPOSITION POUR LA DÉFENSE DE L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

La Valette (AFP, UPI). — La « guerre des écoles », qui oppose le gouvernement travailliste de M. Dom Mintoff à l'opposition nationaliste et à l'Eglise catholique, fait rage à Malte. Elle devrait atteindre un point culminant le mardi 1^{er} octobre, date de la rentrée des classes dans les écoles privées, qui accueillent 30 % des élèves.

Mardi 25 septembre, le siège du syndicat des enseignants a été attaqué par des inconnus. Peu avant, les dirigeants de ce syndicat avaient appelé leurs adhérents à poursuivre le mouvement de grève commencé en début de semaine et qui était suivi par environ 60 % des professeurs. Ils réclament de meilleures conditions de travail mais protestent également contre la politique du gouvernement à l'égard des écoles privées. Dans le cadre de sa campagne pour la gratuité de l'enseignement, le gouvernement a, en effet, décidé de fermer huit écoles secondaires catholiques dont les responsables refusent de se plier à ce principe.

Cette épreuve de force à propos des écoles s'inscrit dans le conflit qui oppose depuis des années le gouvernement de M. Dom Mintoff à l'Eglise catholique, soutenue par le Parti conservateur. Le premier, estimant que l'Eglise a acquis dans le passé un énorme patrimoine, plus d'un tiers des propriétés terriennes du pays, « en monnayant les héritages contre l'entrée au paradis », a fait adopter récemment une loi d'expropriation des biens ecclésiastiques, à l'exception des lieux de culte. L'archevêque de Malte, Mgr Mercieca, a présenté un recours devant la Cour constitutionnelle, qui a annulé cette loi le 25 septembre.

L'opposition a organisé à la fin de la semaine dernière une manifestation à laquelle ont participé, selon le Parti nationaliste, cent mille personnes, soit un tiers de la population de l'île.

Pologne

Eloge de M. Giscard d'Estaing

Varsovie (AFP). — Un quotidien officiel polonais, *Slowo Powszechne* (« la parole universelle »), s'est félicité, mercredi 26 septembre, de la victoire de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'élection législative partielle du Puy-de-Dôme. « Le succès de M. Giscard d'Estaing renforce sa position pour l'élection présidentielle de 1988 », estime le journal, qui passe en revue le parcours étonnant de l'ancien chef de l'Etat dans un commentaire qui apparaît comme une critique officieuse de la ligne suivie par le président Mitterrand.

M. Giscard d'Estaing, écrit *Slowo Powszechne*, « a toujours été favorable à l'intégration de l'Europe occidentale, tout en veillant à ce qu'il y ait un équilibre entre la France et la RFA au sein de celle-ci. Son attitude dans les relations Est-Ouest a toujours été marquée par le réalisme et la pondération ».

C'est à Varsovie que M. Giscard d'Estaing s'était entretenu, en mai 1980, avec Leonid Brejnev. La rencontre avait été la première entre un dirigeant occidental et le chef de l'Etat et du parti soviétique après l'invasion de l'Afghanistan par l'armée rouge. M. Giscard d'Estaing entretenait des relations étroites avec le numéro un polonais de l'époque, M. Edward Gierek.

UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (PARIS-IV) FORMATION CONTINUE COURS D'ESPAGNOL Portugais

Initiation et perfectionnement Pratique de la langue orale Le soir, à partir de 18 h 30 INSTITUT D'ETUDES IBERIQUES et latino-américaines 31, rue Gay-Lussac 75005 PARIS Tél. 633-65-37, 17 h 30 à 19 h 30

LE PLUS COURT CHEMIN DU FRANÇAIS A L'ANGLAIS.

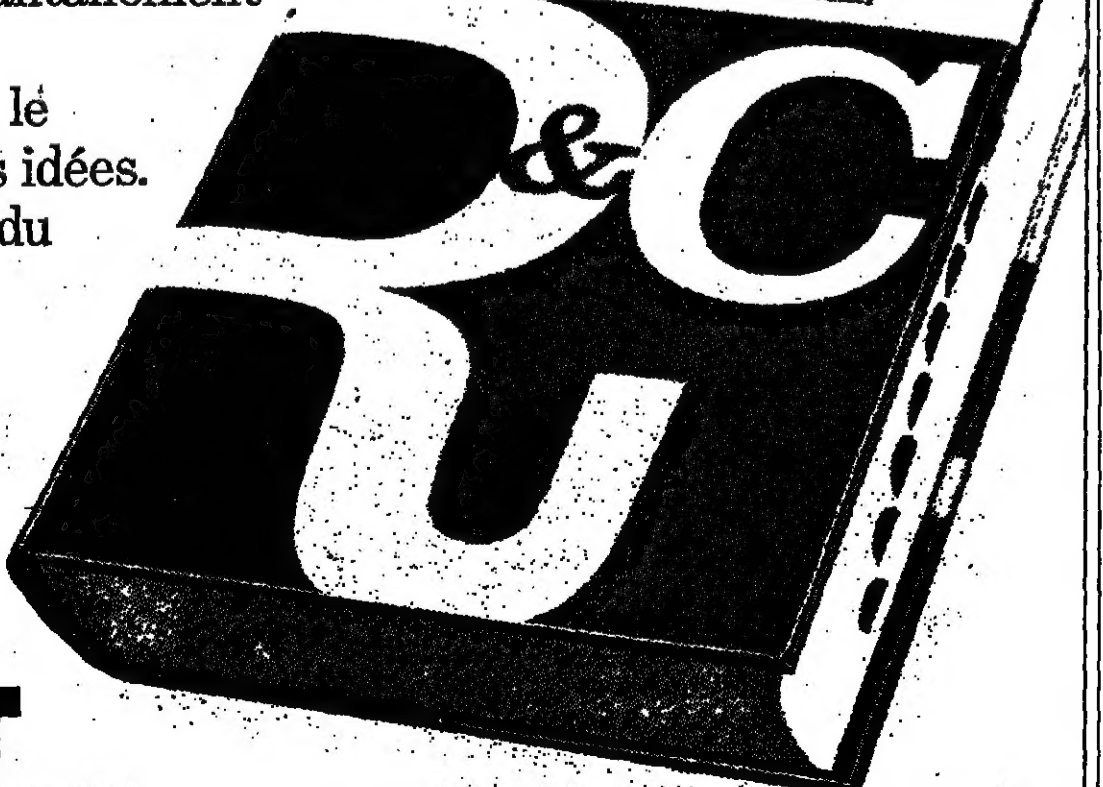
Le Robert & Collins est le plus court chemin du français à l'anglais. Une classification claire et pratique permet de distinguer les sens multiples d'un même mot, les emplois archaïques ou familiers.

De nombreux exemples apportent les précisions grammaticales nécessaires et permettent d'exprimer instantanément la pensée.

Bien plus que des mots, le Robert & Collins traduit des idées. C'est l'instrument idéal du dialogue entre les francophones et les anglophones.

ROBERT & COLLINS

DICTIONNAIRE FRANÇAIS-ANGLAIS ANGLAIS-FRANÇAIS DICTIONARY



DICTIONNAIRES LE ROBERT

QUE

Tchad

Libye annonce but de son retrait

« Prochainement » à l'Elysée

Depuis l'annonce de l'accord franco-libyen, on s'interroge sur les perspectives de politique intérieure qu'il ouvre au Tchad. M. Cheysson, ministre des relations extérieures, a fait allusion, mercredi, dans son allocution devant l'Assemblée générale des Nations unies, en déclarant que le retrait des forces libyennes et françaises « devrait permettre au peuple tchadien de prendre sa pleine responsabilité et de retrouver son unité et l'intégrité de son chef d'Etat ».

Telle paraît être, en effet, l'intention du président Hissène Habré. Il va rompre le silence qu'il observe depuis le 17 septembre, à l'occasion d'une conférence de presse, pour relancer le dialogue avec son opposition. Déjà, le président Sossou Ngouesso, du Congo, qui a offert sa « base d'offices » au Tchad, a reçu séparément, mardi soir, un émissaire du président tchadien et un envoyé de M. Goukouni Oueddei, ancien président du GUNT et chef de la faction rebelle appuyée par la Libye.

M. Goukouni Oueddei continue de bénéficier, en effet, de l'appui de Tripoli. Le chef de la diplomatie libyenne, M. Ali Taha, a de nouveau dénié « tout règlement » à M. Hissène Habré, dans un entretien diffusé mardi par le quotidien libyen *Al-Mawakeel*. « Habré ne compte pas », a-t-il ajouté, « une continuation de son rôle dans le GUNT ».

Sur le terrain, le retrait militaire français, annoncé mardi, se poursuit. Mercredi, toutefois, les observateurs libyens et tchadiens, arrivés à N'Garta, dans le nord-est du Tchad, ont vu la commission mixte franco-libyenne, ne s'étant pas encore réunie sur le terrain. N'ayant pu obtenir toujours l'opposition à la mission des Nations Unies, les Tchadiens ont, par ailleurs, annoncé qu'ils continueraient à tenir leur siège à N'Garta, à l'ouest de N'Garta.

Sur le terrain, le retrait militaire français, annoncé mardi, se poursuit. Mercredi, toutefois, les observateurs libyens et tchadiens, arrivés à N'Garta, dans le nord-est du Tchad, ont vu la commission mixte franco-libyenne, ne s'étant pas encore réunie sur le terrain. N'ayant pu obtenir toujours l'opposition à la mission des Nations Unies, les Tchadiens ont, par ailleurs, annoncé qu'ils continueraient à tenir leur siège à N'Garta, à l'ouest de N'Garta.

Sur le terrain, le retrait militaire français, annoncé mardi, se poursuit. Mercredi, toutefois, les observateurs libyens et tchadiens, arrivés à N'Garta, dans le nord-est du Tchad, ont vu la commission mixte franco-libyenne, ne s'étant pas encore réunie sur le terrain. N'ayant pu obtenir toujours l'opposition à la mission des Nations Unies, les Tchadiens ont, par ailleurs, annoncé qu'ils continueraient à tenir leur siège à N'Garta, à l'ouest de N'Garta.

Classe!

(MA-BOU-AILLE) en philippin et autres les bienvenus.

La Classe Mabuhay* sur nos 47, des sièges relax et beaucoup de rires, des jambes savourez la luxueuse horre nous a valu la récompense de la Classe Mabuhay* d'Amsterdam, Londres, Paris, Rome ou Zurich par exemple.

La Classe Mabuhay* d'Amsterdam, Londres, Paris, Rome ou Zurich par exemple.

Adhéz à LA MÉMOIRE COURTE. Abonnez-vous à son bulletin : 50 F pour dix numéros par an. Abonnement de soutien à partir de 100 F. Chèque postal ou bancaire à l'ordre de LA MÉMOIRE COURTE.

Une nouvelle collection
TEMPS ET CONTRETEMPS
 Jean
 LEGRY
**PURSUITE
 ALTERNANCE**
 de la vie politique française
 quarante dernières années :
 grands, les partis, les hommes.
CLÉE DE BROUWÉ

POLITIQUE

APRÈS L'EXTRADITION DE TROIS SÉPARATISTES BASQUES

La voix de l'État

(Suite de la première page.)

La procédure d'extradition est la pour répondre à cette question.

Ce mécanisme repose, pour user d'une image, sur un trépied, et il conduit à examiner, pour se prononcer, le motif réel de l'infraction, la nature de l'infraction, le régime du pays demandeur.

D'abord, l'infraction a-t-elle ou non un caractère politique ? La réponse n'est pas toujours évidente, mais l'on peut avancer qu'est politique l'infraction qui n'a pas pour objet la satisfaction immédiate d'un intérêt individuel. Ainsi, le vol, l'attaque à main armée, s'ils sont destinés au financement d'un mouvement ou non à l'enrichissement personnel de ses auteurs, peuvent apparaître comme objectivement politiques.

La nature de l'infraction touche à son degré de gravité, du simple délit d'opinion à l'attentat et à l'assassinat. La thèse selon laquelle la gravité du crime réduirait à rien le caractère politique du mobile n'est pas recevable.

Proportionnalité

L'analyse du régime de l'État demandeur se divise à son tour en trois points, dont le plus manifeste concerne son régime strictement politique, c'est-à-dire les modalités de conquête du pouvoir. Il est généralement considéré qu'est démocratique l'État dans lequel sont régulièrement organisées de libres élections au suffrage universel.

La seconde question vise le cadre juridique du pays demandeur : existe-t-il des garanties de procès loyal et, en tout cas, de même qualité que celles existant dans le pays qui dénonce les accusés ?

Enfin, la demande d'extradition est-elle présentée dans les formes requises par la loi française de 1927 sur le sujet, ou (et) conformément à un éventuel traité entre les deux pays ?

Il ressort de la liste de ces obligations que même une infraction de droit commun peut ne pas donner lieu à extradition, y compris en direction d'une démocratie, si par exemple le pays demandeur applique la peine de mort qu'a abolie le pays d'accueil. La France s'est ainsi, avant 1981, vu tenir la dragée haute par le Danemark.

Il ressort aussi de cette liste qu'un pays démocratique n'est pas assuré a priori d'obtenir satisfaction si sa procédure pénale est considérée comme préjudiciable aux droits de la défense. C'est le cas de l'Italie dont les textes sur la détention avant jugement ou la loi sur les repentis sont incompatibles avec la législation française.

Il ressort enfin de la liste l'idée d'une proportionnalité entre l'infraction commise et le régime du pays poursuivant. Plus ce dernier est respectueux des principes démocratiques, plus sévère peut être l'appréhension portée sur la gravité des crimes.

Sur ce terrain, comment juger l'Espagne ?

Les crimes reprochés aux trois militants extradités sont intervenus dans des conditions qui ne les rendaient pas inévitables. Les cinq meurtres imputés à José Carlos García Ramirez sont en revanche de la

même nature que l'attentat, basque lui aussi, qui coûta la vie à l'amiral Carrero Blanco, premier ministre du Caucillo. Prendre en compte la seule gravité du crime, c'est rétroactivement accorder l'extradition qui aurait été demandée par Franco contre les auteurs de l'attentat.

Mais, entre-temps, la démocratie a passé sur l'Espagne. Non certes que les régimes démocratiques soient à l'abri des critiques. C'est au contraire l'une des caractéristiques de ce type de gouvernement que d'être toujours soupçonnable.

Les voies de droit

Mais il faut convenir que l'Espagne de Felipe Gonzalez n'est pas celle de Carrero Blanco, que Juan Carlos dapa Franco pour lui succéder sans lui ressembler. Les Basques, naguère humiliés, jouissent aujourd'hui d'un statut d'autonomie, avec d'autres provinces, et envoient au parlement régional, en toute liberté, des élus qui n'ont d'autre idée que de ne plus être espagnols.

L'État, par définition, ne protège pas que les libertés et les aspirations individuelles, mais celui qui gouverne à Madrid a poussé aussi loin qu'il se pouvait le respect consenti à sa propre négation. Les voies de droit, vierges d'embûches, y existent. La demande espagnole est légitime. L'a-on à bon droit accueillie ?

En termes de droit, précisément, il serait convenable de dire que non, contrairement à ce que déclare, un peu bondamment, le Conseil d'Etat. L'existence en Espagne, sous l'appellation d'*Justicia Nacional*, d'une sorte de Cour de sûreté de l'État, abolie par la France, de pouvoirs de perquisition et de maintien au secret exorbitants du droit commun, la pratique de la torture dans

certaines commissariats basques et, affirme Amnesty International, dans certaines prisons, auraient justifié que la requête fût repoussée.

Des assurances ont été données pour ce dossier précis. Mais on se trouve alors, aux risques et périls de Paris, face à une extradition sous bénéfice d'inventaire.

La France pourtant devait répliquer à un double péril. Elle ne pouvait tolérer qu'une partie de son territoire devint le refuge de militants violents visant l'effondrement d'un régime qu'elle soutient au nom de la solidarité des démocraties et, sans doute, des affinités politiques. Elle ne pouvait, en second lieu, admettre que s'engagent, venues d'Espagne, des opérations de représailles ou d'intimidation de groupes tout aussi illégaux que leurs adversaires.

Contrairement à ce qu'on a dit, il ne s'agit pas ici de la raison d'État, mais des intérêts comparés d'une démocratie encore fragile, encore perfectible, et de militants dont les buts sont exactement opposés de son succès.

Enfin, il est bien clair que, sous couvert du respect des formes, le droit de l'extradition, passé le temps des tribunaux, n'est qu'une constante question de fait, de morale et de circonstances, dès lors que l'État y fait entendre sa voix et vaillant ses prérogatives.

Autant que des coupables, l'État, aujourd'hui comme hier, recherche un label de vertu démocratique. La France accorde ce label à l'Espagne. L'Espagne marquerait opportunément sa reconnaissance en renonçant pour l'avenir à certaines législations, à certaines pratiques, qui projettent sur son image une ombre qu'on aimerait voir s'effacer.

PHILIPPE BOUCHÉ

Le PCF condamne une décision « étrangère aux meilleures traditions de la gauche française »

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a relevé, le mercredi 26 septembre, en marge de la première des deux journées d'étude des parlementaires du PCF, l'« émotion réelle » soulevée « dans les milieux les plus divers » par la décision d'extradition de trois militants basques (nos dernières éditions).

« Le Parti communiste français », a dit M. Lajoinie, s'est, à plusieurs reprises, prononcé contre des actes de terrorisme aveugle. Il l'a fait en se gardant d'assimiler au terrorisme les divers mouvements d'opposition politique et de résistance qui agissent de par le monde. Il l'a fait, surtout, en veillant à ce que la tradition d'unité politique, de respect des règles de la défense, de protection de toute personne accusée, reste bien vivante dans notre

SOULAGEMENT DISCRET CHEZ LES PARLEMENTAIRES SOCIALISTES FRANÇAIS

M. Jean-Pierre Michel, député de la Haute-Saône, ancien secrétaire général du Syndicat de la magistrature, est le seul parlementaire socialiste à s'être prononcé publiquement, le mercredi 26 septembre, à partir d'une argumentation juridique, contre l'extradition des trois Basques, décidé par le gouvernement français. La plupart des participants aux journées parlementaires du PS, qui se tiennent à huis clos, ont semblé accueillir cette décision avec un soulagement plus ou moins

général. Aucun applaudissement n'a saisi la déclaration de M. Jean-Pierre Michel. M. Georges Labazée, député des Pyrénées-Atlantiques, a développé un point de vue contraire à celui de M. Michel. M. Labazée, qui s'en est expliqué dans les couloirs, se demande si l'activité de l'ETA ne relève pas d'un « terrorisme international qui n'a plus grand-chose à voir avec le problème basque ».

« Si on trouvait une solution politique au problème basque, s'il était, la question du terrorisme ne serait pas réglée pour autant. » Si, comme M. François Loncle, député de l'Eure, les socialistes estiment que, « sur le principe, il y a quelque chose qui nous interpelle », le sentiment majoritaire, à propos de ces extraditions, semble bien être celui qu'exprime un député qui, sous le sceau du secret, confie : « Je suis d'accord, mais je ne tiens pas à en parler. »

J.-L. A.

pays, le pays de la déclaration de droits de l'homme.

« C'est au regard de cette tradition de liberté, de générosité et de dignité nationales que l'extradition des trois militants basques est une décision grave. On peut, ou non, approuver leurs actes. Nous ne les approuvons pas, mais personne ne peut contester leurs motifs politiques ni assimiler ces militants à des criminels de droit commun. Or, dans la tradition démocratique et républicaine française, il n'a jamais été procédé, sauf lors de l'affaire Klaus Fuchs, à une extradition pour des actes relevant de mobiles politiques. Aucun des arguments avancés, aucune prétendue raison d'État, ne peuvent la justifier. »

« L'extradition des trois militants basques, qui constitue un précédent grave, est une décision lourde de conséquences pour l'avenir. Elle s'inscrit dans la conception d'un espace judiciaire européen qui limiterait, notamment dans un domaine aussi essentiel que celui des libertés, la souveraineté nationale. Loin de contribuer à résoudre le problème basque, elle ne peut qu'aggraver la situation. Elle fait courir des risques sérieux de représailles sur notre propre sol et contre les intérêts français au Pays basque espagnol, comme les touristes et les commerçants en ont fait la dure expérience cet été. »

« Il est, pour le moins, profondément regrettable que ce soit un gouvernement socialiste qui ait pris une décision aussi étrangère aux meilleures traditions de solidarité et de lutte pour les droits de l'homme de la gauche française. »

« M. Krivine : la fin du droit d'asile. — M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), estime que « le droit d'asile en France a reçu le coup de grâce ». « Une partie de nos libertés vient d'être enlevée par un précédent qui sera lourd de conséquences. (...) La gauche officielle (...) a complètement abdiqué en renonçant à défendre des principes dont elle se déclarait porteuse. »

« Le Parti nationaliste occitan : « Le Parti nationaliste occitan condamne vivement l'extradition des patriotes basques et réaffirme son soutien total envers ceux qui luttent pour l'indépendance et l'unité du Pays basque. Les sordides accords entre États colonialistes espagnols et français nous montrent une fois de plus que les peuples colonisés par ces États ne peuvent compter que sur eux-mêmes. »



NEW YORK
aller simple 1.990 F

ORLANDO
aller simple 2.590 F

CHICAGO
aller simple 2.350 F

WASHINGTON
aller simple 1.990 F

DETROIT
aller simple 2.350 F

AS = LM. AR = APEX. Tarifs valables hiver 84/85.

3.190 F

3.490 F

3.590 F

3.190 F

3.590 F

TARIFS PRÉFÉRENTIELS ICELANDAIR - ALLER-RETOUR (vois réguliers au départ de Luxembourg)

• Acheminement SNCF compris de Paris et de nombreuses villes de province.

• Ouverture d'une nouvelle destination Islandair : **ORLANDO**, porte d'entrée du monde magique de **DISNEY WORLD**.

Demandez le tarif "Florida Special" comprenant le vol aller-retour et 1 semaine de location de voiture, à partir de 3.940 F. Vous pourrez visiter la **FLORIDE** en toute liberté : Epcot, Cape Canaveral, etc...

ICELANDAIR est aussi le spécialiste de l'Islande. Interrogez votre agent de voyages ou

ICELANDAIR

9, bd des Capucines 75002 Paris ☎ 742.52.26

Postes à pourvoir...

Dès lundi, ces Entreprises vous donnent rendez-vous dans les pages "Annonces Classées" du Monde.

ANSWARE - GROUPE BBC
POUR UNIGRAIN - BKC - BULL -
CABINET CHANTAL BAUDRON -
CABINET ETAP - CABINET
GRH - CABINET P.A. - CABINET
SELE CEGOS - CCE - CDF
INFORMATIQUE - CINTRA -
COFROR - CRÉDIT AGRICOLE -
CRÉDIT NATIONAL - CROUZET -
DIGITAL - ECL - EQUIPE ET
ENTREPRISE - FACOM - HAY
MANAGERS - HEWLETT
PACKARD - MIDLAND BANK -
MERLIN GERIN - OCBF -
L'ORFÈVRE CHRISTOFLE -
PICART LEBAS - PTT - SCANIA -
SELE CEGOS INFORMATIQUE -
SELECOM - SG2 - SLIGOS - SONY -
SPOT IMAGE - TEG - UNILEVER -
NOEL WICKLAND -

Le Monde, l'effort pour l'emploi.

صكرا من الاصل

ANT DE VUE

Page 1
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

Agenda, droite
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés
L'acte des non-déclarés

POLITIQUE

FORUM DES DÉCIDEURS DE L'AVENIR

PARIS - 18 OCTOBRE

Dialogue entre responsables de demain
et grands témoins d'aujourd'hui
Ouvert aux anciens des Grandes Ecoles
et de l'Enseignement supérieur
Auditeurs admis

Inscriptions : Comité du Rayonnement Français
11, rue Nicolo, 75116 PARIS - Tél. 527-46-17 - 527-41-20

Nouvelle édition revue et augmentée

MEDITATIONS SUR LES 22 ARCANES MAJEURS DU TAROT

« Avec une hardiesse rare, l'auteur nous donne une
magistrale leçon d'interprétation de tarot »
GUY DE MAUPEU

Aubier

POINT DE VUE

Et si c'était foutu...

(Suite de la première page.)

Bien sûr, il reste des hommes, des gens, beaucoup, mais devant tant d'immoralité insolente, ils commencent à douter de leurs principes et se demandent, quel que soit leur âge, s'ils ne sont pas, tout bêtement, démodés.

Par quel bout prendre une société qui n'a plus de points d'ancrage, qui se défait et s'émiette en intérêts catégoriels et individuels menaçants ? Loin d'être bloquée, comme le prétendent les instaurateurs du laissez-faire, notre société tombe en morceaux, et tout porte à croire que le noyau aimanté qui nous rassemblait pour vivre et peut-être, s'il le fallait, pour mourir, a perdu toute force.

Mais, au fait, qui peut encore parler au nom du peuple de France et espérer être cru ?

A gauche, droite

Petit à petit, la gauche s'effrite. Seule sa tête dépasse encore et suit des yeux l'enchaînement fatal des choses. Dans ce regard tragique et impressionnant de lucidité semblant avoir refusé toute la splendeur et la tristesse d'un grand dessin qui se meurt.

La gauche, toute la gauche — comme elle aime à le dire — ou plutôt ce qu'il en reste, accuse les autres et le sort de l'avoir poussée dans le trou de l'impopularité si ardemment causé par ses mêmes militants pour servir de tambour à une droite honnie et vilipendée... Inquiète et angoissée, la gauche cherche la main secourable et s'indigne de l'attitude impassible ou moqueuse de ceux qu'elle avait désignés pour cibles au temps de sa superbe. Plus encore, elle souffre d'entendre dans son dos les ricaneurs de fausses compassion et les accusations perfides de déviationnisme de son ancien allié.

Pourtant elle devrait connaître, mieux que d'autres, le visage implacable qui est derrière le masque et savoir que lorsque le hyène veut manger son petit, elle prend tous les jours qu'il sert la chèvre à.

Cartes, le pouvoir isolé, mais l'erreur plus encore.

Ce fut une erreur de croire qu'une idéologie triomphante pouvait faire fi des règles de bonne gestion ; ce fut une erreur de laisser des socialistes jouer avec les aléas de la révolution ; ce fut une erreur de vouloir imposer des principes dérivés du marxisme à une société qui reste profondément imprégnée des principes de la morale chrétienne ; ce fut une erreur d'associer au gouvernement un parti dont le but avoué est le collectivisme liberticide ; ce fut une erreur de penser que l'ambiguïté sur les buts permettrait d'attendre ce point d'inévitabilité où tout basculerait.

La socialisme à la française, comme la nouvelle société, comme le libéralisme, sont indéfinissables. A la vérité, ce sont des mots, rien que des mots ; ils ne recouvrent que des valeurs, parfois généreuses, mais souvent trompeuses, dont le destin est de venir, vagues après vagues, se fracasser sur les événements. Tout au plus ces illusions peuvent-elles servir de passe-partout à des politiciens en mal d'idées claires ou soutirer des attitudes de visionnaires de tribune. Gouverner et guider une nation dans les eaux agitées et encombrées des ambitions du monde requiert plus de pragmatisme et plus d'humilité qu'il ne peuvent en contenir ces formules.

Après le choc des élections européennes qui ont secoué le pays comme un exercice à tir réel, après les passes d'armes des feudaux refusant l'hommage à leurs petits suzerains respectifs, après de multiples coups fourrés et le massacre de quelques bonnes idées, voilà qu'apparaît sur scène un nouveau premier ministre « vêtu de probité candide et de lin blanc ». Son langage posé, son maintien pacifique, sa jeunesse, surprennent, séduisent, alarment, étonnent.

Que venait-il faire dans cette mêlée confuse où l'on échangeait joyeusement force horreurs. Apportait-il le bon sens ou, plutôt, le bon sens pouvait-il être socialiste ? Inquiétante question pour tous les protagonistes. La stupéfaction des intentions et les gestes, les épées restèrent en l'air, les poignards à demi sortis, et les communistes, mal

à l'aise depuis longtemps dans leurs costumes roses, en profitèrent pour franchir les lignes.

Monsieur le premier ministre, sans préjuger votre sincérité, votre propos était juste mais il vient trop tard. « Parades inutiles ! les partis ne croient pas à la conversion des partis contraires : la liberté qui capote ou le pouvoir qui se dégrade n'obtient point de merci de ses ennemis », disait Chateaubriand que vous vous êtes plu à citer.

La droite et la gauche jouent leur va-tout sur l'attente, et chaque camp a son faiseur de miracles. La croyance la mieux partagée est que le miracle économique aura lieu en 1986. Seule la date diffère : pour les uns avant les élections afin d'assurer le salut socialiste, pour les autres, après, dans la triomphe du renouveau libéral.

Mais je crains que nous ayons à pleurer longtemps et qu'il y ait plus de déception que de miracle.

L'Etat n'est plus dans l'Etat

Il est de mode d'accuser l'Etat des maux dont nous souffrons. En paroles, c'est à qui fera reculer l'Etat, à qui promettra de « dégrèler » le plus, à qui honnera le mieux la liberté d'entreprendre et le droit à l'initiative. « L'Etat honni » n'est pas moi mais mon prédécesseur ou mon successeur, entend-on dire journellement. C'est surprenant d'unanimité et ne va pas sans l'absence de tout sens.

Ce sont en effet les mêmes hommes qui, jour après jour, depuis dix ans, ont fait de la surenchère pour nous arracher par circulaires absconnes et lois biclées des lambeaux de liberté ; les mêmes qui viennent aujourd'hui nous dire sans pitié que nous avons eu tort de les écouter et de leur faire confiance. Et l'on s'étonne que les Français accusent leurs hommes politiques de mensonge !

En fait la réalité est tout autre : l'Etat n'est plus dans l'Etat, l'Etat est confisqué, l'Etat est contesté, l'Etat est impuissant.

L'Etat est confisqué par ceux qui devraient être ses serviteurs ; les fonctionnaires. Le statut de la fonction publique est devenu une assurance tous risques qui donne à ses membres non seulement la sécurité pendant leur vie mais aussi le droit de briquer toutes les charges électives sans que leur carrière administrative soit interrompue. Il faut faire passer cette confusion des genres et des privilèges exorbitants.

L'Etat est contesté. Ce n'est pas l'Etat qui est envahissant, ce sont les hommes qui le servent, et chaque fonctionnaire, fonctionnaire-député ou fonctionnaire-ministre étend son pouvoir en empiétant sur le secteur privé. Mais à force d'étendre par leur intermédiaire son emprise, l'Etat perd sa qualité d'arbitre souverain.

En devenant patron il se soumet à la revendication, attire la contestation et accepte le marchandage. Une entreprise nationalisée en grève, c'est l'Etat qui est en cause, et il est difficile de respecter un pouvoir qui a si peu le respect de lui-même. Il serait peut-être temps de restreindre la qualification de service public à un petit nombre d'organismes essentiels où le droit de grève serait subordonné au devoir de servir.

L'Etat est impuissant. Ligué par un centralisme fonctionnaire, mis en

tutele par des syndicats ayant acquis droit de remontrances sur ses décisions, mal défendu par des ministres dépendant corps et âme de leur propre administration, l'Etat se sclérose. Tout au plus survit-il en calmant les impatiences par une succession continue de réformes bruyantes.

Voir plus loin, viser plus haut

Pour retrouver un Etat volontaire et dynamique, il faudrait remettre chacun à sa place et cesser les monstres si pitoyablement fabriqués. L'éducation nationale, la Sécurité sociale, les finances, l'industrie, le commerce, les centrales syndicales doivent revenir à une taille humaine, celle des régions, de provinces à réinventer. A l'Etat la souveraineté et l'arbitrage, aux hommes de terrain la création de richesses et la gestion quotidienne des affaires provinciales.

Pour réaliser ce salutaire bouleversement de notre système institutionnel qui ne s'apparente à la décentralisation actuelle que dans la mesure où une sauphisme peut être comparée à une éruption volcanique, il faudrait que le pays se soit réconcilié au-delà des clivages partisans, il faudrait que notre peuple accepte de remettre en cause ses habitudes et ses droits acquis, il faudrait sans doute aussi « la rencontre d'un caractère et d'un événement ».

Beaucoup de conditions sans doute imprévisibles, mais qu'au moins on sache que la liberté et l'égalité ne marchent pas toujours du

même pas et qu'il faut parfois privilégier l'une ou l'autre. Ceux qui disent le contraire nous rendent un bien mauvais service en retardant la nécessaire et urgente prise de conscience. D'autant que l'accélération effrayante des inventions technologiques condamne irrémédiablement les faibles et les timides.

Si nous ne comprenons pas cette évidence, dans la partie mondiale d'où vont sortir les grandes nations de demain, nous risquons de jouer perdants. Sans doute on nous console en nous promettant de regagner plus tard le terrain perdu, mais comme les grands voiliers, le progrès emporté par sa course ne peut s'arrêter ou faire demi-tour pour un homme à la mer, et toutes ces touchantes déclarations de bonnes intentions ressemblent à des bouées de manivelle.

Dans la confusion des contravertés assénés comme des évidences, devant l'assurance arrogante des émissaires du pire et les exhortations fébriles de ceux qui ne peuvent rien, la France se bouche les oreilles et se raple sur elle-même. Il est à craindre que la violence ne prenne un jour le visage trompeur de l'ultime recours, et chacun sait que l'instinct de conservation manque souvent d'usage.

Il est peut-être temps encore d'empêcher ce gâchis, mais le veut-on vraiment ? A nous regarder, à nous entendre, un témoin impartial répondrait : non.

PIERRE JULLET.

La maison des BIBLIOTHEQUES LE NOUVEAU CATALOGUE VIENT DE PARAITRE!

DEMANDEZ-LE : IL EST GRATUIT!



DES BIBLIOTHEQUES A DES PRIX IMBATTABLES

76 PAGES EN COULEURS
LE PLUS GRAND CHOIX DE BIBLIOTHEQUES
TOUS LES STYLES

Venez le chercher dans l'un des 18 magasins

BORDEAUX - 10, rue Bouffard, tél. (56) 44.39.42. CLERMONT-FERRAND - 22, rue G. Clemenceau, tél. (73) 93.97.06. DIJON - 100, rue Monge, tél. (80) 45.02.45. GRENOBLE - 50, rue Saint-Laurent, tél. (76) 42.55.75. LILLE - 88, rue Esquemoise, tél. (20) 55.69.39. LIMOGES - 57, rue Jules-Norac, tél. (53) 79.15.42. LYON - 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville - Louis-Pradel), tél. (7) 828.38.51. MARSEILLE - 109, rue Paradis, (métro Estrangin), tél. (91) 37.60.54. MONTPELLIER - 8, rue Sérane (près Gare), tél. (67) 58.18.32. NANCY - 8, rue piétonne St-Wichel (face St-Epvre), tél. (3) 332.84.34. NANTES - 16, rue Gambetta (près rue Coulmiers), tél. (40) 74.59.35. NICE - 8, rue de la Boucherie (Vieille Ville), tél. (93) 80.14.89. PARIS - 81, rue Froidevaux 75014, tél. 320.13.00. RENNES - 18, quai E-Zola (près du Musée), tél. (99) 79.56.33. ROUEN - 43, rue des Charrettes, tél. (35) 71.96.22. STRASBOURG - 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36.73.78. TOULOUSE - 1, rue des Trois-Renards (près pl. St-Séverin), tél. (61) 22.92.40. TOURS - 5, rue H-Barbasse (près des Halles), tél. (47) 61.03.28.

ou retournez le bon ci-dessous

Dans ce catalogue vous trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs et tous les prix pour concevoir et chiffrer votre installation. MO 70

M., Mme, Mlle _____ Prénom _____

Adresse _____

Code Postal _____ Ville _____

(Facultatif) Tél. _____ Profession _____

Renvoyer ce bon à la MAISON DES BIBLIOTHEQUES
75680 Paris Cedex 14 ou en téléphonant au : (1) 320.73.33 24 h sur 24 h

Maurice Landrain L'INCAPACITÉ AU POUVOIR

Un véritable changement s'impose

L'auteur de « Sortir de la pagaille », qui dénonçait — en 1979 — l'incapacité des politiciens de la droite, constate, dans son nouveau livre, une égale incompétence de ceux de la gauche.

Il demande à une jeunesse courageuse et éclairée de chasser les politiciens et de construire une France neuve dont il définit les structures.

L'exemplaire : 60 F.

Editeur : Les Lettres Libres, 129, rue de Crimée, 75019 Paris.
Diffuseur librai : Ets Chiron, 40, rue de Seine, 75006 Paris.

BASQUES

condamne une décision re aux meilleures traditions la gauche française

Le président du conseil, M. Michel Rocard, a condamné, le mercredi 27 septembre, la décision de la commission de l'Assemblée nationale de l'extradition des trois militants basques en Espagne.

« C'est au regard de cette tradition de liberté, de généralité et de dignité nationale que l'extradition des trois militants basques en Espagne est une décision grave. On peut, on ne peut pas, mais personne ne peut contester leurs mobiles politiques ni leur attachement à la cause de la liberté de droit commun. Or, dans la tradition démocratique et républicaine française, il n'a jamais été procédé, sauf lors de l'affaire Klaus Fuchs, à une extradition pour des actes relevant de motifs politiques. Aucun des arguments avancés, aucune prétendue raison d'Etat, ne peuvent la justifier. »

L'extradition des trois militants basques, qui constitue un précédent grave, est une délicate affaire de souveraineté pour l'Etat. Elle s'inscrit dans la conception d'un espace judiciaire européen qui limiterait, notamment dans un domaine aussi sensible que celui des libertés de souveraineté nationale, l'autorité de la loi.

Le problème basque n'est pas un problème de nationalité. Elle fait partie des problèmes de coopération internationale qui nous concernent tous et pour lesquels il faut trouver des solutions communes. Les intérêts de la France basque espagnole, comme les hommes et la communauté de la région, ont fait le devoir de la France.

Il est temps de nous profondément réexaminer que le soit le gouvernement français qui a pris la décision d'extradition, aux meilleures traditions de la gauche française.

M. Michel Rocard, ministre de l'Intérieur, a dit au cours d'une conférence de presse que la décision d'extradition des trois militants basques en Espagne est une décision grave. Elle s'inscrit dans la conception d'un espace judiciaire européen qui limiterait, notamment dans un domaine aussi sensible que celui des libertés de souveraineté nationale, l'autorité de la loi.

Le Parti nationaliste occitan, M. Jean-Pierre Labat, a dit au cours d'une conférence de presse que la décision d'extradition des trois militants basques en Espagne est une décision grave. Elle s'inscrit dans la conception d'un espace judiciaire européen qui limiterait, notamment dans un domaine aussi sensible que celui des libertés de souveraineté nationale, l'autorité de la loi.

LE GROUPE BBC
NIGRAIN - BKC - BULL
T CHANTAL BALDRON
I ETAP - CABINET
ABINET P.A. - CABINET
GOS - CCE - CDF
IATIQUE - CINTRA
CREDIT AGRICOLE
NATIONAL - CROUZET
ECL - EQUIPE ET
RISE - FACOM - HAY
ERS - HEWLETT
D - MIDLAND BANK
GERIN - OCBF
RERIE CHRISTOFFE
LEBAS - PTT - SCANIA
GOS INFORMATIQUE
M - SG2 - SLIGOS - SONY
AGE - TEG - UNILEVER
ICKLAND.

l'emploi.

POLITIQUE

LES JOURNÉES PARLEMENTAIRES DANS L'OPPOSITION

L'UDF préfère le scrutin majoritaire plutôt que la proportionnelle

Cannes. — Les journées parlementaires de l'UDF, qui se sont déroulées du 27 septembre à Cannes, ont été très importantes. M. Raymond Barre, chef du groupe et de la difficulté pour les élus giscardiens de trouver une position commune sur de nombreux sujets. Pourtant ces parlementaires ont le sentiment que l'UDF, en ce moment, est mieux perçue par l'opinion publique.

Pour la majorité des participants, les échéances électorales à venir ne doivent pas permettre une « revanche » mais l'application d'une « autre » politique. Les complexes vis-à-vis du RPR ont disparu, on ne se sent plus en « attente », mais leur diversité est un « atout » qui leur permettra de résister à la forte organisation de leur partenaire.

Les parlementaires de l'UDF ont dégagé, mercredi en fin d'après-midi, une position commune sur une éventuelle réforme du mode de scrutin pour les élections législatives. Le débat avait été lancé par M. Michel d'Ornano, qui avait pris l'initiative, trois jours plus tôt, dans une interview au *Journal du Dimanche*, de proposer qu'une commission rassemblant des membres de l'opposition et de la majorité soit réunie pour étu-

dier cette réforme. « Parler avec l'adversaire, c'est déjà un compromis », déclarait dans les couloirs de Cannes M. Lecanuet. L'annonce que M. Lionel Jospin acceptait cette offre de dialogue confirmait, pour de nombreux élus, l'idée que le fidèle de M. Valéry Giscard d'Estaing était tombé dans un « piège » tendu par la majorité. Mais M. Pierre Méhaignerie reconnaissait : « On ne peut pas refuser de discuter si on nous le propose ».

Sur le fond, les contraires ne pouvaient facilement oublier leur ancienne revendication d'un scrutin proportionnel. Mais nombreux étaient ceux qui reconnaissaient que la proposition de M. Giscard d'Estaing en faveur d'un système mixte faciliterait la tâche de la majorité en lui permettant de provoquer des divisions au sein de l'opposition et d'en jouer.

L'affaire a pu être clarifiée quand M. Lecanuet a déclaré : « Je ne suis guère favorable à l'introduction de la proportionnelle (...), les institutions de la 5^e République ne peuvent fonctionner que s'il y a à l'Assemblée nationale une majorité qui en soit une ». L'accueil de la salle fut si favorable que le président de l'UDF renoua à ajouter comme il l'avait prévu qu'une « dose margi-

nale — de proportionnelle — sous sa plus », pourrait être admise. M. Jacques Pelletier, président du groupe de la Gauche démocratique au Sénat, ont bien se prononcer pour un système mixte, le choix était fait. Un communiqué du bureau politique de l'UDF venait rappeler « l'attachement » des parlementaires du mouvement « à un système de scrutin majoritaire » et ajoutait : « Il incombe aux commissions parlementaires compétentes, lorsqu'elles seront saisies par le

gouvernement d'exercer leurs prérogatives normales. C'est dans ce cadre que majorité et opposition doivent se rencontrer ».

L'initiative de M. d'Ornano avait fait long feu et, le soir même, M. Barre annonçait le clou en soulignant « l'importance du scrutin majoritaire dans notre vie politique et nos institutions ».

Ce débat sur la façon de reconquérir le pouvoir n'a pas entièrement occulté les discussions sur ce qu'il

faudrait faire après la victoire. M. Lecanuet a fait remarquer que 63 % des actifs étaient des salariés et qu'il ne fallait donc pas avoir l'air de ne défendre que les chefs d'entreprise. « Il faut marteler, a-t-il insisté, l'idée que le libéralisme est plus social que le socialisme » et donc « garder le souffle de la généralité sociale ».

Le « libéralisme social » fut donc le maître-mot de la plupart des interventions. Aussi M. Robert Hersant, venu à Cannes, en tant que parlementaire européen, pour faire l'éloge du renouveau, paraissait, sur ce point, bien isolé. Ainsi, même si M. François d'Aubert insistait sur la nécessité de casser le monopole des PTT en matière de télécommunication et de mettre fin à l'intervention de l'Etat sur la politique industrielle, et si M. René Monory prévoyait qu'il faudrait donner aux entreprises la possibilité de licencier en toute liberté, la plupart des interventions rappelaient l'obligation dans laquelle se trouvait l'Etat de protéger les plus faibles. M. Barre lui-même le reconnut. Les élus de l'UDF veulent ainsi se fixer au « centre » par rapport au RPR. En ne proposant pas, soulignent-ils, d'appliquer en France toutes les méthodes économiques de M. Reagan.

Unité sur le scrutin électoral. M. Lecanuet a fait remarquer que la politique économique — au moins dans les grandes lignes, car, sur les détails, tous les désaccords ne sont pas réglés — ces journées parlementaires auront permis à l'UDF de progresser.

Il ne faudrait pas croire pour autant que tout est réglé. Ce sont surtout les barristes qui se sont exprimés. Les giscardiens, très présents le premier jour, ont disparu par la victoire électorale de leur « patron », ont très vite disparu. Ils ont compris que le retour de M. Giscard d'Estaing à l'Assemblée nationale ne suffisait pas à inverser en leur faveur la majorité des députés de l'UDF. M. François Léotard, secrétaire général du PR, pourtant élu d'un département voisin, ne s'est même pas encore montré à Cannes. Comme si les fidèles de l'ancien président de la République pensaient que leur action ne peut, pour l'instant, se développer qu'à l'extérieur du Parlement. La demande de M. Lecanuet que les présidents des « possibles, connus et inconnus », membres de son mouvement, se rencontrent et débattent devant les élus de l'UDF n'est encore qu'un vœu pieux.

THIERRY BREHER.

M. Léotard participerait à une réflexion sur la loi électorale

Invité du « Grand Forum » organisé par six radios libres et *Magazine Hebdo*, M. François Léotard, secrétaire général du PR, a estimé, mercredi 26 septembre, qu'une cohabitation entre MM. Giscard d'Estaing et Barre au sein de l'UDF est « non seulement possible, mais souhaitable et nécessaire ». Favorable à ce que MM. Giscard d'Estaing et Chirac se rencontrent, M. Léotard, qui indique qu'il a rencontré ces derniers mois MM. Fabius et Rocard, approuve

l'idée d'une réflexion commune entre la majorité et l'opposition sur une réforme de la loi électorale, qui, précise-t-il, ne doit pas être « la dernière manœuvre en cours dans le dispositif du pouvoir ». Le secrétaire général du PR se montre partisan du maintien du système majoritaire : « Gardons cet acquis simple que le général de Gaulle voulait et qui est l'acquis de la 5^e République : une majorité efficace pour gouverner », dit-il.

Quel mode de scrutin ? (Suite de la première page.)

Qu'un parti qui représente aujourd'hui la cinquième des électeurs décide seul du mode d'élection de l'Assemblée nationale, cela ferait mauvais effet. Quelles concessions devra-t-il faire pour pouvoir se prévaloir, sinon d'un consensus, du moins d'une tentative sincère pour y parvenir ?

Avant de se poser cette question, les socialistes auraient peut-être dû s'accorder eux-mêmes sur leurs intentions. De M. Jean-Pierre Cot, partisan de la proportionnelle intégrale, à M. Jean Poperen, qui trouve bien des vertus au scrutin majoritaire, les nuances sont nombreuses et l'incertitude plane. M. Jacques Garçon, a pu avoir le sentiment de refléter l'opinion majoritaire parmi les parlementaires socialistes lorsqu'il s'est prononcé, le mercredi 26 septembre, en faveur d'une « petite dose » de représentation proportionnelle.

L'initiative de M. Jospin, qui a saisi au bonjour la balle en envoyant M. Michel d'Ornano, doit permettre aux socialistes de se faire, avant de décider de leur propre position, une idée des dispositions du camp adverse.

Officiellement, les parlementaires de l'UDF, réunis à Cannes, n'ont pas suivi M. d'Ornano sur la voie d'un dialogue informel avec le pouvoir. Le lieu normal d'une « rencontre », ont-ils dit, ce sont les commissions parlementaires, une fois que celles-ci auront été saisies d'un projet de loi gouvernemental. Il semble donc exclu, pour l'UDF, de participer à des conversations préparatoires à un tel projet.

Quant au fond de la modification du mode de scrutin, les choses, à l'UDF, sont moins claires. Pas de surprise d'entendre M. Jean Lecanuet plaider pour le scrutin majoritaire — le dirigeant centriste, président de l'UDF, s'en est excusé auprès de ses vieux amis, les parlementaires du PR, du CDS et du Parti radical ont appris que M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe de l'Assemblée nationale, ne dédaignerait pas, lui, une dose de proportionnelle.

Chacun sait que M. Valéry Giscard d'Estaing est, depuis longtemps, favorable à une telle modification, à laquelle il avait déjà renoncé en 1977, et dont il propose, à présent, une version plus modeste (*le Monde* daté 23-24 septembre). M. Raymond Barre est resté opposé à tout « ingrédient de proportionnelle ». En exprimant, dans le communiqué officiel, leur « attachement » au scrutin majoritaire, les parlementaires UDF confirment l'ascendant qu'exerce sur eux l'ancien premier ministre. Faut-il croire que cette influence pèse aussi sur un proche de M. Giscard d'Estaing comme M. François Léotard, secrétaire général du PR ? M. Léotard s'est en effet prononcé, lui aussi, pour le maintien de l'« acquis de la 5^e République ».

M. Jospin peut estimer qu'il a provoqué un certain trouble à l'UDF. La position du RPR étant connue et, jusqu'à nouvel ordre, intangible, c'est entre le PS et l'UDF que quelque chose peut jouer. M. Georges Marchais s'en méfie. Privé de conversations discrètes avec les socialistes, les communistes réclament un débat « en route clarté », c'est-à-dire à l'Assemblée nationale. Le PCF est le plus intéressé — avec le Front national — à voir instaurer une forte dose de proportionnelle. Le voici réduit à rappeler l'engagement du président de la République en faveur de ce mode de scrutin, sans pouvoir, aujourd'hui, peser sur les décisions qui se préparent.

PATRICK JARREAU.

M. Barre : oui à la décripation, non aux « ratatouilles politiciennes »

Très présent aux Journées parlementaires de l'UDF, M. Barre est intervenu longuement, mercredi soir 26 septembre, au cours d'un dîner réunissant un millier de personnes. Après avoir parlé brièvement des « événements » de ces derniers jours, il a déclaré : « Ici et là » que « la donne politique a changé » ou que l'opposition serait « désorganisée par l'habileté du chef de l'Etat », l'ancien premier ministre s'est attaché à démontrer le peu de « crédit » d'un pouvoir qui, pour avoir trop commis d'« erreurs », trop pratiqué l'« imposture » et trop usé d'« artifices », ne peut être suivi quand il se veut à l'opposé.

« Décriper la vie politique, qui ne consisterait à cet objectif ? », déclare M. Raymond Barre. Mais, précise-t-il, « pratiquer la décripation, ce n'est pas se rallier implicitement ou explicitement à une politique dont on conteste les buts et les méthodes. Ce n'est pas faire preuve d'un syncrétisme tel que l'on adopte les conceptions de la majorité et que l'on dilue celles de l'opposition. Ce n'est pas se transformer subrepticement en compagnons de route en attendant le ralliement définitif ». « La décripation », explique M. Barre, signifie que le combat politique n'est pas considéré comme une guerre de religion (...). Je crois que le peuple français souhaite la décripation mais qu'il ne veut pas de ratatouilles politiciennes. Il souhaite la tolérance dans la clarté ».

M. Barre doute que la modernisation de la France puisse être assurée par un pouvoir « qui a plongé le pays dans la récession (...), qui a eu

recours au procédé archaïque de la nationalisation (...), qui interrompant les efforts de restructuration entreprise par ses prédécesseurs dans les charbonnages, la sidérurgie, les chantiers navals, a encouragé dans ces branches une politique irréaliste de recrutement et d'investissement avant de procéder, sous la pression des nécessités, à des mesures brutales et douloureuses pour les travailleurs (...), un pouvoir dont la politique économique est une politique d'artifices dans le domaine de la lutte contre le chômage et contre l'inflation (...), un pouvoir qui pratique sous le terme de désinflation l'expansionnisme systématique du pouvoir d'achat des salaires et qui s'en glorifie (...). Il y a quelque chose d'étrange dans le comportement du gouvernement socialiste : il donne l'impression d'avoir acquis le sens des réalités, il a réussi à freiner une détérioration galopante de

l'économie par des remèdes de cheval contraires à son idéologie et à son programme : même si les intentions sont bonnes, les méthodes utilisées sont incapables de provoquer le redressement de l'économie ».

L'ancien premier ministre suggère d'opposer un discours qui évite les propositions martelées mais superficielles ainsi bien que les excès de sensibilité. Il lui propose de dire aux Français des « choses simples ».

« Disons-leur que nous voulons que la France soit gouvernée efficacement et qu'il faut pour cela, conformément à la logique de la 5^e République, un président et une majorité unis et solidaires. C'est pour cela que je suis contre ce qu'on appelle la cohabitation », explique M. Barre, répondant en cela notamment à M. Jean-Claude Gaudin (*le Monde* du 26 septembre).

Et à toute idée de cohabitation, thème qui avait longtemps occupé les esprits lors de la première journée d'études de l'UDF.

Cette déclaration sur la cohabitation a été accueillie dans le plus grand silence, mais les applaudissements sont venus saluer une dernière phrase de l'ancien premier ministre souhaitant une victoire de l'opposition, en 1986, tellement « massive » que le pouvoir ne pourrait « par probité et dignité » que choisir de se retirer.

C.F.-M.

« Disons encore aux Français, poursuit-il, que nous voulons réduire l'insécurité (...), rénover notre enseignement, libérer l'entreprise et libérer le travail, assainir les finances publiques, réduire les déficits, réduire l'étendue du secteur public et réviser les modalités d'intervention de l'Etat tout en maintenant les fonctions essentielles que celui-ci remplit. Disons aux Français que nous traiterons sans hésitation le grave problème de l'immigration, d'abord en mettant un terme à l'immigration illégale, tout en apportant des solutions humaines aux tensions qui se manifestent entre Français et immigrés installés régulièrement en France (...), disons enfin qu'une société libre est une société de solidarité et que nous ne sommes pas prêts à jeter par-dessus bord nos doctrines à la mode la nécessaire protection sociale des

citoyens, que celle-ci doit se fonder à la fois sur la solidarité nationale et sur une plus grande pondération à son financement de ceux qui en bénéficient ».

Evocant les « mois décisifs qui nous séparent des élections législatives », M. Barre tient à mettre en garde l'opposition contre cette idée que « l'alternance suffirait pour rétablir automatiquement la confiance » ou que « de magnifiques programmes réussiraient à convaincre les Français rendus sceptiques par les promesses ».

« Nous devons dès maintenant, déclare M. Barre, ne conduire qu'un seul motif d'ordre : gagner avec tous nos collègues de l'opposition les élections législatives de telle sorte que le pouvoir revienne un détenu franc et massif et qu'il ne lui reste plus, par probité et par dignité, qu'à tirer toutes les conséquences, c'est-à-dire se retirer ».

ÉDUCATION

Le secrétaire général du SNES donne sa démission

M. Gérard Alaphilippe, secrétaire général du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES-FEN), a démissionné, mercredi 26 septembre, de toutes ses fonctions au sein du syndicat. Il est remplacé à la tête du syndicat par M. Monique Vuillat, qui occupait depuis 1981 le poste de secrétaire générale adjointe. Agrégé de géographie, M. Alaphilippe pourrait retrouver son poste de professeur au lycée Henri-IV à Paris. Membre du

PCF, il démissionne depuis 1967 des responsabilités nationales au SNES.

M. Alaphilippe a invoqué des « raisons personnelles » pour expliquer sa démission. Les divergences qui existent actuellement au sein du courant Unité et action, majoritaire au SNES et animé par des militants communistes, pourraient être à l'origine de son départ. Les responsables du syndicat ne sont pas d'accord sur la stratégie à adopter à l'égard du nouveau ministre de l'éducation nationale et du gouvernement.

ANNIVERSAIRE

Le 70^e anniversaire de la bataille de la Marne — M. Charles Hernu, ministre de la défense, présidera samedi 29 septembre au fort de la Pompelle, près de Reims, une cérémonie commémorative des combats de la Marne en 1914. M. Jean Laurain, secrétaire d'Etat chargé des Anciens combattants, assistera également à cette cérémonie. Pour le 70^e anniversaire de cette bataille, un spectacle son et lumière sera présenté dans la soirée avec le concours de la 10^e division blindée retraçant les principaux faits d'armes dont le fort de la Pompelle fut l'enjeu durant la première guerre mondiale.

TELEX PARTAGE

ETRAVSEVICE TELEX - 347.21.32

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE, ROME (ITALIE)

cherche pour son Centre de coordination CARIS (système d'information sur les recherches agronomiques en cours) à la division de la bibliothèque et des systèmes documentaires

UN CHARGÉ DE SYSTÈME D'INFORMATION pour assurer la coordination du système.

Qualifications indispensables : diplôme universitaire en agriculture, sept ans d'expérience dans la recherche agricole ou la gestion de la recherche. Expérience des systèmes de documentation informatisée. Très bonne connaissance de l'anglais, du français ou de l'espagnol et bonne connaissance de l'une des deux autres langues.

Traitement : exempt d'impôt, base nette de US\$ 25 672 à US\$ 31 180, fonctionnaires non chargés de famille, et de US\$ 27 812 à US\$ 33 772, fonctionnaires chargés de famille, par an plus indemnités et allocations accessoires du système des Nations unies.

Engagement initial : trois ans.

Envoyer CV détaillé au plus tard le 15 novembre 1984, en citant : FAO/850-GA, s. à : l'administrateur du personnel APP/GIDX FAO via delle Terme di Caracalla Rome (Italie)

american center
261, boulevard Raspail 75014 Paris

cours/american in v.o.

- stages intensifs à partir de 10 septembre
- sessions trimesestrielles dès le 24 septembre
- week-ends à l'American Center
- préparation au TOEFL

THE AMERICAN LANGUAGE PROGRAM

Inscriptions immédiates - renseignements 335.21.50

LIVRES

POLONAIS
et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Catalogues sur demande

LIBELLA
12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-6

Tél. : 326-51-09

LA MAGIE DES CONCERTS

RFM 96.9 Mais aussi tous les instruments, l'édition musicale.

11^e Salon de la Musique

Du mercredi 26 au dimanche 30 septembre 1984. De 11 h à 19 h. Hall d'Exposition du Parc Floral Paris XII^e, Métro/NER Châteaude Vincennes. Parking gratuit.

3^e millénaire
le N° 16 est paru

Les nouvelles tours de Babel

Le Dr Jacques Oudot explique comment se sont édifiées les nouvelles tours de Babel dans lesquelles la communication est impossible. Ces tours sont aussi des milieux culturels isolés : la politique, la publicité, l'entreprise...

Cherchez votre marchand de journaux - 75F

50! لا اله الا الله

ET DANS LA MAJORITÉ

Au PS : incertitudes mais solidarité avec le gouvernement

Les députés et les sénateurs socialistes ont réuni, mercredi 26 septembre, à Paris, la première de leurs deux « journées parlementaires » d'automne. M. André Billard, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale et premier secrétaire du PS, ont ouvert cette première journée de débats. M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, a présenté le programme de la session parlementaire d'automne, qui s'ouvrira le mardi 2 octobre, et qui sera dominée, comme à l'accoutumée, par la discussion du projet de budget.

Les interventions des parlementaires socialistes, comme celles de M. Jospin et Billard, ont apporté la confirmation que les élus du PS veulent plus que jamais affirmer une solidarité active et sans faille avec le gouvernement dirigé par M. Laurent Fabius. L'affirmation de cette solidarité s'accompagne néanmoins, de la part des parlementaires, d'un relatif désarroi face aux orientations du président de la République et de M. Fabius, après le premier traumatisme qu'avait représenté l'acceptation de la politique de rigueur. « Endoctrinement négatif », disait-il, comme à l'accoutumée, par les interventions de ses camarades.

Outre les remarques sur la nécessité de ne pas oublier en chemin la justice sociale, sur la politique de communication de l'exécutif, sur l'importance d'une solidarité « dans les deux sens » entre élus et gouvernement, plusieurs intervenants se sont interrogés sur la « crise d'identité » des socialistes. M. Jospin lui-même a pu prendre en compte cette interrogation lorsqu'il a affirmé que, derrière les présentations caricaturales, de la part de leurs adversaires, des positions des socialistes, une « vraie question » était posée à laquelle il a souhaité que les socialistes réfléchissent.

À l'évidence, ce projet de budget ne peut guère susciter l'enthousiasme dans les rangs socialistes, notamment en matière de justice sociale. Néanmoins, les commissaires socialistes de la commission des finances, tout comme M. Billard, qui jugent leur marge de manœuvre très limitée, estiment inutile de déséquilibrer ce texte par des modifications ayant valeur de sym-

bols. Pour les commissaires socialistes, une mesure comme l'augmentation de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) a eu sur l'opinion un effet négatif de toute façon irréversible. Quant au prélèvement de 3 milliards de francs sur les ressources des collectivités locales, qui provoque le mécontentement des élus socialistes comme de ceux de l'opposition, les membres socialistes de la commission des finances font remarquer qu'ils n'ont guère la possibilité de trouver un « gage » de 3 milliards qui leur permette de proposer, par amendement, la suppression de cette mesure. Ils souhaitent donc que l'initiative vienne du gouvernement.

même si l'un de leurs collègues sénateurs, M. René Régnault (Côte-d'Or), souhaite, lui, amender le projet de loi de finances. En somme, comme le résume un responsable socialiste de l'Assemblée nationale, « ce projet de budget nous brûle les doigts. Nous ne pouvons le plaquer au gouvernement le plus vite possible ». Les députés socialistes pourraient néanmoins demander au gouvernement de modifier les dispositions relatives aux déductions d'impôt liées à l'acquisition d'un logement à usage locatif.

JEAN-LOUIS ANDREANI.

M. JOSPIN : le PC est « infidèle »

M. André Billard, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, dans une intervention qu'il qualifie plus tard, dans les coulisses, de « ni pessimiste, ni euphorique », a appelé les députés à servir les rangs jusqu'à la fin de la session parlementaire. Selon M. Billard, la situation politique est devenue plus complexe compte tenu de l'évolution de la droite et du PCF. Il a annoncé qu'il est favorable à la proposition de M. Michel d'Ornano, qui vise à associer l'opposition à la réflexion sur la réforme du mode de scrutin pour les élections législatives (le Monde du 27 septembre).

Quant à son analyse des raisons qui ont poussé, selon lui, ce parti à renoncer à « assurer les responsabilités du pouvoir », M. Jospin, nous continuons à assumer la responsabilité confiée par le peuple en 1981. Eux sont infidèles au mandat que leur a donné le peuple en 1981.

À ce propos, plusieurs participants à la réunion ont rapporté que M. Jospin a reconnu que, si les décisions des socialistes sont caricaturées par leurs adversaires, il y a, néanmoins, derrière cette caricature une « vraie question » sur l'identité des socialistes. M. Jospin estime que le PS devrait y réfléchir, il a précisé que le président de la République et le premier ministre sont de même avis.

M. Regnault demande la suppression du prélèvement sur les collectivités locales

M. René Regnault, sénateur socialiste des Côtes-du-Nord, nous a rendu, à l'occasion des journées parlementaires socialistes, un texte intitulé : « Les collectivités territoriales face au budget 1985 de l'Etat », dans lequel il observe, notamment, que la réduction des prélèvements obligatoires de 1 point, dans l'absolu, ne signifie pas grand-chose dans l'esprit des gens et qu'elle est assortie de « mesures conséquentes qui interrogent les élus territoriaux ».

« Il faut rapporter cette mesure », estime M. Regnault, pour ma part, avec mes camarades parlementaires socialistes, j'entends négocier ce point avec le gouvernement. »

leur trésorerie : elles devront voter une augmentation de 2 points supplémentaires. Or les impôts locaux sont décomposés dans les prélèvements obligatoires : une telle disposition serait d'un effet nul, d'un produit négligeable par rapport aux bus fixés et, pourtant, elle risque d'entraîner un mécontentement, un refus unanime des maires. »

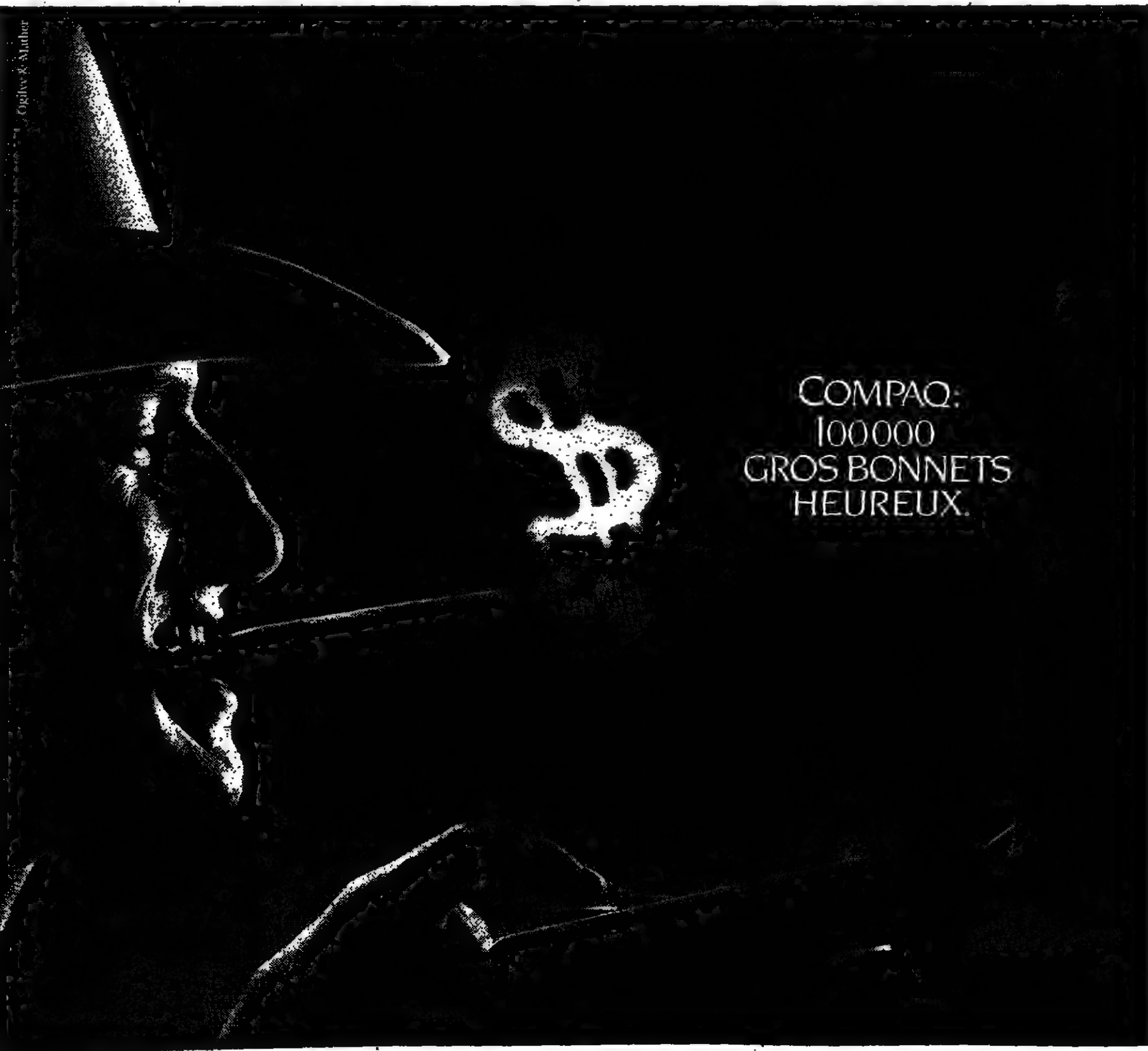
Programme législatif allégé

M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, a expliqué devant les parlementaires socialistes que le premier ministre souhaitait « un programme législatif pas trop chargé ». Outre la discussion budgétaire, qui commence le 16 octobre pour la première partie du projet de loi de finances, le Parlement devrait examiner, au cours de la session d'automne, une trentaine de textes, d'importance inégale.

seul le programme présenté par M. Labarrière. Parmi les textes qui devraient venir au Parlement en première lecture lors de cette session, figurent notamment (soit comme textes déjà déposés, soit comme textes en voie d'adoption par le conseil des ministres) les projets sur l'application de la décentralisation à l'éducation nationale (qui comprend les dispositions sur l'ensei-

gnement privé) ; sur la famille, sur l'enseignement agricole privé, sur l'autocritique des sociétés, sur le recouvrement des pensions alimentaires, sur l'organisation de l'archipel de Saint-Pierre-et-Miquelon. Selon le programme présenté par le ministre, les projets de loi sur la famille, l'éducation, l'enseignement agricole privé et l'autocritique des sociétés devraient être adoptés définitivement lors de cette session.

Outre ces projets de loi (d'initiative gouvernementale) figurent au programme de la session trois propositions de loi (d'origine parlementaire), dont l'une, émanant de M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines, vise à compléter la loi sur les réseaux câblés. Enfin figurent au programme au moins deux débats, l'un sur le budget national, l'autre, traditionnel, de politique étrangère.



COMPAQ: 100000 GROS BONNETS HEUREUX.

Il est même possible de rencontrer des Texans qui pensent au bonheur de leurs prochains. Avec COMPAQ, une jeune société d'informatique basée à Houston, vient de faire 100.000 heureux parmi les responsables de la vie économique américaine : les 100.000 acquéreurs en un an et demi des micro-ordinateurs portables COMPAQ. Bien sûr, tous ces chefs d'industrie, ces gérants de sociétés, ces dirigeants de cabinets d'affaires sont très pressés, leur temps leur est trop compté (en dollars) pour qu'ils le perdent à manipuler leur joie.

Mais ils sont satisfaits de leur choix. D'ailleurs COMPAQ a tout fait pour qu'ils le soient.

Pour la première fois, des micro-ordinateurs portables n'ont pas vu leurs performances alléger par la nécessité du déplacement. Leur capacité de stockage (jusqu'à 10 mégaoctets avec unité de disque dur intégrée et protégée par une armure anti-choc), leur écran qui peut tourner à la fois tous les graphiques compatibles IBM de haute résolution - 2 mégapixels COMPAQ - leur microprocesseur 16 bits leur assurent un niveau de performance presque sans équivalent chez les meilleurs ordinateurs de bureau. Par sa parfaite compatibilité avec IBM PC, COMPAQ est devenu la référence en la matière. Ainsi, les utilisateurs COMPAQ ont-ils accès direct et sans modification aux meilleurs programmes d'applications professionnelles, aux grands standards industriels (LOTUS 1-2-3, MULTIPLAN, WORD...) et aux tout derniers logiciels intégrés (Symphony, Framework...).

Enfin, en même temps que les portables, COMPAQ introduit en France une nouvelle gamme, les ordinateurs de bureau COMPAQ DESKPRO, conçus dans le même esprit d'innovation et de qualité et dotés de nouveautés technologiques exclusives.

COMPAQ : une volonté bien déterminée de conquérir l'avenir.

Si vous partagez cette volonté, contactez : COMPAQ France - 91, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 Paris. Tél. (1) 266.90.75.

SICOB
NIV. 2. ZONE B. N° 2207

COMPAQ
L'ORDINATEUR QUI A EMBALLÉ L'AMÉRIQUE.

DANS L'OPPOSITION

la proportionnelle

Après la victoire, et à fait remarquer que cette fois-ci les socialistes allaient donc pas avoir l'air de ceux qui ont fait le jeu de la droite, a-t-il dit que le libéralisme est le souffle de la gauche.

Unité sur le scrutin électoral... M. Robert Hirsch, député socialiste, a fait remarquer que cette fois-ci les socialistes allaient donc pas avoir l'air de ceux qui ont fait le jeu de la droite, a-t-il dit que le libéralisme est le souffle de la gauche.

Le débat sur le scrutin électoral a été l'un des thèmes principaux de la session parlementaire d'automne. M. Jospin a appelé à une réforme de la représentation parlementaire, mais il a aussi souligné que les socialistes ne veulent pas se précipiter vers la proportionnelle sans avoir réfléchi à ses implications.

tatouilles politiciennes

Not à toute idée de cohabitation, thème qui avait occupé les esprits lors de la première journée de l'Assemblée nationale.

Cette déclaration sur la cohabitation a été faite dans le plus grand silence, mais les applaudissements ont salué une dernière phrase de l'ancien premier ministre : « La cohabitation est une victoire de l'opposition, en 1984, nous ne sommes pas prêts à la choisir ».

ELEX PARTAGE
AVEC SERVICE TELEX - 347.215

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES
L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (ITALIE)

Le Centre de recherche pour l'analyse de données et l'information est un service de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Le Centre de recherche pour l'analyse de données et l'information est un service de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

RTS
usique

Les nouvelles de la musique sont disponibles sur RTS.

POLITIQUE

M. MARCHAIS : « SI LES FRANÇAIS SANCTIONNAIENT LA GAUCHE EN 1986 LE PCF N'EN SERAIT PAS RESPONSABLE »

M. Georges Marchais a été interrogé, le mercredi 26 septembre, sur France Inter, au sujet des propos de M. Lionel Jospin, selon lesquels les députés communistes ne sont pas fidèles au mandat que les électeurs leur avaient confié en 1981. « La fidélité est de notre côté, et l'infidélité aux engagements pris est du côté du Parti socialiste », a déclaré le secrétaire général du PCF. Il a ajouté : « Nous sommes prêts à nous battre pour la politique socialiste aujourd'hui... »

« Sur les questions-clés qui préoccupent les Français, celle du chômage, celle du pouvoir d'achat des travailleurs, des questions touchant aussi à la qualité de la vie : école et autres, la gauche n'a pas tenu les engagements qu'elle avait pris », a dit M. Marchais. Selon le secrétaire général du PCF, « le gouvernement, aujourd'hui, mène une politique qui sert les intérêts du patronat, mais comme M. Giscard n'en a jamais assez, il en veut davantage encore ».

A propos de la décision du Parti communiste français de ne pas participer au gouvernement de M. Laurent Fabius, M. Marchais a déclaré : « Effectivement, nous avions un plein espoir, un plein espoir d'obtenir, sans doute, soit les concessions électorales, mais nous avions choisi d'essayer de faire tout ce qui était en notre pouvoir pour changer les choses. A partir du moment où nous considérons que nous ne pouvons pas le faire, nous sommes contraints à ne pas participer au gouvernement ». Il a ajouté : « Si, par malheur, en 1986, les Français et les Français sanctionnaient la gauche et ramenaient la droite en position de majorité absolue à l'Assemblée nationale, ce ne sera pas le Parti communiste qui serait responsable, ce sont ceux qui gèrent actuellement les affaires du pays ». M. Marchais a souligné : « Nous ne sommes pas dans la majorité, nous ne sommes pas du gouvernement ».

Au sujet du mode de scrutin pour les élections législatives de 1986, M. Marchais a souligné que « le président de la République a pris un engagement devant les Français » et qu'« il commence à être urgent d'en discuter (...) sans combinaisons, sans magouilles, sans discussions entre états-majors politiques, à l'Assemblée nationale (...), dans la clarté ».

Le secrétaire général a indiqué, d'autre part, que M. Pierre Juquin avait participé, le 25 septembre, à la réunion hebdomadaire du bureau politique du PCF. « Il arrive effectivement qu'il y ait des choses qui ne vont pas du tout dans le même sens - c'est une affaire qui nous concerne - mais, jusqu'à preuve du contraire, aucune sanction, de quelque nature que ce soit, n'a été prise à l'égard de Pierre Juquin », a précisé M. Marchais. Il a observé que « ni le bureau politique, ni, non plus, le comité central, n'ont suivi ». M. Juquin dans sa mise en question de la pratique du centralisme démocratique au sein du PCF.

M. Marchais a exprimé, enfin, le souhait que Jacques Abouchar, le journaliste démissionnaire au *Libération*, « soit libéré dans les meilleures conditions et le plus vite possible ».

DÉMISSION DE M. DUMONT SÉNATEUR COMMUNISTE DU PAS-DE-CALAIS

M. Raymond Dumont (né le 13 octobre 1925 à Saint-Léonard, dans le Pas-de-Calais) a décidé de prendre sa retraite et de se démettre de son mandat de sénateur du Pas-de-Calais. Militant communiste depuis 1944, cet ancien instituteur a été conseiller municipal de Saint-Etienne-au-Mont, de 1959 à 1965.

[Membre du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais depuis 1973, M. Raymond Dumont, qui fut membre du comité central du Parti communiste français de 1964 à 1979 et secrétaire de la Fédération communiste du Pas-de-Calais de 1964 à 1977, était entré au Sénat en remplacement de Léandre Lecourt, démissionnaire, en octobre 1978. Réélu aux élections sénatoriales de septembre 1983, il sera remplacé au Sénat par le suivant de la liste communiste M. Jean-Luc Bécart, né le 23 août 1947, maire d'Auchel. - (Corresp.)]

« M^{me} Pinard à la tête de la Grande Loge féminine. - Cadre supérieur dans une société de publicité, M^{me} Nicole Pinard, qui est âgée de cinquante-huit ans, a été élue grande maîtresse de la Grande Loge féminine de France, au cours du congrès qui s'est tenu du 21 au 23 septembre. M^{me} Pinard succède, pour un an, à M^{me} Pauline Salmons.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 26 septembre sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, le communiqué suivant a été publié :

DOMICILIATION DES ENTREPRISES

Le garde des sceaux, ministre de la justice, a présenté au conseil des ministres un projet de loi modifiant l'ordonnance du 27 décembre 1958 relative au registre du commerce et des sociétés. Ce texte a pour objet d'alléger les obligations de domiciliation auxquelles sont soumises les entreprises nouvellement créées.

Le siège de ces entreprises pourra désormais être installé provisoirement, dans des conditions respectant le droit des tiers, au domicile du chef d'entreprise ou de l'un de ses dirigeants. Il pourra également être installé dans des locaux occupés en commun par plusieurs entreprises.

Le projet met ainsi en œuvre l'une des mesures arrêtées par le conseil des ministres du 29 août 1984 pour favoriser la création d'entreprise en zones d'un milieu.

DÉCENTRALISATION DANS LE DOMAINE DE L'ÉDUCATION

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres un projet de loi portant modification des dispositions relatives aux transferts de compétences entre l'État et les collectivités locales.

Ce projet concerne principalement le domaine de l'éducation. Il met en œuvre les orientations définies par le conseil des ministres du 12 septembre 1984. Son texte définitif n'a été arrêté qu'après une large concertation avec les associations d'élus locaux.

Le projet comporte en outre des dispositions relatives à d'autres transferts de compétences, concernant notamment certaines dépenses

d'aide sociale et les dépenses de justice.

Il sera soumis au Parlement en temps utile pour être voté au cours de la prochaine session.

Ses dispositions entreront en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1985 et de façon échelonnée sur l'ensemble de l'année.

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres quatre projets de loi autorisant la ratification ou l'approbation de conventions internationales :

- L'accord franco-chinois du 30 mai 1984 pour éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu. Il devrait, comme l'accord franco-chinois sur l'encouragement et la protection réciproques des investissements signé le même jour à l'occasion de la visite officielle en France du premier ministre chinois, contribuer à favoriser l'activité des entreprises françaises en Chine, en leur apportant la certitude de règles fiscales stables et équitables ;

- La convention franco-tchécoslovaque du 10 mai 1984 permettant la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et des juridictions française et tchécoslovaque et leur exécution par les autorités de chacun des deux pays ;

- L'accord franco-portugais du 3 avril 1984 concernant l'utilisation par la France de certaines facilités dans la région autonome des Açores à pour objet de permettre à notre pays de poursuivre l'observation des engins balistiques sans être nucléaire qui sont tirés dans la zone étatique à partir du centre d'essais des Landes ;

- La convention du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et à la représentation à pour objet de préciser, dans le domaine du droit international privé, les règles qui régissent

les relations entre des particuliers ou des sociétés dans le cas où un contrat est négocié ou conclu par un intermédiaire.

LES INITIATIVES POUR L'EMPLOI

Le premier ministre a saisi le conseil des ministres d'un ensemble d'initiatives visant à combattre le chômage et à permettre la modernisation du pays.

Présentées par les ministres de l'économie, des finances et du budget, de l'éducation nationale et du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, ces mesures portent notamment sur les points suivants :

I - Initiatives en faveur des jeunes.

Il s'agit de faire en sorte que, d'ici à la fin de 1985, tout jeune de moins de vingt et un ans puisse se voir offrir une formation ou un travail, que celui-ci soit un emploi dans une entreprise ou un travail d'utilité collective.

Dans ce but :

a) L'ensemble des actions de formation en direction des jeunes sera renforcé.

- L'accord entre les partenaires sociaux sur la formation en entreprise sera mis en œuvre. Il permettra à deux cent mille jeunes de plus d'être accueillis en stage en entreprise ou sur des contrats d'adaptation ou de qualification ;

- Cent mille stages nouveaux d'initiation à la vie professionnelle seront mis en place ;

- Soixante mille jeunes supplémentaires bénéficieront des actions de formation initiale développées par l'éducation nationale, et vingt mille jeunes diplômés par la voie de l'apprentissage poursuivront cette formation en vue de se spécialiser ou d'obtenir un diplôme voisin ;

- Les entrées dans les instituts universitaires de technologie et dans les écoles d'ingénieurs seront accrues de 10 à 15 % à la rentrée 1985-1986.

- b) Une action d'envoie sera engagée en vue de mobiliser les

jeunes chômeurs à des tâches d'utilité collective.

- Les collectivités territoriales, les établissements publics et les associations pourront proposer des travaux d'utilité collective aux jeunes chômeurs. Ces travaux donneront lieu à une rémunération maximale, pour une activité à mi-temps, de 1700 francs par mois, prise en charge par l'État à hauteur de 1200 francs ;

- L'action des associations de jeunes volontaires pour le développement du tiers-monde sera encouragée.

c) Des jumelages entre établissements scolaires et entreprises seront systématiquement encouragés.

Les conventions conclues à cet effet porteront aussi bien sur le développement de formations alternatives que sur l'intervention de l'éducation nationale dans la formation permanente. Elles permettront une meilleure connaissance par les élèves de la vie professionnelle et des technologies modernes et, par conséquent, une meilleure orientation vers les enseignements scientifiques et techniques.

d) Un fonds « Initiatives jeunes » sera créé dans chaque département en vue de soutenir les projets lancés par des jeunes.

II - Initiatives pour l'emploi et la formation des salariés, le développement économique et les exportations.

a) Le gouvernement suit avec attention le déroulement des négociations engagées depuis le mois de mai dernier par les partenaires sociaux sur les conditions d'emploi. Dès leur conclusion, il prendra les initiatives nécessaires.

b) La formation professionnelle interne aux entreprises devra faire un « bond en avant ». Une consultation des partenaires sociaux sur les conditions d'un effort massif de formation des salariés pour faire face au défi des nouvelles technologies sera organisée dans le cadre des commissions du Plan.

c) Les dispositions déjà arrêtées en vue de faciliter la création d'entreprise sont concrétisées dès aujourd'hui par la présentation du projet de loi permettant de situer le siège social des sociétés nouvelles au domicile du créateur ; elles seront complétées par l'élaboration d'un statut simplifié de société à un seul associé (société unipersonnelle).

Le dispositif d'aide aux chômeurs créateurs d'entreprise sera amélioré de trois manières :

- Le droit des intéressés à l'aide sera ouvert sous les seules conditions de l'existence d'un droit à indemnisation au titre du chômage et du dépôt d'un projet de création d'entreprise ;

- Le remboursement de l'aide ne sera pas demandé, en cas d'échec du projet, au-delà de la diminution des indemnités restant à servir en cas de retour au chômage ;

- Le montant de l'aide sera majoré.

d) L'effort de mobilisation vers l'exportation, dans lequel nos entreprises se sont largement engagées, sera poursuivi. Diverses mesures sont prises pour faciliter la conclusion du contrat d'exportation en devises. En particulier, les exportateurs pourront couvrir leurs risques de change en se rapprochant d'emprunteurs français endettés en devises. Par ailleurs, un effort important sera consenti pour le développement de nos exportations de services, et notamment de ceux comportant le plus de « matière grise ».

Les activités touristiques seront favorisées par un accès plus large aux financements bonifiés des résidences de tourisme qui contribuent à l'entrée de devises.

e) L'activité économique, et notamment celle du bâtiment et des travaux publics, sera soutenue par le dépôt prochain d'un projet de loi ouvrant une nouvelle tranche du Fonds spécial de grands travaux ; à partir d'un montant de 6 milliards de francs de subventions, elle permettra la réalisation échelonnée d'environ 16 milliards de francs de travaux.

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 26 septembre a approuvé les promotions et les nominations suivantes :

• **TERRE.** - Sont promus général d'armées, les généraux de corps d'armée Michel Muto et Jean Grillo ; général de division, les généraux de brigade Georges Fournon et Paul Cavarrot ; commissaire général de division, le commissaire général de brigade Ange Benveniste ; général de brigade, les colonels de génie Mathieu Coccaldi, nommé directeur des travaux et des services de la direction des centres d'expérimentation nucléaire ; des transmissions Raymond Manicacci et de l'infanterie Jean Fort, nommé adjoint au général commandant la 11^e division militaire territoriale ; commissaire général de brigade le colonel Pierre Pascaud.

Est nommé commandant supérieur des forces armées dans la zone sud de l'océan Indien le général de brigade Jean-Marie Lemoine.

• **ARMEMENT.** - Sont promus ingénieur général de 1^{re} classe de l'armement, les ingénieurs généraux de 2^e classe de l'armement Yves Garlier, Pierre Capion et Pierre Amy ; ingénieur général de 2^e classe de l'armement, les ingénieurs en chef de l'armement Paul Costa et Jacques Vedel.

Sont nommés contrôleur général des armées en mission extraordinaire, l'ingénieur général de 1^{re} classe de l'armement Claude Engerand, et directeur de l'armement terrestre l'ingénieur général de 1^{re} classe Noël Playe.

• **MARINE.** - Sont promus contre-amiral les capitaines de vaisseau Régis Merveilleux du Vignau et André Nougues, nommé major général du port de Cherbourg et adjoint logistique du préfet maritime de la 1^{re} région maritime.

• **SANTÉ.** - Sont promus médecin général avec rang de général de brigade, les médecins-chefs de classe normale Charles Lombard et Régis Forissier, nommé directeur adjoint du service de santé de la 4^e région militaire.

Est nommé directeur du service de santé de la 2^e région aérienne, le médecin général André Le Mer.

Mesures individuelles

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du premier ministre :

- M. Jean Teillac est nommé haut commissaire à l'énergie atomique.

Sur proposition du Gard des sceaux, ministre de la justice :

- M. François Garcia est nommé conseiller d'Etat.

AUSTIN ROVER

Pense *Castrol*

PRIX SPÉCIAUX SALON SUR MODÈLES 85

DU 24 SEPTEMBRE AU 14 OCTOBRE 1984

31.000 F
(soit -2.600 F)

33.600*
AUSTIN MINI E

35.500 F
(soit -2.800 F)

38.300*
METRO E

47.000 F
(soit -4.000 F)

51.000*
MAESTRO LE

85.000 F
(soit -6.700 F)

91.700*
ROVER 2000 S

Et beaucoup d'autres prix spéciaux Salon chez Austin Rover.

Par exemple METRO TURBO 49.900 F au lieu de 57.800 F (soit -7.900 F).

Offre valable pour toute commande du 24.9 au 14.10.

* Prix tarifé au 31.07.84 sur modèles 85, peinture métallisée en option.

75 : PARIS 5^e, 196, rue St-Jacques, 325.88.10 ■ 76 : PARIS 6^e, 11-13, rue Lobineau, 326.94.09 ■ 77 : PARIS 12^e, 12, place d'Aligre, 343.55.00 ■ 78 : PARIS 14^e, 25 bis, rue Boulevard, 322.35.50 ■ 79 : PARIS 15^e, 56, rue Fondary, 579.81.51 ■ 80 : PARIS 16^e, 21 avenue Kléber, 500.85.10 ■ 81 : PARIS 17^e, 30, rue de Tiliat, 380.55.11 ■ 82 : PARIS 17^e, 11-13, rue Boursault, 293.65.65 ■ 83 : PARIS 17^e, 53-55, av. de St-Ouen, 228.30.70 ■ 84 : PARIS 17^e, 237, bd Perrier, 574.82.80 ■ 85 : PARIS 19^e, 42, quai de la Loire, 807.15.03 ■ 86 : PARIS 20^e, 54, rue Belgrand, 364.81.00 ■ 87 : FONTAINEBLEAU, 111, rue de France, 422.31.88 ■ 88 : MEAUX, 20, rue Henri-Dunant, 025.28.11 ■ 89 : MELUN, 9, route de Nangis, 439.31.61 ■ 90 : TORCY, 47, rue de Paris, 005.35.88 ■ 91 : CONFLANS-Sainte-Honorine, 28, rue d'Herblay, 919.74.21 ■ 92 : LE PERRAY-en-Yvelines, 15, rue de Chartres, 484.97.90 ■ 93 : MAISONS-LAFFITTE, 14 bis, rue de la Muette, 982.05.32 ■ 94 : MANTERRE, 20, rue de Chevreuse, 050.04.83 ■ 95 : BOULOGNE-SUR-MER, 77, av. Pierre Grenier, 608.15.32 ■ 96 : CHÂTENAY-MALABRY, 58, av. de la Division Leclerc, 661.04.10 ■ 97 : COURBEVOIE, 88, bd de la Mission Marchand, 788.78.00 ■ 98 : LA GARENNE-COLOMBES, 48, bd de la République, 781.91.81 ■ 99 : LEVALLOIS-PERRET, 25, rue P. Vaillant-Couturier, 757.90.24 ■ 100 : LEVALLOIS-PERRET, 116, rue du Pdt Wilson, 739.92.50 ■ 101 : MALAKOFF, 185, av. P. Brossolette, 955.52.10 ■ 102 : MANTERRE, 38, av. Lénine, 724.64.91 ■ 103 : ALFORTVILLE, 173, rue de Vénus, 375.16.58 ■ 104 : IVRY-SUR-SEINE, 33-48, av. de Verdun, 872.13.45 ■ 105 : LA VARENNE-ST-HILAIRE, 4, av. du Château, 883.15.68 ■ 106 : LE PERREUX, 82, bd d'Alsace-Lorraine, 324.41.85 ■ 107 : ROCHET-SUR-MAYE, 44, Grande-Rue Charles de Gaulle, 873.05.50 ■ 108 : SAINT-MAUR, 25 bis, av. de la Vierge, 883.05.68 ■ 109 : VILLENEUVE-ST-GEORGES, 100, rue de Paris, 392.02.86 ■ 110 : VINCENNES, 18, av. de Paris, 326.64.56 ■ 111 : rue du Lieutenant Guéhenne, 328.70.56 ■ 112 : ARGENTEUIL, 96, bd Jean Allard, 880.70.74 ■ 113 : MONTMORENCY, 12, av. G. Clemenceau, 984.21.93 ■ 114 : PONTOSUE, 10, rue Sarr Depoin, 032.55.55 ■ 115 : SAINT-OUEN-LAUMONIE, 16, rue de Paris, 037.00.72 ET CENTRES COMMERCIAUX : Roissy, 528.47.10, Arcades Mont d'Est, 365.18.18, Créteil-Soleil, 207.59.59 et pour les autres départements : 141, (3) 982.06.22.

Le Monde

« Pierre Aron a écrit une remarquable biographie de Gaëlle Gallimard. C'est aussi une passion, une plongée dans les milieux littéraires du siècle. »

« L'AND... Gallimard... »

« Les deux tomes sur les... »

Miel

C'est une entreprise... de Michel Serres...

« L'œuvre est... »

« L'œuvre est... »

« L'œuvre est... »

« L'œuvre est... »

« L'œuvre est... »

« L'œuvre est... »

« L'œuvre est... »

« L'œuvre est... »

سكس الاصل

es-vous, Arthur Silent?

jeux d'un sque.

Arthur Silent est un homme qui a écrit un roman intitulé "Le monde joyeusement absurde d'Hubert Monteilhet". Ce roman est une satire de la vie romaine, juive et chrétienne sous le règne de Néron. L'auteur, Hubert Monteilhet, est un écrivain français connu pour ses romans historiques. Dans "Le monde joyeusement absurde d'Hubert Monteilhet", il se moque de la religion, de la politique et de la société de son époque. Le roman est divisé en trois parties : la première partie est consacrée à la vie romaine, la deuxième à la vie juive et la troisième à la vie chrétienne. L'auteur utilise un langage humoristique et satirique pour dépeindre la vie de son époque. Le roman a été publié par les Presses de la Renaissance.

impre six lances...

Le monde joyeusement absurde d'Hubert Monteilhet est un roman qui se passe à Rome, sous le règne de Néron. L'auteur, Hubert Monteilhet, est un écrivain français connu pour ses romans historiques. Dans ce roman, il se moque de la vie romaine, juive et chrétienne. Le roman est divisé en trois parties : la première partie est consacrée à la vie romaine, la deuxième à la vie juive et la troisième à la vie chrétienne. L'auteur utilise un langage humoristique et satirique pour dépeindre la vie de son époque. Le roman a été publié par les Presses de la Renaissance.

Le monde joyeusement absurde d'Hubert Monteilhet est un roman qui se passe à Rome, sous le règne de Néron. L'auteur, Hubert Monteilhet, est un écrivain français connu pour ses romans historiques. Dans ce roman, il se moque de la vie romaine, juive et chrétienne. Le roman est divisé en trois parties : la première partie est consacrée à la vie romaine, la deuxième à la vie juive et la troisième à la vie chrétienne. L'auteur utilise un langage humoristique et satirique pour dépeindre la vie de son époque. Le roman a été publié par les Presses de la Renaissance.

Le monde joyeusement absurde d'Hubert Monteilhet est un roman qui se passe à Rome, sous le règne de Néron. L'auteur, Hubert Monteilhet, est un écrivain français connu pour ses romans historiques. Dans ce roman, il se moque de la vie romaine, juive et chrétienne. Le roman est divisé en trois parties : la première partie est consacrée à la vie romaine, la deuxième à la vie juive et la troisième à la vie chrétienne. L'auteur utilise un langage humoristique et satirique pour dépeindre la vie de son époque. Le roman a été publié par les Presses de la Renaissance.

romans

Romains, juifs et chrétiens dans la main de Néron

Hubert Monteilhet crée la surprise de la rentrée. Cet ancien professeur d'histoire, auteur de polars réputés, publie un énorme roman historique sur la Rome de Néron. C'est un tour de force non seulement à cause de la taille de l'ouvrage, mais parce que l'écriture qui s'y étale ne coupe ni le souffle romanesque ni la verve caustique de l'auteur. Nous saurons tout sur ces Romains de l'Empire déclinant : comment ils naissent, comment ils meurent, les vêtements qu'ils portent, la formation qu'ils donnent à leurs enfants, les combats de gladiateurs, les jeux du cirque qui les passionnent, l'idée qu'ils se font du mariage, de l'art, de la religion, leurs philosophies et leurs pratiques sexuelles, les rapports entre le Prince, le sénat et une plèbe largement assistée par l'Etat, les éléments de plus en plus hétérogènes dont se compose leur société. Parmi ces éléments, la

diaspora juive, d'où se détachent les premiers chrétiens. Le roman, lui, se nourrit d'une tout autre inspiration, et qui est religieuse. Néropolis, en racontant la conversion puis le martyre d'un jeune Romain, met aux prises le christianisme naissant, le judaïsme et cette civilisation païenne du plaisir et du rationalisme. Hubert Monteilhet éclaire leurs réactions réciproques. Celles qu'il prête aux juifs sont dures. Souhaitant la fin d'une secte hérétique qui corrompait leur foi et leurs lois, les juifs auraient encouragé Néron, après l'incendie de Rome, à se débarrasser des chrétiens. Une lettre signée du grand rabbin suggère à l'empereur, non de les mettre à mort, mais de leur appliquer une législation discriminatoire, de les enfermer dans un ghetto où ils disparaîtraient d'ex-

Cette invention du romancier est-elle plausible ? Des voix s'élèvent pour y voir une arme foudroyante à l'antichristianisme. Les portraits qu'Hubert Monteilhet fait des juifs ne sont pas flatteurs. Mais qui est flatté dans ce livre provocant et paradoxal, qui tire ses effets les plus accrocheurs - et les plus drôles - des faiblesses, bassesses ou perversions humaines ? Nous sommes loin de la poétique vision de l'Antiquité donnée par Marguerite Yourcenar et de la sublime image des premiers chrétiens peinte par Renan dans l'Histoire des origines du christianisme ! Pierre Grimal, spécialiste du monde romain, avait relu Néropolis avant sa publication. Il nous donne ici son point de vue. JACQUELINE PIATIER. * NÉROPOLIS, d'Hubert Monteilhet, Julliard-Pavot, 736 p., 120 F.

Le monde joyeusement absurde d'Hubert Monteilhet

NÉROPOLIS : ce mot n'est pas une invention de romancier, mais le nom (Suetone nous l'apprend) que l'empereur Néron voulait donner à la Rome qui devait renfermer de ses cendres après le grand incendie. Une ville dont il eût été le héros-dieu fondateur. Fascination exercée sur notre temps par l'empereur parvenu, adolescent, au pouvoir meurtrier (peut-être) de son frère Britannicus, assassin (sûrement) de sa mère Agrippine, incendiaire (peut-être) de la ville, persécuteur (sans aucun doute) des chrétiens, au demeurant homme assez débouaillonné, sensible, désireux avant tout d'être aimé, et

(un peu) Pangloss ? Schémas historiques, schémas littéraires se superposent et se vivifient réciproquement. Sénèque croit à la providence, comme Pangloss ; et Leibniz, on s'en aperçoit ici, n'est pas si éloigné du grand rabbin suggère à l'empereur, non de les mettre à mort, mais de leur appliquer une législation discriminatoire, de les enfermer dans un ghetto où ils disparaîtraient d'ex-

gère (discrettement) l'auteur, qu'elle révèle sa divinité, bien plus qu'à travers les discussions des clercs, confuses et soumise aux limites de l'esprit humain. Une sorte de credo *quid absurdum*, qui est, depuis longtemps, l'ultime ligne de défense des théologiens. C'est ainsi que Kaeso, devenu chrétien parce que cela devait lui fournir un prétexte pour refuser une adoption qui l'aurait enrichi fabuleusement, mais dont il ne veut pas, car il n'aurait pu, alors, se dérober à la passion de Marcia (c'est la situation d'Hippolyte en face de Phèdre, mais, cette fois, Thésée étant consentant), Kaeso, donc, chrétien sans foi et pour des raisons, en somme, administratives, sera englobé dans la grande persécution et exécuté, apparemment assez content de l'être.



Dessin de CAGNAT.

doué d'une imagination érotique dont Suetone nous a révélé quelques fantasmagories, largement utilisées dans ce roman, mais absolument authentiques. Tout cela est vrai, et garanti par nos sources. Mais le reste ? C'est-à-dire l'essentiel, la manière dont cela a été vécu ? C'est là que commence le rôle du romancier, et, finalement, les « temps néroniens » (comme on disait à propos de *Quo vadis* ?) seront ce qu'il les fera. En quoi le romancier n'est pas fort loin de l'historien, lui aussi grand maître des couleurs et des lumières dont il peindra son tableau. De toute manière, le passé, quel qu'il soit, proche ou lointain, est baigné de brouillard, une brume qui ne se dissipe que sur des illusions.

Ce livre est abondant (plus de 700 pages). Il couvre un peu plus d'une vingtaine d'années, à peu près la vie d'un jeune homme, nommé Kaeso (né par Césarisme, ce qui a coûté la vie à sa mère et déterminé sa destinée). Fils d'un sénateur qu'une fantaisie de Caligula (attestée par Suetone !) a ruiné, il doit à la seconde femme de son père de pouvoir tenir son rang. Cette femme, Marcia, d'une grande beauté, maintient les finances de la maison en vendant (cher) ses faveurs. Il est vrai qu'elle sert en même temps de modèle pour figurer « la pudeur patricienne ». Mais elle devient amoureuse de Kaeso, et la vertu du jeune homme, qui répugne à cette sorte d'inceste, va être à l'origine de toute une série de malheurs. On pense aux *Fortunes de la vertu*. Il y a du Sade et du Voltaire dans ce livre. Kaeso ressemble à Candide. Sénèque, que va consulter (sans grand succès) Kaeso, ne serait-il pas

Malheurs et passions

Le monde d'Hubert Monteilhet est joyeusement absurde, comme, pense-t-il, devait l'être celui des temps néroniens. Mais cette absurdité (à la Kafka) n'exclut nullement la vérité historique. Tout est mis en place conformément à celle-ci. Les monuments de la Rome néronienne sont correctement situés sur le plan de la ville ; on voit par les fenêtres ce que l'on voit, selon l'orientation. Les jardins d'Agrippa, au Champ de Mars, ne sont-ils pas un peu grands ? Mais les travaux de F. Coarelli ont montré, récemment, qu'ils étaient plus vastes qu'on ne le pensait. Les Augustaux, cette troupe de chevaliers formés pour applaudir l'empereur, sont probablement caricaturés. Mais en serait-il ainsi que cela reste véridique.

PIERRE GRIMAL

la vie littéraire

Un mois Sartre à Arles

La très dynamique librairie Actes Sud, située dans le passage du Méjan, à Arles, a fait de septembre un mois consacré à Sartre, autour d'une exposition du peintre Maurice Maeterlinck, dans la chapelle Saint-Martin (à deux pas de la librairie).

que Maeterlinck a connu. Symbolique peut-être du philosophe, elle tente de se construire et d'organiser l'espace, à travers diverses toiles.

Sous le titre *Déclaire*, Maeterlinck présente une série de tableaux, dans lesquels il étudie les rapports de quatre personnages avec l'espace. Il explique ce qu'il a voulu faire dans un texte publié à l'occasion de cette manifestation (Entretiens avec Maeterlinck, de Jean-Claude Maurin, Editions Verdier, 25 p., 20 F.). L'une de ces figures est celle de Sartre.

A l'exposition de Maeterlinck, s'ajoute, toujours dans la chapelle Saint-Martin, une présentation de documents, de livres et de photos retraçant l'itinéraire intellectuel et la vie de Sartre. Au cours de ce mois, plusieurs conférences et animations ont également eu lieu, notamment la présentation par Michel Contat du film qui celui-ci a réalisé avec Alexandra Astruc : *Sartre par lui-même*.

Centre Dramatique de la Courneuve
GENS DE DUBLIN
BORGNY 28-30 septembre 83/145
MAISON DE LA CULTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS
LA COURNEUVE 10 octobre-11 novembre
CENTRE CULTUREL JEAN-HOUDREAU-MONT 83/144

CENTENAIRE
supervielle
EXPOSITION
du 24 septembre au 26 octobre
SPECTACLES
les 3, 8 et 15 octobre à 20 H 30
avec Sébastien Agnès, Pierre Avril, Béatrice Dautreuil.
Wes Goss de Moline et Catherine Sellers
MAISON DE LA POÉSIE
Terrasse du Forum des Halles
101, rue Rambuteau 75001 PARIS Tél. : 236.27.53

Bourse GONCOURT
DE LA BIOGRAPHIE 1984
Prix de la ville de Nancy
"Une passionnante biographie de Suzanne Valadon."
Jérôme Garcin
Suzanne Valadon
ou la recherche de la vérité
Presses de la Renaissance

Vente publique de
LIVRES SCIENTIFIQUES ANCIENS
le 10 OCTOBRE 1984
HOTEL DES VENTES DES TUILIERES
31, rue des Tuileries - 69008 LYON
Tél. : (7) 800-86-65
Envoi de catalogues contre 21 F en timbres

Bertrand POIROT-DELPECH
L'ÉTÉ 36
roman
"Parfaitement maître de sa plume, l'auteur touche ici à tous les genres : la satire, la farce, la comédie de mœurs, le chant d'amour, l'intrigue policière.
Un Marcel Aymé de gauche."
Jacqueline Piatier/Le Monde
GALLIMARD

A LA RECHERCHE D'UNE MÉMOIRE PERDUE
Paradoxe étonnant, la Mutualité, considérée comme le premier mouvement social français, possède une histoire assez peu connue... des historiens et mutualistes.
A l'occasion du centenaire du premier congrès national des sociétés de secours mutuels, se sont réunis, sous la responsabilité du C.N.R.S., chercheurs et acteurs sociaux. M. REBERIOUX, L. CALISTI, J. GAILLARD, H. HATZFELD, D. MARUCCO, J. MICHEL, Y. LEQUIN, M. MOISSONNIER, A. COTTEREAU, O. FAURE, D. LE SCORNET, C. LATTA, M. DREYFUS, R. VERDIER, P. LAROCHE ont apporté leurs contributions qui permettent de présenter une histoire inédite de la Mutualité.
PREVENIR
Cahiers d'étude et de réflexion édités par la Coopérative d'Édition "LA VIE MUTUALISTE"
ABONNEMENT ET COMMANDE
Nom _____
Adresse _____
A retourner à "PREVENIR" : CVM 57, rue d'Italie 13253 MARSEILLE CEDEX 6 - CCP 655 11X Marseille
Le numéro 60 F. - Abonnement pour 4 numéros 180 F.
Prochaines numéros : la santé de l'enfant - langage et santé - la santé dans le Tiers-Monde

histoire

Maurras, objet de toutes les admirations

● Pierre Boutang témoigne sur son vieux maître : il en partage toutes les fureurs et tous les ressentiments.

Sous quelle rubrique ranger ce monumental ouvrage ? Prévisions d'entrée de jeu un malentendu : ce n'est pas une histoire de l'Action française, bien que le nom de Maurras en soit inséparable et que Pierre Boutang en revendique l'héritage dans son intégralité. « J'écris sur Maurras, je ne fais pas l'histoire de l'Action française, qui a été esquissée, qui reste à faire, mais ce ne sera pas par moi ». La chose est-elle possible ? Peut-on écrire sur Maurras sans faire l'histoire de l'école, tant la vie de l'un et l'action de l'autre sont imbriquées ? L'inverse ne serait pas concevable : de faire l'histoire du mouvement en ignorant son principal inspirateur.

En tout cas nous voici prévenus : on ne cherchera pas dans ce gros livre des révélations, ni même des éclaircissements, sur l'histoire du nationalisme intégral, si ce n'est par l'évocation, presque à chaque page, de souvenirs personnels de l'auteur et aussi par tout ce qui afflue, peut-être à son insu, d'une mentalité, d'une sensibilité et d'un comportement qui ont profondément marqué notre culture politique.

Est-ce donc une biographie ? A condition de ne pas l'entendre au sens classique. Pour définir la nature, l'originalité du livre, un rapprochement ne vient à l'esprit, qui ne semble parfaitement convenir au modèle comme à son biographe aux- quels une culture commune a inculqué un même amour de la Grèce et une égale familiarité avec ses philosophes : Boutang n'aurait-il pas eu l'ambition d'être à son vieux maître ce que fut Platon pour Socrate ? Le parallèle vaut même pour certaines circonstances : comme les disciples de l'athénien, Boutang a rendu visite à Maurras en sa prison. Les *Dialogues* ne prétendent pas être une biographie ; ils font peut-être mieux : ils nous proposent une vision de Socrate. Autant qu'une biographie, le livre de Boutang est un témoignage : celui d'un disciple ou d'un fils. La piété filiale lui inspire quelques belles pages et sélecte l'intelligence de l'œuvre...

Le biographe fait corps avec son modèle

Cependant, la comparaison avec les *Dialogues* bute sur une différence qui n'est pas mineure : le Socrate de Boutang a beaucoup écrit, son activité d'écrivain a même été le principal de son existence. Maurras laisse donc une œuvre considérable qui ne permet pas de recomposer sa pensée ni de dessiner un personnage imaginaire. Pierre Boutang, en universitaire rompu à la pratique de la lecture et de la critique des textes, scrute l'œuvre avec une minutie exemplaire : il a lu l'énorme masse d'articles ou chaque jour Maurras analysait les événements et les confrontait avec ses vues ; il a eu accès à de nombreux inédits ; il a consulté la correspondance avec l'abbé Penon, capitale pour les années de formation ; il lui grand parti d'un manuscrit inédit qui porte le beau titre de *La Merveille du monde*, daté de 1891, où Maurras résume, en propositions numérotées de 1 à 61, les positions qui définissent alors sa pensée. De ces textes P. Boutang nous propose une lecture personnelle qu'il illumine l'intelligence du cœur.

Rigueur et passion font ainsi un curieux mélange : on conçoit pourquoi j'hésite à parler de biographie pour un livre où il y a autant de l'auteur que du modèle. Boutang fait corps avec Maurras. Il en épouse les idées et presque toutes les passions. Il concède bien quelques points à la critique : il confesse que « l'antisémitisme de Maurras est l'obstacle le plus redoutable pour l'intelligence de sa doctrine et de sa vie », mais il a fait de lui trouver des justifications. Il s'étonne incidemment que Maurras n'ait jamais douté de la culpabilité de Dreyfus comme il regrette furtivement que son maître n'ait jamais rendu hommage à la sincérité de Bernard Lazare. Mais ces quelques points exceptés, Boutang partage toutes les fureurs et tous les ressentiments de Maurras, notamment lorsqu'il évoque les controverses qui opposèrent les catholiques démocrates à l'Action française : « Toutes ces choses, dit-il, ne sont pas mortes. Le mot est à la fois vrai et faux : à beaucoup ces querelles apparaissent révolues, mais qu'elles demeurent bien vivantes pour certains, on s'en convainc à lire ce livre où Boutang continue de rompre des lances avec Maurice Blondel ou Labertonière (dont il fait à tort un jésuite).

Boutang fait mieux - ou pis - que raviver d'anciennes querelles : il en suscite de nouvelles. S'il prend ses distances par rapport à l'antisémitisme d'Etat de Maurras, il ne répudie rien de la xénophobie de l'école : comme son maître il récuse quiconque ne peut produire quatre grands-parents français ; à cet égard le procès fait à Alfred Grosser, parce qu'il n'est pas né en France, est inacceptable.

En outre, comment un esprit raisonnable peut-il encore écrire, quarante-cinq ans après l'événement dont tant d'études ont éclairé les origines, que cette guerre était folle, qu'on l'aurait déclarée au pire moment (comme si la France l'avait choisie) sans l' avoir préparée, sous la pression de l'étranger et des malheureux juifs qui furent accélérateurs de la guerre ? Le sophisme se mêle à la passion : si Maurras s'est trompé sur la politique de Pétain, ce serait parce qu'il « sous-estimait ce qu'il y avait de démocratique ». Vous n'y voyez pas songé ? Quand Boutang veut expliquer le mot si souvent retenu à charge contre Maurras, parlant du « venin » du Magnificat, il concède que le mot est affreux mais, ajouté-t-il aussitôt, c'était un mauvais tour du diable comme il n'en tente que sur ceux que Dieu a choisis. L'excuse est admissible ; la faute devient signe de prédestination.

Cela dit, et qui devait l'être, le livre est passionnant autant que passionné. Si Boutang fait corps avec Maurras, il y met autant de lui-même. Il s'y met tout entier, avec son histoire personnelle, son expérience, sa culture, sa foi religieuse. Boutang, qui se souvient d'avoir été journaliste, entreprend d'un bout à l'autre de son ouvrage un dialogue avec l'actualité : il parle de tout, dans un étonnant patchwork, multipliant les rapprochements les plus inattendus, évoquant tantôt la destruction du Boeing coréen et tantôt le projet de la loi Savary sur l'enseignement privé.

L'auteur s'attarde sur les années de formation de Maurras, avançant pas à pas, reconstituant pièce à pièce l'élaboration de son système intellectuel. Pris des trois quarts de ce gros livre sont consacrés aux années d'avant 1914 : Boutang passe plus vite sur l'entre-deux-guerres (une centaine de pages) et plus rapidement encore sur la vieillesse et la fin, puisque pour les années 1940-1952, il lui suffit d'une cinquantaine de pages. L'inegalité de cette répartition, qui laissera peut-être un sous-comptable de synthèse, ne paraît légitime : ces années de formation ont été décisives ; de surcroît, elles éclairent la suite. C'est une des parties les plus neuves et les plus attachantes de l'ouvrage. Son intérêt dépasse le cas Maurras : c'est comme une coupe dans la culture et les débats d'idées des années qui marquent le passage d'un siècle à l'autre.

On voit s'édifier l'architecture de ce système que Maurras commentera, développera, illustrera, le reste de sa existence. A cette pensée, l'éditorial ironique s'élève ou réfléchit que Bainville publia presque chaque jour dans l'Action française, de 1908 à 1935, en appela d'abord à la mémoire collective de ses lecteurs. Ces articles, rassemblés en volumes - qui se trouvent chez les bouquinistes - gagnent avec l'âge une superbe vigueur. L'influence que Bainville exerça entre les deux guerres, assez comparable à celle d'un Raymond Aron au cours des vingt-cinq dernières années, valut de prestigieuses tirades à ses livres les plus célèbres. Son *Histoire de France* palvrisa bien des records, avec plus de cinq cents rééditions jusqu'en 1955.

La vie régulière, studieuse, qu'il mena entre son bureau et les bibliothèques n'avait, jusqu'à présent, tenté aucune biographie. Bien qu'il écrit dans l'un des quotidiens les plus combattifs de son temps, Bainville n'en partageait guère les fureurs ni les hargnes. Ses convictions, fixées dès la première jeunesse autour d'un royalisme raisonnable, pénétré de stoïcisme moral, de classicisme littéraire, le préservèrent en outre des emportements romantiques où son ami Maurras, qu'il admirait beaucoup, se jeta tant de fois. Lorsqu'il entreprend de raconter la vie de cet homme discret, en reconnaissance des lumières qu'il reçut de son œuvre, Jean Montador s'attaque assurément à un sujet tout à fait neuf.

« Ce qui se guérit le moins facilement, c'est la bêtise ! »

« Pour la plupart de ses contemporains, Jacques Bainville est resté une énigme », observe-t-il dans le chapitre consacré à son caractère. Si rien d'éclatant ne se dégage de sa vie calme, sauf l'exceptionnelle vivacité de l'esprit, ce logicien épris de démonstrations froides brûlait en secret d'une ardeur mal contenue. Pour s'en libérer, Bainville composait alors des poèmes en alexandrin, selon une confidence non exister Pierre Gaxotte, dans l'un de ses rares moments d'abandon. En arrêt lui-même devant ce mystère, Jean Montador conseille de rechercher dans l'œuvre l'explication du personnage. Apparemment, rien de plus simple. Mais si la méthode suffisait, devrait-il prendre la peine d'y ajouter sa biographie ?

Fidèle à son système, l'auteur suit son héros de livre en livre, comme si

qu'il tire peut-être un peu trop en direction de la philosophie perennelle. Pierre Boutang dédie une admiration absolue : « La théorie monarchique la plus originale de notre temps, la seule doctrine politique qui puisse être opposée à Rousseau et à Marx ». Si personne ne conteste la justesse de la première assertion, Boutang confond le lecteur de sa prononciation sur la pertinence de la seconde. Il a toujours été malaisé d'apprécier équitablement l'importance de Maurras, entre l'exaltation sans mesure des fidèles qui le saluaient comme l'égal des plus grands et l'exécution d'adversaires qui se refusaient à voir en lui autre chose qu'un polémiste haineux : il a subi l'injustice qu'il a tant pratiquée à l'encontre des autres. En fait, le livre de la passion qui l'anime, le livre de la passion qui contribue à son évaluation moins passionnelle. Il aidera à comprendre l'influence qu'exerça Maurras : quoi qu'on pense de ses effets sur la conscience nationale, la pensée de cet homme a joué un rôle éminent entre le début du siècle et 1940.

La littérature n'était pas le repos du guerrier

Le mauvais usage des références historiques

Quoique Boutang n'ait pas cherché à faire l'histoire d'un temps, l'historien trouvera matière à son information : le livre est d'ensemble ce qui a trait aux rapports avec Clemenceau, les quelques indications sur les relations avec le général Mangin et tout ce qui se rapporte à Georges Valois. Boutang, qui passe vite sur la période dont il a été témoin, est, pour les années antérieures, dépositaire d'une tradition qu'il a puisée essentiellement dans les confidences, spontanées ou provoquées, de Maurras lui-même.

Parce que l'auteur passe trop vite sur la fin, l'historien restera sur sa faim à propos de l'étrange retournement qui, à partir de 1937 ou 1938, fera de l'homme qui avait été jadis le plus lucide sur le danger allemand, et le défenseur le plus soucieux de l'indépendance nationale, l'avocat de l'apaisement, puis d'une acceptation résignée de la défaite et le censeur implacable de ceux qui, fidèles à ses leçons antérieures, poursuivirent le combat contre l'occupant. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le royaume de Bourges. Maurras a cru que Pétain accomplissait une mission analogue à celle de Jeanne, mais ceux qui s'inspirent de l'exemple de la sainte de la patrie étaient ceux qui continuèrent le combat. Quel exemple d'un mauvais usage des références historiques ! Parce qu'il ne tenait compte que de ces éléments pérennes on oublie que l'histoire est indissolublement permanente et renouvellement. Une allusion nous met peut-être sur la voie : la comparaison entre Vichy et le

Le Monde

Société

AUX ENTRETIENS DE BICHAT

Examens et traitements inutiles

« Vous avez trop d'acide urique. » Sur ce constat, et selon une enquête récente, 39 % des généralistes ordonnent systématiquement un traitement, 46 % le font souvent et 14 % rarement ou jamais. Or, ce sont ces derniers qui ont raison, a souligné aux Entretiens de Bichat le docteur M. Guidet (service de rhumatologie, Beaune).

Les taux élevés d'acide urique dans le sang (plus de 70 milligrammes par litre) peuvent accompagner des maladies rarissimes congénitales ou la goutte, dont le traitement est aujourd'hui simple et bien codifié. Ils ne résultent, le plus souvent, que d'une constatation fortuite qui ne s'accompagne d'aucune manifestation clinique, et qui peut d'ailleurs résulter d'un traitement par diurétiques de l'hypertension artérielle.

Nombre de malades atteints d'affections cardio-vasculaires et qui présentent des facteurs de risque pour l'athérosclérose (obésité, hypertension, taux élevé de cholestérol ou de triglycérides, tabagisme) s'entendent dire que leur taux excessif d'acide urique constitue un risque supplémentaire. Cela n'est nullement prouvé, dit le docteur Guidet, et il n'existe aucune preuve que le traitement visant à abaisser ce taux modifie en quoi que ce soit la situation vasculaire et son évolution.

La même remarque s'applique à une prétendue prévention de la goutte. 10 à 15 % des Français ont un taux élevé d'acide urique (soit plus de cinq milligrammes) alors que la prévalence de la goutte n'est que de 0,5 % de ce nombre. En outre, les médicaments destinés à augmenter

l'élimination urinaire de l'acide urique (uricosuriques), ou à en inhiber la synthèse, peuvent ne pas être dénués d'effets secondaires qui, bien que rares, peuvent être exceptionnellement graves, risque qui ne peut être couru pour un résultat plus qu'incertain.

Si l'on veut à tout prix faire baisser un taux d'acide urique qui ne s'accompagne d'aucune autre pathologie, le régime est un préalable absolu. Il consiste en la réduction des excès alimentaires éventuels et la suppression des boissons alcoolisées. Il permet d'obtenir un fléchissement du taux d'acide urique à 10 mg/l.

L'alcoolisme chronique

En somme, conclut le docteur Guidet, en dehors de cas exceptionnels et discutables, le traitement systématique de l'hyperuricémie n'est pas justifié. Or, le coût des médicaments utilisés en France à cette fin s'est élevé en 1980 à 15 millions de francs, pour les quatre à cinq millions de sujets dont le taux d'acide urique est trop élevé dans le sang et qu'il eût mieux valu laisser en paix.

C'est à présent la grande mode : le dosage d'une enzyme (ou gamma-glutamyl-transpeptidase, ou gamma-GT) pour conclure un bilan de l'activité hépatique ou pour repérer un alcoolisme chronique. En effet, le taux de cette enzyme est élevé dans 90 % des maladies du foie ou des voies biliaires sans qu'il soit possible de savoir de quoi il s'agit exactement. Il est également élevé chez 75 à 80 % des alcooliques chroniques ; mais chez le tiers de ces alcooliques, l'indication ainsi donnée est sans valeur et, souligne le docteur V.

G. Lévy (hôpital Saint-Antoine, Paris), la supériorité de ce signe biochimique sur le simple examen clinique n'a jamais été démontrée. Son intérêt n'est apparent que pour les dépistages de masse des alcooliques, lorsque l'examen clinique est incertain.

En outre, un certain nombre de médicaments parmi les plus répandus, tels que les contraceptifs, les somnifères ou les antidépresseurs, augmentent le taux de gamma-GT, ce qui risque de déclencher une série de bilans cliniques négatifs coûteux et générateurs d'anxiété inutile. En somme, pour le docteur Lévy, la diffusion actuelle du dosage de cette enzyme paraît totalement injustifiée et entraîne des dépenses abusives pour des résultats cliniques inconsistants. Ce qui ne l'empêche pas, malheureusement, de constater une vague considérable.

Radiographier tous les poumons

Nombre des examens radiologiques pulmonaires conduits systématiquement ne sont pas justifiés, rappellent les docteurs R. Bachelier, A. Poirier et N. Brion (hôpital Laennec, Paris), et il paraît impossible que 25 % des radiographies, voire 40 % dans certaines collectivités, soit encore conduit par radiologie bien que ce procédé dangereux soit formellement interdit.

Les radiophotographies sont les plus commodes pour le dépistage des lésions pulmonaires (essentiellement la tuberculose) et leur rendement semble être d'un cas pour deux mille examens. Dix millions de personnes sont passées au radiodépis-

tage l'an passé. Il semble qu'il serait souhaitable de contraindre ces examens aux groupes à risque, pour lesquels son rendement est de beaucoup supérieur et notamment les migrants, les personnes âgées et les sujets exposés (collectivités médicales).

Tous ceux qui ont subi une intervention chirurgicale savent qu'un cliché du thorax est systématiquement demandé avant l'opération par les anesthésistes. Or, une étude portant sur mille cas chez des sujets de moins de trente ans a montré l'inutilité totale de ces radiographies pré-opératoires.

Les radiographies thoraciques, elles aussi systématiques, des patients hospitalisés pour une cause quelconque montrent que leur rendement est quasiment nul.

La force de la routine reste ainsi plus puissante que celle de la logique et de l'économie, et sans doute une campagne devrait-elle être entreprise pour la réévaluation de comportements archaïques devenus, au fil des ans, totalement automatisés.

Dr ESCOFFIER-LAMBERT.

LA MORT DU TORERO PAQUIRRI

Le courage à genoux

Francisco Rivera, dit Paquirri, un des plus grands toreros de ces quinze dernières années, a été blessé mortellement mercredi 26 septembre, au fin d'après-midi par un taureau de Salsor y Bendres, dans les arènes de Pozoblanco (Andalousie). Transporté à l'hôpital de Cordoue, il est décédé pendant la nuit de mercredi à jeudi d'une rupture de l'artère fémorale et de la veine saphène.

Né en 1948 à Barbate, près de Cadix, Paquirri était le fils d'un ouvrier navier devenu concierge de l'abattoir local. Il fut donc initié très vite à l'art du torero.

Il prend l'alternative le 11 août 1966 à Barcelone avec pour témoin Paco Camino. Depuis cette journée il s'illustra dans de nombreuses arènes, à Madrid, Séville et Bilbao notamment. Il triompha également à Arles, Bayonne, à Nîmes et à Dax, dont il était l'enfant chéri des arènes. Dans cette ville il affronta les taureaux pour la dernière fois en France le dimanche 16 septembre.

Sympathique, parfois un air boudeur vite dissipé par d'innombrables fous rires, l'Andalou possédait une parfaite connaissance du toro. Nul aficionado n'oublie sa façon d'ac-

cueillir à genoux, cape en main, la bête qui jaillissait du toril, sa pose de banderilles « a quibero », ses estocades « a recibir » et la domination physique qu'il exerçait sur les bêtes.

On a pu reprocher parfois à Paquirri ses « fautes » : stéréotypées, mais, à une époque où les arènes ont manqué de figures prestigieuses, le torero de Barbate s'est imposé comme un grand de la tauromachie. S'il acceptait de combattre les bêtes de tous les élevages andalous ou de la région de Séville, il marquait, comme tous les grands toreros, une préférence pour les « Atanasio Fernandez », qui lui permettaient de s'exprimer avec le plus de maîtrise.

Déjà trois ans, celui qui fut le gendre du célèbre Antonio Ordoñez avait quelque peu « baissé ». Une vie privée parfois difficile, la soudaine apparition de Paco Ojeda, la confirmation d'Emilio Muñoz, ne lui permettaient plus de demeurer au plus haut niveau.

Comme Joséito, Sanchez Mejías, Manolete, José Falcon, Paquirri aura payé sa gloire au prix fort.

JEAN PERRIN.

EN BREF

Edmond Simeoni, témoin aux assises des Bouches-du-Rhône

Les rumeurs troubles des mouvements clandestins avec le grand banditisme ont été évoqués, le 25 septembre, par le docteur Edmond Simeoni, ancien leader du mouvement autonomiste UPC (Union du peuple corse), cité comme témoin devant les assises des Bouches-du-Rhône, qui jugent trois hommes se réclamant de l'ex-FLNC et accusés de quatorze hold-up.

« En tant que responsable politique, j'ai su qu'Yves Loviconi et Philippe Simeoni se livraient à des hold-up et à des attentats et ce, dans le cadre d'un mouvement politique », a-t-il déclaré. Ces deux hommes ainsi que Pierre Hachimi, tous déjà condamnés pour des affaires de droit commun, revendiquent leur appartenance à l'ex-Front de libération nationale de la Corse et demandent, à ce titre, à bénéficier de la loi d'amnistie du 4 août 1981.

De leur côté, les policiers ont déclaré à la barre, le 26 septembre, que les accusés ne sont pas membres du FLNC et qu'ils étaient inconnus des services des renseignements généraux.

L'administration moins cachottière

L'administration est moins jalouse de ses secrets. Elle les livre plus facilement — même si ce n'est pas toujours spontanément — parce qu'il existe, depuis 1976, une loi qui l'oblige à le faire, mais moins partiellement. En cas de contestation, le citoyen frustré peut saisir la commission d'accès aux documents administratifs, dont le troisième rapport d'activité a été rendu public mardi 25 septembre (1).

Ce rapport note avec satisfaction que le public, les associations de consommateurs ou de défense de l'environnement connaissent mieux la loi de 1978. Lorsqu'un cas de contestation la commission tranche en leur faveur, ses avis sont mieux suivis qu'auparavant (ils le sont dans 91 % des cas). Toutes les administrations ne jouent pas le jeu. Il arrive qu'elles soient mal équipées en locaux d'accueil et en photocopies pour laisser consulter ou pour transmettre, dans un délai raisonnable, un plan d'occupation des sols, par exemple.

Cette année, la commission a essayé de faciliter l'accès des documents administratifs aux citoyens qui sont minoritaires dans les conseils municipaux. Dans un autre domaine, elle a rendu, en faveur de « Monde de l'éducation », un avis obligant les provinces à communiquer à ce journal des statistiques sur le statut de son enquête annuelle sur les résultats de l'enseignement.

B. L. G.

(1) La Documentation française, 281 pages, 90 francs.

La fin du procès des faux Mondrian

Les trois tableaux présentés comme des œuvres de Piet Mondrian, le grand artiste abstrait néerlandais mort en 1944, et achetés par le Centre Pompidou en juillet 1978, sont bien des faux, et la courrière responsable de cette transaction, M^{me} Simone Verdé, a été condamnée, le 26 septembre, par la trente et unième chambre correctionnelle à deux ans de prison avec sursis. Le critique d'art Michel Seuphor, ami intime de Mondrian, deuxième inculpé dans cette affaire, accusé de faux certificats, a été relaxé par le tribunal pour avoir agi de bonne foi.

D'autre part, les tableaux apocryphes seront remis à l'Américain Harry Holzman, héritier et légataire universel de Mondrian. Le Centre Pompidou a obtenu 1 franc de dommages-intérêts de M^{me} Verdé, en raison du préjudice moral subi (le Monde des 11 et 12 mai).

L'Italie favorable à Ariane-5

Le lanceur de satellites Ariane-5, dont l'Europe devrait disposer dans le courant des années 90, intéresse l'Italie et ses industriels. En effet, la firme Bpd-Difesa Spazio, qui fabrique certains équipements du lanceur Ariane-3, vient de faire savoir qu'elle souhaitait participer au développement des fusées d'appoint (boosters), qui pourraient équiper un des projets Ariane-5. La société italienne vient en effet d'achever, pour le compte de l'Agence spatiale européenne, une étude sur ce sujet. Les deux boosters envisagés seraient des engins à poudre de grande taille — 20 mètres de haut et 3 mètres de diamètre — fixés au corps principal du lanceur. Selon l'industriel italien, le coût unitaire de chaque fusée d'appoint devrait s'élever à environ 47,5 millions de francs.

« Mères porteuses » : le Vatican condamne. — L'Osservatore romano a condamné, le 25 septembre, la pratique des « mères de location ». « Le recours, écrit le quotidien du Vatican, de la part de couples stériles, aux mères de location est contraire à la morale de l'Eglise catholique. » « Le magistère de l'Eglise, souligne-t-il, condamne toute procréation qui ne soit pas due à l'union biologique et spirituelle des parents. » Une session scientifique sur les problèmes posés par la fécondation in vitro sera organisée au Vatican, indique-t-on à l'Académie pontificale des sciences. — (AFP.)

« Puteaux d'accord pour l'arc de triomphe de la Défense. — La ville de Puteaux (Hauts-de-Seine) a donné un avis favorable à la demande de permis de construire relative à l'édification, à la Défense, d'un arc de triomphe où doivent être installés, le Carrefour international de la communication ainsi qu'un certain nombre de services publics ou privés.

Des cerises bien gardées

Le tribunal correctionnel de Pontivy (Vil-d'Orléans) a condamné le 25 septembre M. Robert Parquet, soixante-sept ans, pompier retraité, à un an de prison avec sursis. En juillet dernier, M. Parquet avait tiré au fusil de chasse sur quatre jeunes gens qui grappillaient des cerises sur un terrain vague sans clôture de Neuville-sur-Oise, alors même que ni le terrain ni l'arbre ne lui appartenaient. L'un des jeunes gens, touché à la tête par des plombs qui n'ont pu encore être extraits, a obtenu une provision de 2 000 F, et un autre s'est vu allouer 3 000 F, au titre du préjudice moral.

De l'hexafluorure d'uranium à bord des ferry-boats

Les ferry-boats britanniques, notamment ceux de la compagnie Sealink, achèveront chaque année sur la Manche, en même temps que leurs passagers, 1 200 tonnes d'hexafluorure d'uranium, produit toxique identique à celui que renferme encore l'épave du Mont-Louis au large d'Osborne.

Cette révélation a été faite, mercredi 26 septembre, par la British nuclear fuel, compagnie nationale britannique chargée des combustibles nucléaires. L'hexafluorure d'uranium navigue entre la Grande-Bretagne, les Pays-Bas et l'Allemagne, les trois pays ayant créé une société tripartite d'enrichissement de l'uranium, l'URENCO. Le représentant de la compagnie Sealink a déclaré de son côté : « Nos règles de sécurité sont plus strictes que celles prévues par la loi. Jamais nous ne transporterons du fret dangereux pour les passagers. » Quant au repêchage des derniers fûts du Mont-Louis, il est toujours retardé par le mauvais temps sur la Manche.

Publicité

Crème antirides à l'élastine 45G = 25,50 F

La même est vendue quatre fois plus cher en emballage de luxe. Différences de prix aussi importantes pour les crèmes au ginseng, amincissantes aux algues et ferre, baits, troniques shampooings et tous produits de haute qualité mis au point pour les grandes marques par le pharmacien des Laboratoires Plantadem. De 13 à 18 h sauf samedi, à l'entresol du 58, Fig. Poissonnière (X). 246.42.88.

NOUVEAU

VOcable

Anglais:

enfin un journal en V.O.
qui offre en plus
une version française

Lire régulièrement les journaux de langue anglaise, c'est le meilleur moyen d'entretenir et de perfectionner son anglais. A condition de ne rien perdre de ce que vous lisez. Pour la première fois en France, un bimensuel vous offre en anglais une sélection de grands articles d'actualité (vie économique et sociale, événements, culture, humour...) récemment parus dans TIME, NEWSWEEK, PUNCH, THE DAILY TELEGRAPH, THE ECONOMIST... Une version française de certains mots et expressions difficiles permet la compréhension intégrale des articles. C'est nouveau. Passionnant. Et très efficace.

Pour recevoir GRATUITEMENT le premier numéro de VOcable, renvoyez le bon ci-dessous à :
VOCABLE Service abonnement/BSI, 49, rue de la Vanne, 92120 Montrouge

VOcable

l'anglais d'aujourd'hui

Envoyez-moi GRATUITEMENT et sans engagement de ma part le premier numéro de VOcable.

Nom

Prénom

Profession

Adresse

Code postal

Localité

Signature

VOCABLE Service Abonnement/BSI, 49, rue de la Vanne, 92120 MONTRouGE

261

صكرا س الامل

Le Monde

culture

THÉÂTRE

« LA DANSE DE MORT », d'August Strindberg

Bouquet, l'Acteur

La Danse de mort, de Strindberg, est une œuvre principale. Les paroles qu'échangent, deux heures durant, une femme et un homme, Edgar et Alice, la veille de leurs noces d'argent, et leur cousin Kurt, sont des paroles simples, courtes, presque terre à terre, et l'exploit est que, peu à peu, ces mots élémentaires, qui tombent avec régularité dans le silence comme des gouttes d'eau froide sur une pierre, font sourdre tout un univers, immense, de méditations, de songes, d'éclairs.

Deux époux assez âgés et un parent de passage, sans qualités ou défauts particuliers, plutôt quelconques dans leur histoire, leur tendresse ou leurs méchancetés, se jettent à la figure des vérités, des mensonges, des horreurs, des plaisanteries aussi. Il y a peu de pièces de théâtre aussi familières, aussi profanes. Il y en a peu d'aussi, disons, « métaphysiques », qui sondent, qui atteignent, les lointains de la conscience et de l'inconscient. Les plus fortes inquiétudes de la vie, et les ombres de la non-vie.

Quels que soient leurs voyages, leurs passions, leurs imaginations, les êtres que nous fait écouter Strindberg dans cette œuvre ressentent la vie comme un séjour transitoire dans un espace on ne peut plus circonscrit. Dans un temps très court, aussi, il n'auroit eu ni la place ni le temps de vivre, dans

leur vie. Il y a en eux quelque chose comme un « engouffrement » de vent qui les pousse à croire, à espérer, que leur vie n'était pas la vie. Et que tout n'est pas perdu, parce qu'ils vont, enfin, se mettre à vivre lorsque leur vie aura cessé.

Encore une fois, aucun propos philosophique, religieux, ou seulement psychologique, n'est tenu ici. Mais les intuitions les plus profondes, les analyses les plus profondes, sur la condition de vivre, ne cessent d'apparaître, brusquement, comme des mirages nets, criants, suscités par les paroles crues. La Danse de mort est, certes, un sommet du théâtre.

Le grand premier rôle de la pièce est celui du mari, Edgar, appelé aussi « le capitaine ». Des trois protagonistes, c'est lui qui a touché la mort de plus près, il pense même être allé faire un petit tour de l'autre côté, et en être revenu. Tous les grands acteurs ont voulu jouer ce rôle.

Aujourd'hui, Michel Bouquet y attache le sommet de son art. Chaque instant de sa voix, de son expression de visage, de ses attitudes d'ensemble ou de détail, est un prodige d'invention, de surprise, d'aspérités, de transposition, de subterfuge à la fois irrésistible et évident. Il est génial. Il est, dans ce rôle, une sorte d'acteur absolu. Tous les jeunes comédiens doivent aller voir ça.

Et il est assez étonnant de voir que les deux acteurs qui

jouent avec Michel Bouquet cette Danse de mort sont presque aussi fascinés par lui que nous le sommes, nous spectateurs. Juliette Carré (Alice) joue bien, la question n'est pas là, mais elle se fait toute transparente, comme pour ne pas interrompre le moindre signe qu'émite Michel Bouquet. Et l'excellent Henri Garcin, un artiste qui, pourtant, a des milliers de tours dans son sac, et qui n'a pas l'habitude de rester dans son coin, observe lui aussi une réserve respectueuse.

Le metteur en scène n'est pas, en temps normal, homme de théâtre, mais de cinéma. Néanmoins, il n'est pas surprenant que Claude Chabrol ait accompagné son vieil ami Michel Bouquet dans cette aventure de la Danse de mort, car, très souvent, dans les films de Chabrol, remonte à la surface une saignée très curieuse, ténébreuse, aiguë, éminemment « strindbergienne », de certains phénomènes psychiques propres, en particulier, à la « face cachée » de la vie, dans le couple, dans la famille. Ce sont, la plupart du temps, les moments les plus frappants des films de Chabrol. C'est Chabrol qui a écrit l'adaptation. Elle est très vivante et belle.

MICHEL COURNOT.
* Théâtre de l'Atelier, 20 h 45.

« LES FANTASTIQUES AVENTURES DU COMTE DE SAINT-GERMAIN »

Gilles Privat, comédien des métamorphoses

La mort n'a pas de prise sur le comte de Saint-Germain. Il remonte de ses cendres tel le sphinx, louchant d'un siècle à l'autre, toujours en forme, l'œil vif et la langue bien pendue. Complices, magie, chiro-mancie, cet énigmatique personnage connaît des secrets qui ne sont pas de polichinelle.

Une famille d'Américains, à la recherche de leur fils disparu dans le Sinaï, va se trouver projetée dans le temps et faire la connaissance de Saint-Germain. Leurs aventures durent six jours, ce qui leur permet de rencontrer Louis XV, Louis XVI, leurs épouses et maîtresses respectives et quelques figures du dix-huitième siècle : le chevalier d'Eon, Casanova, Choiseul, des jésuites. Une histoire qu'il est quasiment impossible de raconter, les Fantastiques Aventures du comte de Saint-Germain étant d'une complexité proche du traité d'alchimie en vieux français. Un régal pour les esprits alambiqués.

L'auteur de cette course à travers le temps est Serge Gance. La mise en scène est de Dominique Serrand. Tous deux ont succombé à la tentation de mettre en musique cette pièce de théâtre et de faire chanter des comédiens qui, vraiment, ne sont pas faits pour cela. En revanche, à dix sur une scène en forme de croix

grecque, ils changent de personnages, de voix et de sexe à une allure vertigineuse. Parmi eux, il faut remarquer Gilles Privat qui interprète à la fois Louis XV, Casanova et un ermite du nom de saint Antoine.

En roi de France, emmaillotté d'un drap d'or, Gilles Privat babil. Gobeur de mouche symbolisant le mal ennué d'une dynastie dont l'ultime représentant finira lamentablement sur l'échafaud, Casanova porte des angelines à l'horizontale au-dessus des oreilles. Il a le teint blanc du bambinard en mauvaise santé. Perle des rhumatismes, ses mains voltigent en arabesques de dernière minute. Ses jours sont comptés. Enfin, en saint Antoine, vêtu d'un pagne blanc, il prie Dieu, l'œil fixé sur des jumelles qui lui permettent de subir de loin les tentations de la chair. Un merveilleux comédien.

Les autres vont et viennent, inégalement selon les scènes qu'ils ont à jouer. Les odeurs de souffre qui devraient émaner du comte de Saint-Germain (Vincent Grais) ne sont pas assez corrosives. Les âmes du Diable et de Satan ont perdu leur pouvoir d'envoûtement.

CAROLINE DE BARONCELLI.
* Théâtre Présent, 20 h 30.

VARIÉTÉS

DANIEL BALAVOINE AU PALAIS DES SPORTS

Un chanteur populaire et singulier

L'époque a besoin de rêves. Le monde du show business l'a compris à son tour : les différents spectacles de variétés montés à Paris s'efforcent de satisfaire cette exigence. C'est, après France Gall, le cas de Daniel Balavoine, chanteur populaire et singulier qui, depuis dix ans, mène son aventure à son propre rythme d'homme tranquille. Avec des chansons émotives où la vie et l'imaginaire se mêlent, où les amours sont tour à tour heureux et malheureux, où les mots et les notes sont portés avec une tendresse un peu goulueuse et une fougue adolescente.

Mon fils, ma bataille, Supplément, Partir avant les miens, ont popularisé un chanteur qui, à la télévision et à la radio, s'est trouvé placé parfois dans des situations où il était contraint de réagir à tel ou tel événement et d'exprimer des sentiments qui, malgré les apparences, ne se confondaient pas avec des déclarations politiques.

Au Palais des sports, Daniel Balavoine a éliminé du plateau les tonnes de matériel habituelles et utilisé un dispositif scénique simple, net. Il a beaucoup travaillé à l'éclairage en partie réglé sur ordinateur, s'est servi de ce qu'il y a de mieux dans

l'électronique, dans la lumière comme dans le son, pour retrouver paradoxalement un look d'il y a quelques dizaines d'années. Le spectacle qu'il présente ainsi, entouré de Christian Padovan et d'autres solides musiciens, a le son de l'exubérance, le goût du bonheur.

Toujours en mouvement, rayonnant de santé, il est le grand copain « sympa » prompt à établir et à multiplier les rapports avec le public. La manière de donner et la façon de recevoir ne se recouvrent pas toujours. Le sens d'une chanson est parfois transgressé en atteignant le spectateur. Ainsi Je ne suis pas un héros, créé par Johnny Hallyday et chanté ensuite par Balavoine, son auteur-compositeur, est repris par les mêmes debout, et la phrase-slogan Je ne suis pas un héros signifie soudain : « On est fondus dans la masse et on est heureux d'y être. » Il y a ainsi des moments dans son tour où l'ambiguïté, la déviation de certaines chansons, peuvent susciter un malaise dont le chanteur lui-même a pris conscience, mais contre lequel il ne peut plus rien.

CLAUDE FLAOUTER.
* Palais des sports, 20 h 45.

« DUO POUR UNE SOLISTE » de Tom Kempinski

Confection

Ce sont les entretiens d'un psychiatre (Raymond Gérôme) et d'une jeune violoniste atteinte d'une sclérose en plaques (Anny Duperey) qui vient voir son médecin dans son fauteuil roulant électrique avec l'espoir d'obtenir un réconfort.

Il a fait parler de sa mère, morte assez tôt, de son père, qui fabriquait des chocolats. Nous assistons aux flottements, silences, frictions, traditions, de l'être qui souffre physiquement et moralement et de son médecin de l'âme.

Théâtre de confection habile, soignée, s'en prenant aux cordes sensibles.

Raymond Gérôme irrésistible de charisme, d'intelligence, de finesse, de tact, comme toujours. Anny Duperey bien touchante, bien mise en valeur par la mise en scène du même Raymond Gérôme.

Cela dit, rien à signaler. L'auteur, Tom Kempinski, né à Londres, a été d'abord comédien, et a joué plusieurs pièces de Shakespeare qui ne paraissent pas lui avoir trop servi de leçon.

M. C.

* Théâtre Montparnasse, 21 heures.

TROIS NOUVEAUX PENSIONNAIRES

A LA COMÉDIE-FRANÇAISE

Catherine Sauval, Jean-Yves Dubois et Jacques Debarry ont signé leur contrat de pensionnaire à la Comédie-Française, le 20 septembre.

Jacques Debarry, l'inspecteur de la série télévisée « Les cinq dernières minutes », a fait ses débuts au théâtre en 1962 dans le Tartuffe mis en scène par Roger Planchon, où il était Orgon. Il a joué depuis avec Peter Brook, Patrice Chéreau (Les Paravents), et tiendra son premier rôle dans la Bérénice mise en scène par Klaus Gruber, où il sera Paulin.

Jean-Yves Dubois, qui vient du Théâtre national de Châlons (Hernani, le Mouette) sera Maxime dans la reprise de Cinq, le 22 septembre.

Catherine Sauval, qui sort du Conservatoire, où elle a travaillé avec Denise Bonal et Jacques Lassalle, doit participer à la tournée qu'effectue la Comédie-Française en Afrique de l'est et dans les pays de l'Océan indien, avec un spectacle d'Alain Faton, Molière en liberté.

CINÉMA

« SOUVENIRS, SOUVENIRS », d'Ariel Zeitoun

Occasions manquées

(Suite de la première page.)

Au ministère de la culture, au mois de mars, après avoir entendu les inquiétudes de la Société des réalisateurs de films, après avoir examiné les dossiers, vérifié qu'il n'y avait pas d'entourloupe, on a fait ce qu'il fallait, on a laissé faire, et, oui, le film, c'était loyal. Donc, si Souvenirs, souvenirs avait tenu le pari, et relevé du bon cinéma à succès, après tout, même avec le regret que ce soit sans pitié, au moins il y aurait eu la gloire.

Or rien ne va, car non seulement le scénario d'Ariel Zeitoun ne repose que sur des recettes (recettes et recettes, c'est le même mot; mais on n'a pas encore compris que ces jumeaux étaient souvent ennemis), mais en plus il ne « fonctionne » pas (pour parler avec la vulgarité que ce genre d'entreprise appelle).

Rien ne va. Parce que, deuxième enjeu, encore plus important, le sujet était magnifique. On allait avoir notre American Graffiti. On allait retrouver nos années 60, les Platters, Johnny Hallyday, notre guerre, celle d'Algérie. Ariel Zeitoun, né en 1949 en Tunisie, une famille de six enfants, parents marchands de fruits et légumes, devenu producteur routier de la Benquière, de Coup de foudre, du Grand Carnaval, devait avoir quelque chose à dire. En cette rentrée où l'hiver arrive dès septembre pour pousser les médecins, on allait pouvoir se soigner au cinéma. Et puis non. Souvenirs, souvenirs est frustrant comme la plus belle occasion manquée.

Qu'est-ce que c'est, ce cinéma de riches où il n'y a plus une histoire mais deux ? Où on se remuait star d'un coup de gueule et d'un accord

de guitares ? Où on dit à peine « je vous aime » à son professeur de musique que déjà elle vous adore ? Où il y a tellement de bons acteurs qu'on dirait que chacun tourne un clip ?

Ah, on ne s'ennuie pas. Le petit frère est au lycée. Voyou, pas aimé de l'établissement, il cogne dans la vie, il cogne les barreaux. Il est un loup, il est un agneau. Bagnoles, chahuts, foi romantique. Le grand frère revient du service militaire. Il a été un espoir de la musique, il a une histoire avec son ancien impresario (un homme) qu'il a trompé, il en a une autre avec l'agent d'une maison de disques (une femme). Sur scène il est affilé, sur scène il est plébiscité. Marathons et hit-parades.

Les adultes sont Annie Girardot (mère des deux garçons, commerçante sur les marchés), Claude Brasseur (l'impresario), Marlene Jobert (l'agent), Philippe Noiret (le professeur). Génération intermédiaire : Jean Benguigui (employé de la mère et agent permanent du chanteur), Gabrielle Lazure (le prof de musique). Presque tout le monde est bien. Les plus jeunes, maintenant : Christophe Malavoy, qui a tenu à chanter lui-même, a un piètre jeu de jambes. C'est pourtant un comédien séduisant. Mais là, est l'apprentie idole des jeunes, pas un instant on ne vibre. Pierre-Louis Rajot, lui, au contraire, est superbe. On pourrait lui faire dire n'importe quoi, dans n'importe quelle situation. Il est sombre, il est passionné, il est vivant.

Dans un dancing, on ne bécote pas la musique pour entendre les conversations. L'échec de Souve-

nirs, souvenirs est là, dans le son : les dialogues à l'emporte-pièces, les voix, bien propres, bien nettes, les chansons, au rabais, jamais dans le rythme des images, sauf la première minute. Les images ? Zeitoun a employé la Louma, cette caméra qui donne des plans à bascule. La plus forte, c'est qu'elle ne donne aucun vertige dans les séquences de musique-hall.

Passons sur la guerre d'Algérie réduite à une escamouche de cantine avec un pied-noir, et deux ou trois allusions. Sur la pauvreté du décor, alors qu'il est signé par Jacques Buñoir, grand spécialiste de la reconstitution. Passons sur les scènes manquées, par exemple celle où Rajot dans un rock endiablé avec Gabrielle Lazure, et ils doivent danser tellement mal qu'on n'a pas filmé leurs pieds. Passons, puisque de tout cela il reste malgré tout quelque chose et pas seulement un film à lire.

Souvenirs, souvenirs se laisse voir. Souvenirs, souvenirs ne marque pas de cœur ni de chair. Si Ariel Zeitoun s'était contenté des lycéens, il aurait approfondi son travail sur la jeunesse, bonheur et malheur entrecroisés, travail qui se traduit par quelques jolies gros plans et une liberté. S'il s'était concentré sur l'ascension du chanteur, il aurait serré les boulons, creusé la relation Malavoy-Brasseur, ce dernier étant bien filmé, dans toute sa prestance et sa complexité. Prestance, complexité, que Souvenirs, souvenirs promet à chaque instant et sans cesse déçoit.

CLAIRE DEVARREUX.
* Voir les films nouveaux.

DANSE

CHORÉGRAPHIES CONTEMPORAINES

« Le lac » revu par Andy Degroat

La danse s'emballe en cette rentrée comme si toutes les compagnies voulaient forcer le mouvement avant que le prix élevé des places, la saturation du public, les compressions de budget, ne viennent casser le bel élan de l'été.

L'ouverture du Théâtre contemporain de la danse, l'opération « Jeunes créateurs », le Monde-Autrement (1), une quinzaine Espace-danse de la Ville de Paris : ce sont actuellement une vingtaine de troupes réparties dans six salles (Théâtre de Paris, Théâtre 18, Théâtre Dejazet, Ménagerie de Verre, Espace Cardin, Centre Georges-Pompidou). Plusieurs de ces compagnies sont déjà connues, comme l'Esquisse, Motus ou Contrejour. D'autres sont à découvrir.

Assez imprévu, vient se glisser Andy Degroat, prototype d'une génération de chorégraphes qui ne sont pas venus à la danse mais ont été plutôt choisis par elle. Andy Degroat aimait bien bouger sur la musique à la façon de Travolta. On l'a découvert en 1975 dans des per-

formances de « spinning » rappelant les derviches tourneurs, mais sans présentation à l'extase religieuse. Bob Wilson lui confie les intermèdes d'Eisenstein on the beach et le voilà lancé dans les pas comptés, qu'il enrichit d'une gestuelle exubérante, jusqu'au jour où il se passionne pour la danse classique.

Il en étudia fort sérieusement les mécanismes, qu'il met en pilotes pour les ramener à sa manière. Quand il présente sa version du Lac des cygnes, quelques spectateurs manquent de s'étrangler; d'autres parlent de canular. C'est en fait un hommage au chef-d'œuvre de Petipa qui ne manque ni d'humour ni de charme. Degroat s'y livre à une suite de développements où il exprime dans son propre registre les réactions suscitées par l'histoire, la topographie et l'écriture du ballet.

Ce Lac est interprété par trois danseurs : Viviane Serry, Michael O'Rourke et Andy Degroat. Dans la première partie, le chorégraphe s'approprie et détourne les figures classiques. On le voit ensuite arpenter le plateau en un jogging obstiné sur une musique disco, comme s'il adaptait le ballet original à son propre territoire. La troisième partie est peut-être le Lac des cygnes tel qu'il se passa dans sa tête, imbrogléo réjouissant d'où n'est pas exclu le fameux « pas de quatre », dansé en passexage.

MARCELLE MICHEL.

* Théâtre de Paris, jeudi 27 septembre, 20 h 30.

(1) Programme dans Le Monde Aujourd'hui daté 23-24 septembre.

■ CINÉMA ITALIEN A ANNECY. — Le Centre d'action culturelle d'Annecy, en collaboration avec le Centre culturel de Grenoble, organise un Festival : « Cinéma italien 1984 », du vendredi 28 septembre au dimanche 7 octobre. Christian Despy et Jean A. Gill ont préparé une importante sélection de films, qui tiennent compte des réalités artistiques de la cinématographie italienne actuellement en crise (réalisation de titres hérités en sélection officielle) et rappelle, par des rétrospectives et des hommages (Ferreri, Mollisch), ses diverses orientations.

DERNIÈRE : LE 7 OCTOBRE

la salle à manger

"Une pièce brillante".
"Six merveilleux comédiens".
"Courez-y !..."

PETIT MONTPARNASSE

Plus que 2 jours

DAVID BOWIE
Nouveau Disque
33 tours et Cassette
TONIGHT

A MORT DU TORERO PAQUIRRI

courage à genoux

Revera, dit Paquirri, un torero de ces années, a été blessé mercredi 25 septembre par un taureau à Barbone dans les arènes de Cordoue.

48 à Barbone, près de Cordoue, a été blessé mercredi 25 septembre par un taureau à Barbone dans les arènes de Cordoue.

l'alternative le 1 à Barbone avec pour Camano Depuis cette dansa dans de nom- à Madrid, Séville et tant, il triompha égale- Barbone, à Hérès et à l'été l'année dernière les velle à affronter les 16 septembre.

je, parfois un air bou- apé par d'invincibles nédu possédait une assurance du torero lui publiés au Japon d'ac-

Comme Josecito, Sanchez Mate Manolito Jose Falcon, Paquirri ne pavé sa gloire au pin-fon.

JEAN PERRELL

able

glais

Journal en V.O.

re en plus

on française

ment les journaux de

se, c'est le meilleur moyen

de perfectionner son

re rien perdre de ce que vous

ois en France, un bimensuel

e sélection de grands

conomique et sociale,

our...) récemment parus

EK, PUNCH, THE DAILY

ONOMIST... Une

ains mots et expressions

réhension

est nouveau.

ce.

premier numéro de VOcable, renvoyez

demain à :

1, 49, rue de la Vierge, 92120 Montrouge

nglais d'aujourd'hui

able

ne engagement de ma part le premier

le VOcable.

Signature

92, rue de la Vierge, 92120 MONTRouge

SPECTACLES

Les grandes reprises

AFRICAN QUEEN (A. v.a.) : Logis II, 9 (354-42-24).

ALEXANDRE NEVSKI (Sov. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

ALIEN (A. v.a.) : Châtelet Victoria, 11 (308-94-14) ; République cinéma, 11 (305-51-54).

L'ANNEE DE TOUS LES DANGERS (Aust. v.a.) : André Béra 13 (337-74-39) ; Boite à films, 17 (622-44-21).

L'ARNAQUE (A. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

BARRY LYNDON (Angl. v.a.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85) ; Calypso, 17 (380-03-11).

BLADE RUNNER (A. v.a.) : Studio Geland, 9 (354-72-71).

CHARULATA (Ind. v.a.) : 7 Art Beaubourg, 3 (278-34-15).

CITIZEN KANE (A. v.a.) : Calypso, 17 (380-03-11).

LES COMPTES (Fr.) : Club de l'Étoile, 17 (320-42-05).

CORRESPONDANT (A. v.a.) : Saint-André des Arts, 6 (326-80-25).

LE CRI (Il. v.a.) : Studio Bertrand, 7 (783-44-66).

CUL DE SAC (A. v.a.) : Action Christiane, 6 (328-11-30).

DELIVRANCE (A. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

LES DIABOLIQUES (Fr.) : Champso, 5 (354-51-60).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TERRE (Aust. v.a.) : L'Amazone, 9 (246-49-07).

LES DIX COMMANDEMENTS (A. v.a.) : Rex, 2 (236-83-93).

DON GIOVANNI (It. v.a.) : UGC Opéra, 17 (574-93-50) ; Cluny Palace, 9 (354-07-76) ; Gaumont Collège, 9 (359-29-46).

EDITH ET MARCEL (Fr.) : Club 13, 10 (259-62-75).

L'ENIGME DE KASPAR HAUSER (All. v.a.) : Saint-André des Arts, 6 (326-80-25).

ERENDIRA (A. v.a.) : Calypso, 17 (380-03-11).

ET DIEU CREA LA FEMME (Fr.) : Balzac, 9 (561-10-60).

EXCALIBUR (A. v.a.) : Opéra Night, 2 (296-42-56).

LA FILLE DE RYAN (Angl. v.a.) : Espace Galilée, 14 (327-95-94).

FONTAMARA (Esp. v.a.) : Latine, 4 (278-47-86).

FRITZ THE CAT (A. v.a.) : Champso, 5 (354-51-60).

GILDA (A. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

LA GUERRE DES ÉTOILES (A. v.a.) : Éclair, 13 (707-28-04).

HAIR (A. v.a.) : Boite à films, 17 (622-44-21).

HALLELUYAH (A. v.a.) : Pantheon, 9 (354-51-60).

HAMMETT (A. v.a.) : Club de l'Étoile, 17 (380-42-05).

L'HÉRITIÈRE (A. v.a.) : Raftel Quatre-vingt, 5 (326-84-65).

L'HOMME AU COMPLET BLANC (A. v.a.) : Action Boole, 9 (325-71-62).

IL ÉTAIT UN FOIS DANS L'OUEST (A. v.a.) : Capit, 2 (508-11-69).

L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85) ; Boite à films, 17 (622-44-21).

JESUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).

KAGEMUSHA (Jap. v.a.) : Contraste, 9 (325-78-37).

LA LÉGENDE DU GRAND JUDO (Jap. v.a.) : République Cinéma, 11 (305-51-54).

LIQUID SKY (A. v.a.) : Châtelet, 6 (633-10-82).

LA LOI DU SILENCE (A. v.a.) : Miroir, 17 (260-43-99).

LOS OLIVADOS (Esp. v.a.) : Latine, 4 (278-47-86).

LA MAIN AU COLLET (A. v.a.) : Saint-André des Arts, 6 (326-80-25) ; Ambassade, 8 (359-19-08).

METROPOLIS (All.) : Forum Orient Express, 1 (233-42-26) ; Saint-Germain-Huchette, 6 (633-63-20) ; Bretagne, 6 (222-57-97) ; Élysée Lincoln, 9 (359-36-14).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.) : Capit, 2 (508-11-69).

LES NUITS DE CABERIA (It. v.a.) : Champso, 5 (354-51-60).

L'OMBRÉ D'UN DOCTEUR (A. v.a.) : Action Christiane, 6 (328-11-30) ; Action La Fayette, 9 (329-79-38).

RUE CASES-NÉGÉS (Fr.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16) ; Grand Pavois, 15 (554-46-85) ; Kialto, 19 (607-87-61).

LE SALON DE MUSIQUE (Ind. v.a.) : Bonaparte, 6 (326-12-12).

SCUSCIA (It. v.a.) : Logis I, 5 (354-42-24) ; 14 Juillet Paroisse, 6 (326-80-25) ; Balzac, 9 (561-10-60) ; Action La Fayette, 9 (329-79-38).

LA SOIF DU MAL (A. v.a.) : Olympia Luxembourg, 6 (633-97-77).

LA TRACE (Fr.) : L'Amazone, 9 (246-49-07).

TRISTANA (Fr., It., Esp.) : Élysée de Bois, 9 (357-57-47).

TRISTANA A GAGES (A. v.a.) : Élysée de Bois, 9 (357-57-47).

UNE ÉTOILE EST NÉE (A. v.a.) (vers. intégr.) : Action Rive Gauche, 5 (329-44-40).

WEST SIDE STORY (A. v.a.) : Balzac, 9 (561-10-60).

ZABRISKE POINT (A. v.a.) : Studio Média, 5 (633-25-97).

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DE LA MISSION « TV-CABLE »

Les initiatives de M. Bernard Schreiner pour débloquent le plan de câblage

Ambitieux par ses promesses et ses espoirs, le plan de câblage de la France est parfois décevant par ses lenteurs. Deux ans après son annonce officielle, aucun réseau n'a dépassé le stade de l'étude de faisabilité ou de la préfiguration. Tous les partenaires font du surplace et se renvoient la balle tandis que les PTT commencent à s'inquiéter pour leur 600 millions de francs d'investissement.

À l'égale distance du gouvernement, des collectivités locales, des industriels comme des PTT, la

Mission « TV-câble » occupe une bonne place pour jouer les médiateurs. Son président, M. Bernard Schreiner, député socialiste des Yvelines et adjoint au maire de Mantes-la-Jolie, précise les initiatives qu'il compte prendre pour débloquent la situation : réforme de la loi sur la communication audiovisuelle, nouveaux mécanismes financiers pour aider la création, appels d'offres auprès des producteurs et des industriels. L'objectif : faire de 1985 l'année de démarrage réel des réseaux.

On a l'impression que la situation du câble est à nouveau bloquée : pas de décision financière des collectivités, pas de câblage et pas d'investissements dans les programmes. Tout cela, semble-t-il, parce que les décrets définissant les règles de l'exploitation des réseaux ne sont toujours pas sortis.

Sur le plan réglementaire, vous savez que le Conseil constitutionnel nous renvoie devant le Parlement pour compléter la loi de juillet 1982. Je vais moi-même dès le 2 octobre déposer un projet de loi, définissant les limites d'un réseau local qui ne pourra excéder un bassin de 60 kilomètres et deux départements. Pour ce type de réseau, c'est la Haute Autorité de la communication audiovisuelle qui délivrera les autorisations d'exploitation. Au-delà, ce sera l'affaire du gouvernement. La loi une fois complétée, les décrets d'application, qui sont en grande partie déjà rédigés, pourront sortir sans tarder.

Mais on a tort de craindre un retard général. Malgré le scepticisme de beaucoup, la Mission « TV-câble » a gagné son pari sur les programmes. Hier on parlait à propos du câble d'autoroutes vides ; aujourd'hui il faut bien reconnaître que les programmes sont en avance sur la technique.

Vous faites allusion à vos fameuses deux mille heures ?

— Nous disposons d'un catalogue de 2.640 heures de programmes de toute nature, rassemblés et transférés sur support vidéo par une vingtaine d'entreprises publiques et privées. Ce catalogue sera présenté au VIDCOM (1) et consultable par télématique. C'est un fonds minimum, un seuil psychologique à partir duquel les réseaux peuvent commencer à bâtir leur programmation locale. J'en ai fait moi-même l'expérience concrète lors de la semaine de préfiguration de Mantes-la-Jolie : on peut « habiller » localement les produits de ce catalogue pour faire une programmation originale.

Mais au-delà du catalogue, les réseaux ont besoin de programmes « clés en main » : une chaîne de films, une chaîne musicale ou des ensembles thématiques sur la vie quotidienne. C'est le travail de la Mission pour l'année qui vient. Nous allons signer au VIDCOM des protocoles d'accord avec quatre sociétés privées sur des services programmés du type de ceux que je viens de citer. Dans d'autres secteurs (enfants, formation, culture scientifique et technique, etc.) nous n'avons pas encore reçu de propositions satisfaisantes. Fin octobre, nous lancerons, avec le ministère de la culture et le secrétariat d'État

chargé des techniques de la communication, un appel d'offres publics.

Comment financer ces programmes en l'absence de recettes provenant des réseaux ?

— Nous avons calculé que le prix de ces services ne pouvait dépasser 8 francs par abonné et par mois. Il y a une période très difficile avant que le câble représente un marché assez important. Nous allons proposer une réforme du fonds de soutien à la création audiovisuelle qui, au lieu d'aider des programmes au coup par coup, pourrait aider certaines entreprises à développer un plan de production sur des critères de qualité.

Il ne faut pas oublier non plus que la publicité et surtout le sponsoring, représentent un complément de financement appréciable. La Mission a conduit dans ces domaines quelques études et va s'efforcer de repérer toutes les sources de financement. Enfin, certains éditeurs peuvent songer à amortir leurs programmes sur les réseaux câblés européens, via le satellite. Hachette, par exemple s'intéresse de très près à une telle hypothèse.

N'avons-nous pas pris un certain retard par rapport aux chaînes britanniques par satellite, qui démarrent déjà les réseaux français ?

— Les initiatives de Thorn EMI et de quelques autres ont le mérite d'avoir fait réagir les producteurs français. Ils comprennent enfin qu'il ne faut pas attendre que soient installés un million de prises pour commencer à produire. Les récentes décisions du gouvernement contribuent également à cette mobilisation. Quatre canaux sur le satellite TDF 1, la télévision du matin, la Régie française des espaces, autant de nouveaux espaces qui vont relancer la production publique ou privée et servir le câble. Plus il y aura de programmes et de chaînes disponibles, plus on s'apercevra que le réseau câblé est le seul support d'avenir, économique, fiable et de grande capacité.

La presse critique

« A quelle échéance est-ce que vous allez commencer à travailler ? Vous semblez tout à l'heure vous inquiéter du retard de la technique... »

— Je ne doute pas de la volonté de la direction générale des télécommunications, qui en a les moyens, d'accroître la mise en place des réseaux câblés. Mais en 1984 on y a posé aucune fibre. Il faut maintenant dépasser le stade des études et faire de 1985 l'année du départ réel de la vidéocommunication. Il est nécessaire de choisir quatre ou cinq villes candidates et d'arriver très vite dans chaque site à une masse

« Télécadre 85 » sera donc la manifestation pour laquelle le vrai démarrage des réseaux ?

— « Télécadre 85 » aura lieu en 1985 dans le cadre du Festival international Son et Image à Paris. C'est un pari sur la jonction avec les industriels, mais aussi sur l'ouverture au grand public. Le premier travail de la Mission a été de sensibiliser les décideurs. Aujourd'hui nous passons à une deuxième phase, plus pédagogique et plus commerciale, vis-à-vis du grand public. Une sorte de second souffle pour lequel nous bénéficions du soutien total de nos partenaires ministériels et d'arbitrages budgétaires plutôt favorables.

Propos recueillis par JEAN-FRANÇOIS LACAN

(1) Le prochain Marché international de la vidéocommunication, le VIDCOM, se tiendra à Cannes du 13 au 17 octobre.

COMMUNICATION

A VOIR

Et le malade ?

Les professionnels de thérapies parallèles ont mauvaise presse. La médecine officielle a tendance à voir en eux des charlatans, de simples marchands. Mais le fait est là : pour ceux qui se savent condamnés, ces « soigneurs » non reconnus peuvent apparaître comme un ultime recours.

S'il n'est pas nouveau, le phénomène continu de susciter des polémiques. Sans apporter de réponses satisfaisantes, le magazine « Vendredi », qui est consacré à ce problème sous le titre : « Médecines parallèles ou charlatans ? », a toutefois le mérite et le courage de poser clairement un certain nombre de questions : pourquoi, aujourd'hui encore, ces médecines parallèles ne sont pas systématiquement soumises à expertise officielle ? Pourquoi encore, leur mise en vente semi-clandestine, voire clandestine, bénéficie depuis longtemps d'une tolérance des pouvoirs publics ?

Sur un sujet aussi sensible, il était normal qu'André Campana et Jean-Marie Perissin (qui a réalisé l'enquête) s'entourent de précautions. La mise en garde contenue dans l'avertissement qui précède le film précise que « ce dossier ne saurait en rien être une approbation de la valeur des traitements exposés, dont aucun d'eux n'a été expérimenté officiellement ni n'a reçu d'autorisation de mise sur le marché ». La préface sur le pla-

teau et les commentaires de deux spécialistes médicaux, les professeurs Michel Boiron (chef du service d'hématologie de l'hôpital Saint-Louis) et Henri Laborit, loin de servir de caution, offrent un contrepoint aux arguments avancés par ces « confrères » qui sentent le souffre.

Les témoignages de malades montrés dans l'émission sont souvent bouleversants. Devant ce désarroi et cette souffrance humaine, les professeurs Boiron et Laborit n'hésitent pas à reconnaître les « insuffisances » des thérapies classiques malgré les immenses progrès accomplis. Ils admettent aussi, sans détour, que trop de médecins « se préoccupent davantage de la maladie que du malade » et usent même du terme d'« abandon » pour qualifier certaines attitudes devant des cas de cancers en phase terminale. Ils se refusent, enfin, à ne pas tenir compte d'un « Irrationnel » que nul, selon eux, n'est en droit de condamner.

Autant de remarques en question qui, mieux que des certitudes — et il y en a d'assez, mal à propos, dans cette enquête, par ceux qui défendent leurs méthodes de soins — peuvent ouvrir la voie à une meilleure réflexion.

ANITA RIND.

★ Magazine « Vendredi », vendredi 28 septembre, FR 3, 20 h 35.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT NOMMÉ DIRECTEUR DE L'AGEFI-NOUVEAU JOURNAL

La société AGEFI-Nouveau Journal — dont le PDG, depuis mars dernier, est M. Bruno Bertex — vient de procéder à plusieurs recrutements et nominations. C'est ainsi que notre collaborateur Jean-Michel Quatrepoint devient directeur général de l'AGEFI (Agence économique et financière) et du quotidien *Le Nouveau Journal*.

Cinq journalistes des *Échos* — M. Lubka Stéphane et Jacqueline Mattei, M. Jacques Jublin, Arnaud Rodier et Jean-Philippe Vidal — rejoignent l'équipe du *Nouveau Journal*. M. Jacques Jublin, avec le titre de rédacteur en chef. La spécialisation de ces journalistes confirme et illustre la volonté de M. Bertex de rendre, en la renforçant, sa vocation première au *Nouveau Journal*, quotidien économique et financier. Ces transferts devraient prendre effet dans les prochains semaines.

INÉ le 23 juin 1944 à Paris, Jean-Michel Quatrepoint est diplômé du Centre de formation des journalistes. Rédacteur au *Journal des Finances* en 1968, il entre au service financier des *Échos* en janvier 1970, puis au service économique du *Monde* en septembre 1973. Il est l'auteur, avec Jacques Jublin, de l'ouvrage *French Ordinateurs* (Alain Moreau, éd., 1976).

Des chiffres et des lettres : un *Compagnon de la chanson* remplacera *Max Favallet*. — Jo Frachon, l'un des neuf *Compagnons* de la chanson, succédera à Max Favallet au poste d'« arbitre des mots » de l'émission d'Antenne 2. *Compagnon* de la chanson depuis quarante ans, Jo Frachon est aussi un cricricriste averti : il signe chaque semaine des grilles dans *France-Dimanche*. Jo Frachon enregistrera sa première émission le 12 octobre et devrait apparaître à l'antenne à partir de novembre.

TRANSIT INTERNATIONAL AUTOMOBILES-BAGAGES

U.S.A. - CANADA - ALGÈRE - TUNISIE MAROC - AFRIQUE - DOM-TOM MOYEN ORIENT etc.

TOUTES DESTINATIONS

CARSHIP S.A. 11500-03-04 20, rue Le Sueur - 75116 Paris

QUAND « LE FIGARO » S'ACHÈTE LUI-MÊME

Les fidèles lecteurs de *L'Aurore* — ils sont encore une vingtaine de mille sur Paris — seront peut-être surpris d'apprendre que le titre de leur quotidien préféré vient d'être racheté officiellement par le *Figaro*. Une feuille d'annonces légales, les *Affiches parisiennes*, précise que « la société des Éditions France livre, société anonyme au capital de 101.000 F, a été vendue à la société du *Figaro* (...) le fonds de commerce, d'édition et de vente du quotidien *L'Aurore*, comprenant l'enseigne (...) le titre *L'Aurore* ainsi que le matériel de service *L'Aurore*, moyennant le prix de 1 million de francs ».

Tout arrive à l'heure, depuis septembre 1978, époque à laquelle M. Robert Hérant avait engagé le processus de couplage publicitaire *L'Aurore-France Soir*, puis l'absorption rédactionnelle progressive de *L'Aurore* par le *Figaro* à partir de juillet 1979, jusqu'à l'identification totale depuis 1983, rien n'était réglé officiellement. Le même produit était vendu sous deux étiquettes différentes.

Qui prétendait que la loi imposant la transparence des capitaux investis dans la presse était inutile ? Et à qui revenaient les bénéfices de *Paris-Turf*, autre quotidien des Éditions France livre ?

C. D.

(Publié)

Dans le cadre d'une restructuration de l'assortiment, nous mettons à disposition les droits de fabrication et de vente valables au niveau mondial d'un programme complet de

MACHINES DE MARQUAGE DE ROUTES

Cette offre est d'un intérêt particulier pour les entreprises déjà actives dans le domaine commercial et qui disposent d'une organisation de vente internationale.

Les intéressés sont priés de s'adresser au chiffre 41-575/30 Publications, CH-8401 Winterthur.

ESPACE PIERRE CARDIN

OFFENSACH ORPHEE AUX ENFERS LAVELLI

D'AUTOMNE A PARIS ORNETTE COLEMAN PRIVEE TIME

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

THEATRE SOCIAL DE LA RUE CAPECE

DU 1^{er} AU 5 FÉVRIER 85 GRAND NEGRES - PARIS

EXPOLANGUES 85

2^e salon des langues et de la communication internationale

UN EXCEPTIONNEL RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES

Réservez dès maintenant votre place à EXPOLANGUES 85.

Un salon qui, par la qualité de ses visiteurs, la richesse des événements publics et professionnels qui s'y déroulent, attire chaque année de plus en plus de décideurs et devient pour vous un exceptionnel tremplin commercial.

MATÉRIELS AUDIOVISUELS - RECHERCHE - ENSEIGNEMENT/FORMATION ET INFORMATION - TRANSCRIPTION/INTERPRÉTATION - ÉDITION - SÉJOURS ET STAGES LINGUISTIQUES - LIBRAIRIES SPÉCIALISÉES - RELATIONS INTERNATIONALES

Pour tous renseignements contactez :

COMITÉ DES EXPOSITIONS DE PARIS - AGENCE MARC MELLAN - COMMISSAIRE GÉNÉRAL

7 rue Cochin - 75121 PARIS CEDEX 16 - Tél. (1) 50 54 37 - Fax 67 99 7

TWA vers et à travers les USA

Paris, France - Boston, Massachussets: 3.550 F.

Vol quotidien de Paris CDG1 au prix le plus bas. TWA dessert également plus de 60 villes à l'intérieur des États-Unis.

Tarif Super Apex de 14 à 60 jours.

Vous plaire nous plaît.

TWA

COMMUNICATION

Jeudi 27 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Série : La terre et le moulin**
de G. Coulonges, réal. J. Etard. Avec A. Turrel, B. Malatier, L. Bayon...
Après la mort de Léo, désormais seule pour mener l'exploitation agricole, Marie-Paule, repêlée sur elle-même, se replonge dans ses souvenirs. Brusquement elle rencontre Raymond, son premier amour. Presque compagne, conflits de génération. Troisième et dernière partie.

21 h 30 **Magazine : Édition spéciale.**
Une émission de la rédaction de TF 1, proposée par A. Sinclair.
Premier mandat de la rentrée : autour de la liberté de la presse, avec M^{me} Françoise Giroud. Le point sur le polémique autour du projet de loi. Des documents sur la presse en URSS, au Chili, aux États-Unis et en Allemagne fédérale. M. Georges Fillard, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, assiste à un débat à la fin de l'émission.

22 h 50 **Journal.**

23 h 05 **C'est à dire**

23 h 10 **Études à la Une.**
Émission présentée par F. Mitterrand.
Un dessin animé d'actualité : « Le Roi des singes contre l'Empire céleste ». (Rediffusion).

0 h 45 **Cignotant.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Série : La Vallée des poupées.**
D'après J. Susann, réal. W. Grauman, avec C. Hicks, L. Hartman, V. Hamel...
Anne et Léo étaient le couple de Nelly. Jennifer quitte Paris et se rend à Los Angeles où elle est engagée comme modèle vedette dans une boîte de produits de beauté. Nelly rompt avec Teddy Casablanca.

21 h 40 **Résistances : spécial Andreï Sakharov et Hélène Bener.**
Magazine de B. Langlois.
Un film sur Andreï Sakharov et Hélène Bener, réalisateur à Gorki, la ville interdite aux étrangers, où le prix Nobel de la paix et son épouse vivent leur exil intérieur. Un document sorti d'URSS dans des conditions curieuses, par l'intermédiaire d'un « journaliste » soviétique, spécialiste de l'association en direction du camp occidental, relayé par un groupe de presse allemand. Avec un certain nombre d'invités : Tatiana Yankelitch (la belle-fille de A. Sakharov), Edouard Lozansky, physicien russe en exil aux États-Unis, Laurent Schwartz, prix Nobel de physique et membre actif du Comité Sakharov, et la violoniste Mark Orobinsky. (Le Monde du 27 septembre).

22 h 50 **Histoires courtes.**
« Le sang », de J. Rouzel ; « Homicide by night », de G. Krawczyk.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

23 h 20 **Journal.**

23 h 40 **Bonsoir les clips.**

20 h 35 **Ciné-Passion**
Émission de M. C. Barault.

20 h 40 **Cinéma : La Cité des femmes.**
Film italien de F. Fellini (1980), avec M. Magliozzi, E. Manni, A. Puccini, B. Stegani, L. Silvestri, S. Tassari.
Un quinquagénaire drogué mil une belle inconnue rencontrée dans un bar, tombe au milieu d'un congrès féministe et d'une fête orgiaque. Nouvelle création anatomographique de Fellini : un voyage onirique dont la mise en scène suit la logique du rêve, pour faire apparaître le désordre du monde de l'auteur. Lui qui a peuplé ses films de créatures féminines répondant à ses fantasmes se pose des questions sur les femmes d'aujourd'hui et ce qu'il découvre d'elles.

23 h **Journal**

23 h 20 **Une bonne nouvelle par jour.**
La nuit.

23 h 25 **Prélude à la nuit.**

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5 **L'histoire de France en BD.**

17 h 10 **Insolite.**

17 h 40 **Série : La saga des Copeaux.**

18 h 10 **Faustique : Dymastie.**

18 h 55 **Dessin animé : Bulle.**

19 h **Série : Une colonne à la cing.**

19 h 15 **Informations.**

19 h 50 **Atout P.C.**

FRANCE-CULTURE

20 h 30 **Nouveaux répertoires dramatiques : « Rosebottom », d'Yves Reyman, avec P. Chesnais, J. Stollers ; entretiens avec l'auteur.**

22 h 30 **Nuits magiques : Le Havre, nouveau monde ; les oreilles d'Amman ou les juifs du pape.**

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Le temps de jazz : bio-act de J.-R. Masson.**

21 h **Concert (donné en l'église Saint-Jean de Strasbourg) : « Sinfonia », de Focroulle ; « Jeus Christus », de Scheldeman ; « Orion », de Boscon ; « Mobile », de Decout ; « Récit d'un voyage », de Bocmans ; « Offertoire », de Griguy ; « Organum IV », de Dumas, par le trio de percussion de l'Ensemble de musique nouvelle de Liège et B. Focroulle, orgue.**

23 h **Les séries de France-Musique : moments d'Alcaï.**

Vendredi 28 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 20 **TF 1 Vision plus.**

11 h 50 **La une chez vous.**

12 h **Faustique : Nana le berger.**

12 h 30 **Variétés : La bouteille à la mer.**

13 h **Journal.**

13 h 45 **A pleine vie.**

18 h **Dessin animé : Woody Woodpecker.**

18 h 10 **Le village dans les nuages.**

18 h 30 **Magie Hall, de Gérard Majas.**

18 h 15 **Émissions régionales.**

19 h 40 **Cocorococoboy.**

20 h **35 Salut les Mickey.**
Émission proposée par C. Izard.
Avec France Gall, Philippe Laval, Dany Franck ; des dessins animés et le clip de Michael Jackson tourné en 1980 à l'occasion du 25^e anniversaire de Disneyland, etc.

21 h 50 **Multifoot (et à 22 h 45).**
Nouvelle émission présentée par Thierry Roland. Après des variétés (avec Julien Clerc pour le premier numéro), des extraits des matches du championnat de France de football, en direct.

22 h 30 **Journal.**

23 h 30 **Cignotant.**

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 **ANTOPE.**

12 h **Journal et météo.**

12 h 10 **Jeu : l'Académie des neuf.**

13 h 45 **Journal.**

13 h 30 **Faustique : Les amours des années 50.**

13 h 45 **Aujourd'hui la vie.**

14 h 50 **Série : L'homme à l'archivée.**

15 h 45 **Repiéché : Mol... je.**
Magazine de B. Bouthier (diffusé le 19 sept.).

17 h 45 **Itinéraire de S. Richard.**

18 h 45 **Récré A 2.**

18 h 30 **C'est la vie : les rumeurs.**

18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**

19 h 15 **Émissions régionales.**

19 h 40 **Le théâtre de Boulevard.**

20 h **Journal.**

20 h 35 **Série : Pénalités originales.**
« On ne se quitte jamais », d'après A. Roy Casarès, adapt. P. Lainé, réal. P. Bureau.

21 h 30 **Apogées**
Magazine littéraire de B. Pivot.
Spécial Marguerite Duras, l'auteur de Hiroshima mon amour, à l'occasion de la sortie de son livre L'Amant. L'écrivaine, cinéaste, metteur en scène de théâtre, répondra en direct aux questions de Bernard Pivot.

22 h 45 **Journal.**

22 h 55 **Ciné-club : Zéro de conduite.**
Film français de J. Vigo (1932), avec J. Dasté, R. Le Flon, Delphin, C. Goldstein, G. Fruchon.
Trois pensionnaires d'un collège de province, brimés par le système d'éducation, organisent une révolte. Vigo, jeune cinéaste à l'esprit anarchiste et surréaliste, donne raison aux enfants contre les adultes et la morale officielle. Ce film de rébellion et de poésie, tourné dans des conditions artisanales, fut interdit par la censure jusqu'en 1946. Depuis il a fait son chemin.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

Demain 13 h 30 sur FR3
« Bougez-vous la santé » avec
ACTION
le magazine de la
Mutualité Française

17 h **Télévision régionale.**

Programmes autonomes des deux régions.

18 h 55 **Dessin animé : Inspecteur Gadget.**

20 h **8 Les jeux.**

20 h 30 **D'accord pas d'accord (INC).**

20 h 35 **Vendredi : Médecines parallèles.**
Magazine d'information d'André Campana. Enquête J.-M. Perthus.
Médecines parallèles : charlatans ou précurseurs.

21 h 30 **Le dessin.**

21 h 35 **Émissions de variétés de P. Daniel et C. Rastelin.**

22 h 5 **Journal.**

22 h 45 **Une bonne nouvelle par jour, de Brian Lalonde.**

22 h 50 **Prélude à la nuit.**
« Concerto pour harpiste, violon et orchestre », de Bach.

FRANCE CULTURE

12 h 5 **Nous tous chers : l'année du bac.**

12 h 45 **Pasoramas.**

13 h 30 **On commença... Classique ou moderne.**

14 h 10 **Un livre, des voix : Dernières nouvelles du monde, d'Anthony Burgess.**

16 h 3 **Commentaire des radicaux politiques de langue française : les larves d'Ulysse.**

16 h 35 **Les rencontres de Robinson : avec Jacques Grinbert, directeur-fondateur de « Musique en Sorbonne ».**

18 h 30 **Prévisions régionales : « Les Oignons », « Le Paraphase », « Le Cafard », de Robert Flageol ; « Le Défilé », de R. de Oubaldi.**

19 h 30 **Les grandes avenues de la science moderne : la photosynthèse.**

20 h **Histoire-actualité : l'automobile à cent ans.**

20 h 30 **Quelle technologie pour l'Afrique ?**

21 h 50 **Musique : carte blanche à Alain Louvier.**

22 h 30 **Nuits magiques : Le Havre, nouveau monde.**

FRANCE-MUSIQUE

12 h 5 **Concert (Printemps de Prague 1984) : œuvres de Dvorak, par l'Orchestre de la Philharmonie tchèque, dir. V. Neumann.**

13 h 32 **Les chants de la terre.**

14 h 2 **Repères contemporains : Carlos Roque Alaina.**

14 h 30 **D'une oreille à l'autre : Verdi.**

17 h **FM à Strasbourg : Flapflap.**

18 h **Concert.**

19 h 35 **Le temps de jazz : le clavier bien tempéré.**

20 h **Concert (en direct de Stuttgart).**

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 28 SEPTEMBRE

— M. Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, est l'invité de l'émission « Inter-Matin », sur France-Inter, à 7 h 40.

Citroën BX. 57.200 F

Equipements de série : 4 freins à disque. Feux de croisement et route à l'auto. Rétroviseur extérieur réglable de l'intérieur. Lunette AR chauffante. Serrure trappée à essence. Banquette AR rabattable (dossier). Boquer AR. Prise diagnostic. Prix de vente main. Tâché au 1^{er} juillet 1984.

Chooohhh J'achète!

LE CARNET DU Monde

Naissances

— Alexandre Battesti a la joie d'annoncer la naissance de son petit frère.

Remerciements

Nicolas JABBOUR, conseiller d'ambassade, survient à Lille, le 21 septembre 1984, à l'âge de quarante-six ans.

9, boulevard des Dictionnaires, 59000 Lille.

Ministère des affaires étrangères, Beyrouth, Liban.

— M^{me} Edmond Marty, son épouse, M. et M^{me} Jean Marty, le docteur et M^{me} Jean-Pierre Heide, M^{me} Philippe Marty, M. et M^{me} Pierre Marty, ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Ridin, Vergnes, Jarronnes, Manolat, Delmas, Bachelot et Cayot ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Edmond MARTY, née Jeanne Elzé, survenue le 24 septembre.

1, villa du Docteur-Serre, rue Debrance, 94300 Vincennes.

— M^{me} Bernard Supervielle, son épouse, Ses enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Bernard SUPERVIELLE, le 15 septembre 1984, à Montevideo (Uruguay).

Avenue Brasil 3050, Montevideo (Uruguay).

— M. et M^{me} Jean-Claude Collin-Simard, M^{me} Lucien Lévy, M. et M^{me} René Wiesner, M^{me} Jean Wiesner, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Leroy et sa fille, M. et M^{me} Bernard Delpech et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

André WISNER, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenue le mercredi 26 septembre 1984.

[Né le 4 août 1913 à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), Jean-Raymond Giacosa, administrateur de biens depuis 1945, avait été élu notaire, avait été élu pour la première fois conseiller municipal de sa ville natale en 1945. Devenu deuxième adjoint en 1953, puis premier adjoint en 1955, il avait succédé, lors des élections municipales de mars 1983, comme maire à Pierre Stenwig, ancien député RPR, décédé le 24 août 1983. Jean-Raymond Giacosa (sans étiquette, favorable à l'opposition) était au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur d'autre part, il avait été président de chambre au tribunal de commerce d'Antibes de 1964 à 1968.]

TÉMOIGNAGE

Richard Roos

Richard Roos, qui vient de mourir à l'âge de soixante et un ans (le Monde du 5 septembre), aura marqué par son enseignement, à Nancy, plusieurs générations de germanistes.

Il fut premier de la première agrégation d'allemand d'après guerre ; juste après avoir combattu, d'abord comme résistant, ensuite comme militaire, sous les ordres de De Lattre. Professeur de lycée à Poitiers, puis à Rouen, il succéda, en 1959, au doyen Pierre Grappin (déjà la Sorbonne) dans la chaire de littérature allemande de la faculté des lettres de Nancy.

Malgré l'irréparable blessure que lui avait causée la perte de ses parents, morts en déportation, Richard Roos, profondément imprégné de culture germanique, sut communiquer à ses disciples ce que celle-ci avait de meilleur. Sa vive intelligence, son humour surtout, une causticité innée qui « piquait mais ne mordait jamais », le rendaient proche de ses étudiants.

Arrivé à Nancy, Roos avait pratiquement terminé une thèse sur Nietzsche et Epicure, préparée sous la direction de Pierre-Maxime Schuhl. L'enseignement qu'il voulut des plus exigeants, la direction de la thèse et très acceptante propédeutique de l'époque, retardèrent une soutenance pourtant imminente. Un livre sur le même sujet, publié alors à Bruxelles, fit que ces pages sur Nietzsche, denses et brillantes, restèrent malheureusement inédites.

L'ami qui nous fit pendant de nombreuses années m'autoriser, je crois, à apporter ce témoignage sur un homme d'une exemplaire rectitude et d'une autorité morale et scientifique qui lui valaient l'estime de tous.

CAROL HEITZ, professeur à l'université de Paris X-Nanterre, président honoraire de cette université.

Naissances

— Danielle Jabbour-Villemeant. Ainsi que sa famille de France et du Liban ont le plaisir de faire part du décès de

Nicolas JABBOUR, conseiller d'ambassade, survenue à Lille, le 21 septembre 1984, à l'âge de quarante-six ans.

9, boulevard des Dictionnaires, 59000 Lille.

Ministère des affaires étrangères, Beyrouth, Liban.

— M^{me} Edmond Marty, son épouse, M. et M^{me} Jean Marty, le docteur et M^{me} Jean-Pierre Heide, M^{me} Philippe Marty, M. et M^{me} Pierre Marty, ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Ridin, Vergnes, Jarronnes, Manolat, Delmas, Bachelot et Cayot ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Edmond MARTY, née Jeanne Elzé, survenue le 24 septembre.

1, villa du Docteur-Serre, rue Debrance, 94300 Vincennes.

— M^{me} Bernard Supervielle, son épouse, Ses enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Bernard SUPERVIELLE, le 15 septembre 1984, à Montevideo (Uruguay).

Avenue Brasil 3050, Montevideo (Uruguay).

— M. et M^{me} Jean-Claude Collin-Simard, M^{me} Lucien Lévy, M. et M^{me} René Wiesner, M^{me} Jean Wiesner, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Leroy et sa fille, M. et M^{me} Bernard Delpech et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

André WISNER, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenue le mercredi 26 septembre 1984.

[Né le 4 août 1913 à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), Jean-Raymond Giacosa, administrateur de biens depuis 1945, avait été élu notaire, avait été élu pour la première fois conseiller municipal de sa ville natale en 1945. Devenu deuxième adjoint en 1953, puis premier adjoint en 1955, il avait succédé, lors des élections municipales de mars 1983, comme maire à Pierre Stenwig, ancien député RPR, décédé le 24 août 1983. Jean-Raymond Giacosa (sans étiquette, favorable à l'opposition) était au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur d'autre part, il avait été président de chambre au tribunal de commerce d'Antibes de 1964 à 1968.]

Remerciements

Nicolas JABBOUR, conseiller d'ambassade, survient à Lille, le 21 septembre 1984, à l'âge de quarante-six ans.

9, boulevard des Dictionnaires, 59000 Lille.

Ministère des affaires étrangères, Beyrouth, Liban.

— M^{me} Edmond Marty, son épouse, M. et M^{me} Jean Marty, le docteur et M^{me} Jean-Pierre Heide, M^{me} Philippe Marty, M. et M^{me} Pierre Marty, ses enfants, Ses petits-enfants, Les familles Ridin, Vergnes, Jarronnes, Manolat, Delmas, Bachelot et Cayot ont le plaisir de faire part du décès de

M^{me} Edmond MARTY, née Jeanne Elzé, survenue le 24 septembre.

1, villa du Docteur-Serre, rue Debrance, 94300 Vincennes.

— M^{me} Bernard Supervielle, son épouse, Ses enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Bernard SUPERVIELLE, le 15 septembre 1984, à Montevideo (Uruguay).

Avenue Brasil 3050, Montevideo (Uruguay).

— M. et M^{me} Jean-Claude Collin-Simard, M^{me} Lucien Lévy, M. et M^{me} René Wiesner, M^{me} Jean Wiesner, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Leroy et sa fille, M. et M^{me} Bernard Delpech et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

André WISNER, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenue le mercredi 26 septembre 1984.

[Né le 4 août 1913 à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), Jean-Raymond Giacosa, administrateur de biens depuis 1945, avait été élu notaire, avait été élu pour la première fois conseiller municipal de sa ville natale en 1945. Devenu deuxième adjoint en 1953, puis premier adjoint en 1955, il avait succédé, lors des élections municipales de mars 1983, comme maire à Pierre Stenwig, ancien député RPR, décédé le 24 août 1983. Jean-Raymond Giacosa (sans étiquette, favorable à l'opposition) était au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur d'autre part, il avait été président de chambre au tribunal de commerce d'Antibes de 1964 à 1968.]

— M^{me} Bernard Supervielle, son épouse, Ses enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

M. Bernard SUPERVIELLE, le 15 septembre 1984, à Montevideo (Uruguay).

Avenue Brasil 3050, Montevideo (Uruguay).

— M. et M^{me} Jean-Claude Collin-Simard, M^{me} Lucien Lévy, M. et M^{me} René Wiesner, M^{me} Jean Wiesner, ses enfants et petits-enfants, M^{me} Leroy et sa fille, M. et M^{me} Bernard Delpech et leurs enfants, ont le plaisir de faire part du décès de

André WISNER, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945, survenue le mercredi 26 septembre 1984.

[Né le 4 août 1913 à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), Jean-Raymond Giacosa, administrateur de biens depuis 1945, avait été élu notaire, avait été élu pour la première fois conseiller municipal de sa ville natale en 1945. Devenu deuxième adjoint en 1953, puis premier adjoint en 1955, il avait succédé, lors des élections municipales de mars 1983, comme maire à Pierre Stenwig, ancien député RPR, décédé le 24 août 1983. Jean-Raymond Giacosa (sans étiquette, favorable à l'opposition) était au conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur d'autre part, il avait été président de chambre au tribunal de commerce d'Antibes de 1964 à 1968.]

Remerciements

— Paris (75012).
Coulances (50200).
M. Maurice Savary, son épouse, Et sa famille, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

Jeanine SAVARY, née Hog, remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine.

— Le 28 septembre 1983, dans sa dix-neuvième année,

Jean Emmanuel MARTIMOR nous a quittés.

Ses parents, Sa famille, Ses amis, demandent une pensée affectueuse à ceux qui l'ont connu et aimé, et demeurent fidèles à son souvenir.

— Il y a cinq ans disparaissait,

Yves MAUVAIS. Vous qui l'avez connu, estimé, aimé, souvenez-vous.

— La traditionnelle cérémonie religieuse de l'Église, dédiée aux victimes sans sépulture de la déportation, aura lieu le dimanche 30 septembre 1984, à 11 heures précises, au Mémorial du Martyr Juif Inconnu, 17, rue Geoffroy-l'Amier, 75004 Paris.

Allocution de M. Claude Kolman, vice-président du Mémorial, et de M. Mordechai Lerman.

Prêtres de M. le rabbin Toulon ; et de M. Benie Kagan, ministre officiant.

— Pour le premier anniversaire du rappel à Dieu de

M. Camille ERNST, préfet honoraire.

— Une messe sera célébrée le mardi 2 octobre, à 18 heures, en la chapelle des Pères-Capucins, 44, rue Molitor, Paris-16^e.

— Pour célébrer le deuxième anniversaire de la disparition du président martyr

Bechir GEMAYEL, une messe sera célébrée dimanche 30 septembre, à 11 heures, en l'église Notre-Dame-de-Libai, 15, rue d'Ulm, Paris-5^e.

— Journaux nationaux des aveugles Les Associations d'aveugles et d'ambyopes organisent le 7 octobre une Journée nationale de solidarité pour favoriser l'insertion scolaire, sociale, professionnelle et humaine des aveugles. Ces Associations insistent sur le rôle d'une politique de prévention, seul moyen de diminuer le nombre d'aveugles et d'ambyopes estimés à cinquante mille actuellement.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations d'aveugles et d'ambyopes ont organisé, dans le cadre de la Journée nationale de solidarité, une exposition de tableaux, de dessins, de sculptures, de photographies, de livres, de documents, etc., dans le cadre de la Journée nationale de solidarité.

— Les associations

BAZALINE/DIS

Le Monde

économie

Selon le premier ministre, 500 000 jeunes chômeurs sont visés par les mesures gouvernementales

« Je ne veux pas voir l'avenir dans un rétroviseur », a déclaré M. Delebarre à propos du traitement social du chômage et des anciens « stagiaires » au cours d'une conférence de presse consacrée à l'exposé des dispositions qui venaient d'être arrêtées par le conseil des ministres (le Monde du 27 septembre, et dont le coût global s'élevait à une somme évaluée entre 2,7 et 3 milliards de francs. Pour sa part, M. Fabius a indiqué que les mesures gouvernementales s'adressaient aux 500 000 chômeurs de moins de vingt et un ans. Les pouvoirs publics se refusent, toutefois, à avancer un objectif chiffré pour chaque mesure prise isolément.

S'agissant des travaux d'utilité collective (TUC) — ce sera leur dénomination définitive, — qui constituent l'élément le plus novateur de ce que M. Delebarre s'est refusé à appeler un plan, le ministre a précisé que les jeunes pourraient, après cette période d'activité d'un type particulier, soit trouver un emploi « réel », soit être accueillis dans des stages de formation ou de qualification, soit encore bénéficier d'une indemnisation chômage, puisqu'ils n'auraient perdu aucun de leurs

droits. Laisant aux collectivités locales, aux établissements publics et aux associations le soin de définir le contenu des TUC, le ministre a souligné que les projets devraient faire l'objet de « la plus grande consultation locale possible » avec les partenaires sociaux et toutes les parties intéressées. « Je vise le maximum », a-t-il ajouté, sans citer de chiffres et en soulignant « une extraordinaire mobilisation à travers tout le territoire ». Les « employeurs » ne seront pas, en fait, obligés de verser les 500 F prévus, que ce soit en espèces ou en avantages en nature, et, pour éviter tout blocage, « cette contribution minimum » n'entraînera pas d'obligation d'embaucher au terme de la période d'activité. Il est en outre possible, a-t-il annoncé, que les TUC soient étendus aux pays en voie de développement, en liaison avec le ministère de la coopération.

L'autre volet important, et attendu, concernait la mise en œuvre de l'accord du 26 octobre 1983 sur la formation en alternance, signé par les partenaires sociaux, et qui pourrait être effective dès le semaine prochaine. Trois cent mille jeunes

pourraient être concernés par cette mesure, auxquels il convient d'ajouter 100 000 jeunes supplémentaires dont les stages d'initiation à la vie professionnelle feront l'objet d'un effort particulier de la part de l'État.

Au passage, M. Delebarre s'est livré à une critique ferme et sévère de l'actuel dispositif de formation professionnelle, devenu rigide au fil des années et pour lequel il a promis « plus de souplesse ». « Nous irons plus loin », a-t-il affirmé en envisageant une décentralisation de la dotation budgétaire globale et en annonçant la nomination d'un fonctionnaire chargé de ces dossiers dans chaque département. A l'avenir, le système sera simplifié, l'information améliorée de façon que chaque jeune soit suivi par un interlocuteur unique, dès sa sortie du système scolaire.

D'autres mesures, enfin, complètent cet ensemble déjà très fourni. Les entreprises intermédiaires, qui accueillent des jeunes en difficulté, seront subventionnées pour créer 10 000 emplois en 1985. Le nombre des militaires du contingent exerçant une activité à caractère professionnel pendant leur service national sera porté de

80 000 à 150 000. Un protocole sera signé entre les deux ministères (défense nationale et travail) afin que ces jeunes se voient délivrer un certificat de pratique professionnelle et puissent bénéficier, ensuite, d'un stage de qualification. Un fonds d'aide à l'initiative des jeunes — « qui ont des idées », a fait remarquer M. Delebarre — sera doté de 1 million de francs par département.

Pour terminer, le ministre du travail a abordé des mesures de portée plus générale qui touchent notamment à la formation continue des adultes. Un programme d'« actions spécifiques » sur dix ans sera élaboré pour les ouvriers spécialisés (OS) et sera destiné à encourager un « formidable effort » de formation du monde ouvrier français. Le Centre mondial de l'informatique favorisera l'initiation aux nouvelles technologies dans le Centre de formation de l'automobile créé en juin dernier à Aubrey-sur-Bois.

Enfin, M. Delebarre a évoqué la possibilité d'étendre les congés sabbatiques aux salariés de la fonction publique et aux agents des collectivités territoriales pour que ceux-ci puissent, s'ils le désirent, créer leur propre entreprise.

Un projet ou un palliatif ?

En toute logique, l'annonce par le gouvernement, le 26 septembre, de nouvelles mesures en faveur de l'emploi et plus encore de l'« occupation » des jeunes aurait dû fournir l'occasion à la nouvelle équipe ministérielle de célébrer un changement fondamental de politique. Autant dire qu'il n'en a rien été, alors même que les thèmes abordés s'y prêtent et surtout que la façon de traiter le « cancer du chômage » marque une inflexion par rapport à la démarche de la gauche au pouvoir. Notamment parce que le gouvernement s'est résolu à donner plus de souplesse pour que, sans que l'État se dégage, d'autres relais soient trouvés à son action et les responsabilités partagées au niveau local.

M. Fabius, à la télévision, M. Delebarre, au cours d'une conférence de presse, se sont gardés de tout effet de manche, l'un pour appeler au rassemblement de tous, quel qu'il soit, pour lever les obstacles à la mise en œuvre de la loi, l'autre pour souligner les risques de marginalisation des moins de vingt et un ans. Les explications techniques, précises jusqu'à l'excès, l'ont emporté sur toute autre considération et, d'abord, sur le souci de provoquer l'adhésion. Comme si la « modernité » prônée par le premier ministre ne se concevait qu'accompagnée de froideur et de recul, loin de toute explication politique sur le sens profond des décisions prises, à cent lieues des expressions lyriques ou de la chaleur du verbe. Manifestement, ce gouvernement

veut tellement faire dans le raisonnement qu'il se prive aussi de quelques arguments.

À lire et à entendre les réactions des dirigeants syndicaux ou patronaux, qui ont, pour le plus part, accueilli ces propositions avec des sentiments mitigés, on se rend bien compte qu'il a manqué à cette présentation quelque chose de décisif, de l'ambition d'un projet qui aurait pu séduire (c'est le cas de la CFTD).

Cette insatisfaction ne pourrait être due qu'à une difficulté de communication. Elle ne serait alors que de peu d'importance. Mais il se peut également qu'elle recouvre une difficulté plus fondamentale. Toute la question est, en effet, de savoir si les travaux d'utilité collective ne sont que l'annonce d'un nouveau type d'emploi dévalorisé, justifié par la seule situation présente, ou si, au contraire, ils entrent dans l'élaboration d'un projet de société, conciliant tout à la fois les impératifs de la modernité et l'existence d'une demande sociale que les critères de rentabilité ne peuvent satisfaire. Sur un versant, ces tâches et cette utilisation des jeunes peuvent rappeler les ateliers de jeunesse ou les ateliers nationaux avec tout ce que cela comporte d'inquiétant. Sur l'autre, il s'agit de tenter d'assurer un développement différencié, mais peut-être harmonieux, d'un pays qui ne peut plus faire autrement que d'admettre la cohabitation de populations vivant selon plusieurs rythmes.

Tout le débat est là, entre l'habillage technique d'une difficulté sociale et l'émergence d'une démarche originale qui serait la réponse moderne et de gauche à une situation reconnue pour difficile. Après tout, on peut très bien admettre que la France, comme d'autres pays, soit à la recherche de moyens spécifiques pour répondre à des besoins que les lois du marché ne satisfont pas, comme l'animation des quartiers, les services sociaux ou para-éducatifs et, même, les aides apportées aux personnes âgées.

Tout cela peut sous-tendre le projet gouvernemental mais n'a pas été dit. Faute de s'en être largement expliqué, le gouvernement donne l'impression de ne pas avoir tranché, de ne pas être allé jusqu'au bout de la logique qu'il a mise en place. Il prend même le risque de paraître retomber dans les ornières du passé.

Ainsi, si se refuse à tout défrayage des résultats escomptés des travaux d'utilité collective et se retranche derrière l'imagination des collectivités locales pour ne pas préciser ses intentions. Surtout, certains ne pourront s'empêcher de penser qu'il utilise habilement une période pré-électorale pour tenter d'entraîner les élus locaux dans son parti, sous couvert de décentralisation et de souplesse. Ou qu'il ne s'agit finalement que de faire baisser des statistiques inquiétantes.

ALAIN LEBEAUME.

Les réactions : plus de scepticisme que d'approbation

● CGT : PAS SATISFAISANT. — « Les mesures prises n'apportent aucune réponse satisfaisante » au chômage et à la précarité de l'emploi des jeunes, a déclaré M. André Deluchet, secrétaire de la CGT. Pour les stages en entreprise, « le gouvernement porte l'effort sur les stages d'initiation à la vie professionnelle, formule qui ne conduit ni à l'emploi ni à la qualification » ; les travaux d'intérêt général « confirment les craintes de la CGT ».

● FO : D'ABORD RELANCER L'ACTIVITÉ. — « Nous sommes d'accord pour qu'un renforcement de la formation, mais l'emploi des jeunes suppose une relance de l'activité et, par conséquent, qu'on désactive l'état de la politique actuelle », a déclaré M. André Bergeron devant le congrès du syndicat FO de la Banque de France.

● CFTD : UN « TRAITEMENT STATISTIQUE ». — Pour la commission exécutive de la CFTD, « la philosophie du projet gouvernemental est une dynamique de développement local ». Pour la CFTD, les travaux d'utilité collective ne sont « intéressants » que « s'ils permettent aux jeunes une insertion sociale réelle » et « s'inscrivent dans une perspective de développement de l'emploi au niveau local ».

● CGC : BIEN PARTIEL. — L'ensemble des mesures « apparaît comme bien partiel et probablement non exempt de mesures à caractère plus politique qu'économique », a déclaré M. André Bergeron, secrétaire général du syndicat CGC, lors de la création de fonds « initiatives jeunes », l'amélioration des aides aux chômeurs créateurs d'entreprises, vont « dans le bon sens ».

● CFTC : PAS-ALLER. — « Ces mesures ne sont qu'un pis-aller, aucune solution solide ne pouvant être trouvée hors d'une reprise économique », estime la CFTC. Pour celle-ci, les stages perdent beaucoup de leur in-

terêt « s'ils n'aboutissent pas à une embauche » ; et pour les tâches d'utilité collective, on doit « éviter de simples transferts à un réseau de travail parallèle sous-rémunéré ».

● CNPF : L'ATTENTISME. — « L'attentisme a prévalu », estime le CNPF, pour qui « il n'y a rien qui puisse créer un élan d'embauches » ; « rien pour la flexibilité de l'emploi » ; les travaux d'utilité publique comportent « des risques considérables de concurrence déloyale pour certaines entreprises ». « Seul point positif » : la formation alternée des jeunes, mais elle « dépend toujours de textes clairs, simples, précis et fiables » ; l'accord a signé il y a onze mois.

● SNPMI : MESURES GADGETS. — « Une nouvelle fois, les beaux discours succèdent de mesures gadgets », selon le Syndicat national du patronat moderne et indépendant, qui « réclame les mesures nécessaires à la reprise de la confiance et, donc, de l'embauche : suppression de la taxe professionnelle, allègement de la législation sociale ».

● PC : TROP FAVORABLE AU PATRONAT. — « Le problème de l'emploi des jeunes est étroitement lié à la bataille que nous menons pour la croissance et la création d'emplois », a déclaré M. Georges Marchais, secrétaire général du PC. Selon celui-ci, « sur le plan économique, le gouvernement mène aujourd'hui une politique qui sert les intérêts du patronat ».

● PS : MOBILISATION. — Le bureau exécutif du Parti socialiste « invite ses sections et ses fédérations à un effort intense pour populariser les mesures adoptées et contribuer à leur succès ».

● MRG : « POSITIF », « A COMPLÉTER ». — Pour M. Thierry Jentet, porte-parole du Mouvement des radicaux de gauche, « les tâches d'intérêt général, les formations alternatives et les stages devraient faciliter l'insertion des jeunes... L'application décentralisée des mesures paraît réaliste », mais « il faudra compléter les mesures pour prévoir le passage à des emplois définitifs ».

Grande-Bretagne : trois expériences de travaux d'intérêt général

Correspondance

Londres. — Parmi les expériences, nombreuses mais de portée limitée, mises en œuvre en Grande-Bretagne pour réduire l'impact du chômage, trois proposent des travaux d'intérêt général (Community Jobs) aux jeunes et aux adultes sans emploi.

Le programme Community Industry vise à fournir des emplois temporaires d'utilité publique aux jeunes de seize à dix-neuf ans souffrant de handicaps sociaux ou personnels, de façon à les aider à trouver et à conserver un travail. Parmi les bénéficiaires de ce programme, certains travaillent sur des chantiers ou dans des ateliers, par petits groupes de huit à dix, supervisés par un adulte (généralement un ouvrier qualifié), d'autres sont employés dans des services sociaux. Les autorités locales concernées fournissent les locaux, l'équipement, et assurent les services de transport. Le programme est essentiellement financé par une subvention de l'État à l'Association nationale des clubs de jeunes. Pour l'année financière 1983-1984, cependant, il a bénéficié d'une aide de 1,8 million de livres de la part du Fonds social européen. Community Industry est devenu, le 1^{er} mai 1984, une SARL dotée d'un statut d'organisation bénévole.

Le programme est d'une ampleur très réduite puisqu'il ne propose cette année que sept mille places, pour une durée moyenne de douze mois. Les « jeunes défavorisés » qui y ont accès peuvent être des délinquants, des adolescents issus de foyers à problèmes ou originaires des zones urbaines les plus pauvres.

Pour les adultes existe un Community Program, dont le principe est de proposer des emplois d'intérêt général aux personnes qui se trouvent depuis longtemps sans occupation. Pour être candidat, il faut avoir chômez au moins douze mois durant les quinze derniers mois si l'on a

vingt-cinq ans ou plus, et au moins neuf mois sur les douze derniers mois si l'on a entre dix-huit et vingt-cinq ans. L'expérience s'étend à l'ensemble du pays, mais priorité est donnée aux régions les plus touchées par le chômage. Les travaux offerts touchent à des domaines très variés : amélioration de l'environnement (nettoyage des canaux, entretien des chantiers, plantation d'arbres), économie d'énergie, classement d'archives, aide aux personnes âgées ou handicapées.

Les chômeurs employés par le programme sont rémunérés au tarif généralement pratiqué dans la localité où ils travaillent (soixante livres par semaine en moyenne). Les cent trente mille places proposées par le Community Program sont fournies par des organisations charitables, les Églises et les collectivités locales. L'État prenant en charge les frais à concurrence de soixante livres par semaine et par emploi.

Enfin, toujours pour les adultes, a été créé un Voluntary Projects Program, qui offre aux chômeurs la possibilité d'accomplir bénévolement des travaux d'intérêt public. Les intéressés peuvent toucher cinq livres par semaine pour couvrir leurs frais de déplacement. L'idée de travailler pour des penants, impensable dans bien des pays, est assez bien acceptée en Grande-Bretagne, où les organisations bénévoles sont légion et où un adulte sur quatre se livre à une forme ou à une autre de bénévolat.

JEAN-MARIE MACABREY.

Lisez
Le Monde
L'Éducation

A L'ÉTRANGER

Suède : « dépannage » à mi-temps pour 30 000 chômeurs de dix-huit et dix-neuf ans

De notre correspondant

Stockholm. — En Suède, l'administration publique, les communes et les conseils généraux sont tenus, depuis le 1^{er} janvier, d'assurer aux jeunes chômeurs âgés de dix-huit et dix-neuf ans quatre heures de travail par jour. Le salaire quotidien versé par l'État s'élève à 120 couronnes (autant de francs français), imposibles, et les demandeurs d'emploi qui refusent le poste qui leur est proposé ne touchent plus l'allocation de chômage. L'objectif du gouvernement social-démocrate était ainsi d'« occuper » les jeunes, souvent sans formation, de les sortir de la passivité et de leur faciliter par la même occasion l'accès au marché du travail ordinaire. Ils doivent en outre travailler en équipes, par groupes de trois ou quatre, encadrés par des employés permanents.

L'accueil à la nouvelle loi fut d'abord plutôt critique. « Travail forcé », « emplois idiots », « on nous prend pour des femmes de ménage » : les commentaires des intéressés n'étaient pas particulièrement enthousiastes. Les syndicats du secteur public, de leur côté, grésaient des dents. Ces jeunes n'allaient-ils pas prendre la place des chômeurs de longue durée ? Les collectivités locales n'allaient-elles pas, par exemple, profiter de cette main-d'œuvre gratuite pour ne pas remplacer des dents. Ces jeunes n'allaient-ils pas prendre la place des chômeurs de longue durée ? Les collectivités locales n'allaient-elles pas, par exemple, profiter de cette main-d'œuvre gratuite pour ne pas remplacer des dents. Ces jeunes n'allaient-ils pas prendre la place des chômeurs de longue durée ?

A présent, plus de 30 000 Suédois, âgés de dix-huit et dix-neuf ans travaillent ainsi à mi-temps. Leur nombre représente un cinquième des chômeurs recensés au mois d'août (3,7 % de la population active). Selon le gouvernement, cette loi, après des débuts difficiles, a été un succès indéniable. Les jeunes effectuent toutes sortes de travaux, ils

distribuent le courrier dans les bureaux, donnent un coup de main dans les hôpitaux, vont aider les personnes âgées à domicile, rénove les bâtiments publics, entretiennent les parcs et installations sportives et font aussi le ménage.

Neuf mois après l'entrée en vigueur de la loi, une première évaluation a été réalisée pour le compte du gouvernement. Les résultats de l'enquête sont loin d'être entièrement positifs. L'idée de départ était en effet, par ces quatre heures par jour, de favoriser l'accès des jeunes au marché du travail ordinaire. En d'autres termes, ce ne devait être qu'une parenthèse de six mois au maximum. Or, on s'aperçoit qu'une fois employés dans les communes, les intéressés ne font guère d'efforts pour chercher un travail fixe dans le secteur public ou privé. Autre enseignement : les agences pour l'emploi ont choisi la solution de facilité. Au lieu d'essayer en premier lieu de fournir un travail stable aux jeunes chômeurs, elles consacrent ceux-ci presque automatiquement vers les communes et les conseils régionaux.

Selon l'opposition, la loi pour les jeunes, qui avait d'ailleurs été approuvée par une large majorité au Parlement, permet au gouvernement de gauche d'enjoliver les statistiques. Le fait est qu'officiellement il n'y a plus en Suède aujourd'hui de chômeurs de moins de vingt ans, puisque les établissements scolaires sont obligés de garantir un emploi largement subventionné par l'État ou une formation aux seize-dix-sept ans. Mais certains se demandent si toutes ces mesures ne contribuent pas à créer une catégorie B de travailleurs, de plus en plus nombreux, se sentant pris en charge et à la charge de l'État. On parle déjà d'étendre la formule des quatre heures de travail par jour aux jeunes de moins de quinze ans.

ALAIN DEBOVE.

مكتبة الراس

ines chômeurs nementales

80 000 à 150 000. Un protocole sera signé entre les deux ministères (défense nationale et travail) afin que ces jeunes se voient délivrer un certificat de pratique professionnelle et puissent bénéficier d'un stage de qualification. Un fonds d'aide à l'initiative des jeunes - « qui est doté de 1 million de francs par département - sera mis en place.

Pour terminer, le ministre du travail a évoqué des mesures de portée plus générale qui s'adressent notamment à la formation continue des adultes. Un programme d'actions spécifiques sur dix ans sera élaboré pour les jeunes diplômés (OS) et sera destiné à encourager un « double effort » de formation du monde du travail. Le Centre mondial de l'information favorisera l'initiation aux nouvelles technologies dans le Centre de formation de l'automatisme en juin dernier à Aubrey-sous-Bois.

Enfin, M. Delebarre a évoqué la possibilité d'étendre les congés sabbatiques aux salariés de la fonction publique et aux agents des collectivités territoriales pour que ceux-ci puissent le désirer, créer leur propre entreprise.

soin de l'appui de tout le monde

Les efforts sont menés l'ensemble de la population. Le chômage, qui est une réalité, doit être traité de façon globale. Répondant aux questions des journalistes, le ministre du Travail a déclaré que le gouvernement se propose de faire pour les chômeurs ce qu'il a fait pour les autres.

Le plan de l'emploi de 1984 a été adopté par le conseil des ministres.

Et à créer 500 emplois à Tou

Le correspondant technique, social et culturel, affirme que les chômeurs ont droit à un accompagnement personnalisé. Le maire de Tou est pour un effort de la part des pouvoirs publics pour créer des emplois.

Le correspondant technique, social et culturel, affirme que les chômeurs ont droit à un accompagnement personnalisé. Le maire de Tou est pour un effort de la part des pouvoirs publics pour créer des emplois.

Subde : « dépannage » à mi-temps 30 000 chômeurs de dix-huit et dix-neuf ans

De notre correspondant

En Subde, l'administration a mis en place un dispositif pour aider les jeunes chômeurs. Le dispositif consiste à offrir aux jeunes chômeurs de dix-huit et dix-neuf ans un « dépannage » à mi-temps.

Le dispositif consiste à offrir aux jeunes chômeurs de dix-huit et dix-neuf ans un « dépannage » à mi-temps. Le dispositif consiste à offrir aux jeunes chômeurs de dix-huit et dix-neuf ans un « dépannage » à mi-temps.

Le dispositif consiste à offrir aux jeunes chômeurs de dix-huit et dix-neuf ans un « dépannage » à mi-temps. Le dispositif consiste à offrir aux jeunes chômeurs de dix-huit et dix-neuf ans un « dépannage » à mi-temps.

Chaque semaine, sans banquier, sans agent de change, sans actions, (et sans argent), gagnez 100.000F avec la Bourse.

MAGAZINE HEBDO

LE BOURSELO, LE GRAND JEU BOURSIER DE MAGAZINE HEBDO.

Le 27 Septembre Magazine-Hebdo lance le Bourselo : un jeu boursier pour mieux connaître les sociétés les plus dynamiques ainsi que la Bourse et ses mécanismes. Au Bourselo, il y a 125.000 F en jeu chaque semaine. Pour emporter le Bourselo, soit 100.000 F, il suffit de trouver parmi les 165 sociétés françaises cotées au règlement mensuel de la Bourse de Paris, les dix plus fortes progressions de la semaine à venir. Les dix concurrents qui auront trouvé les réponses les plus approchantes, se partageront les 25.000 F suivants. Vous trouverez, le règlement détaillé du Bourselo et le bulletin de participation dans Magazine-Hebdo, chaque jeudi.

SOCIAL

LA SITUATION CHEZ RENAULT

La tension reste vive à Douai et à Sandouville

La situation dans les usines de la région Renault paraît, selon la direction, moins tendue le 27 septembre au matin que la veille. On n'observe pas de débrayages ce jour-là à Billancourt, à Cléon (où un meeting a eu lieu) et à Flins. En revanche, à l'usine de Douai, la direction affirme que « le mouvement a tendance à se durcir », avec un niveau de production de 60 %. A Sandouville, la tension est encore vive.

Dans la nuit, les portes d'accès à l'usine ont été bloquées pendant deux heures. Jeudi, l'arrivée des équipes du matin a été perturbée par des grévistes qui avaient disposé leurs voitures en travers de la route d'accès à l'usine. Le travail n'a repris que partiellement, et on comptait un millier de grévistes, soit moins que la veille. L'usine de Cléon sera fermée du 22 décembre au 2 janvier - avec fin octobre cinq jours de chômage technique - celle de Douai le sera

du 24 décembre au 2 janvier, après trois jours de chômage du 29 au 31 octobre.

Le 26 septembre, cinq grandes usines de la région Renault ont connu des débrayages ou des grèves. A Billancourt (17 000 salariés), la direction a recensé 2 000 grévistes le matin et 1 200 l'après-midi. A Flins, la grève a été faiblement suivie : 200 le matin et 80 l'après-midi. A Cléon, le mouvement a été suivi par 2 500 salariés sur 7 000 selon la CGT et à 25 % selon la direction. A Douai, les débrayages ont été suivis par 300 salariés le matin et 350 l'après-midi, selon la direction. A Sandouville, où la production de la R25 est assurée à 50 %, la direction a fait retirer les grilles des portes de l'usine pour que les grévistes ne puissent empêcher la sortie des ouvriers, comme ils l'avaient fait la veille.

Harcèlement ou épreuve de force ?

Les débrayages observés à la région Renault - avec une ampleur très inégale suivant les usines - depuis la fin de la grève du Mass commercial à l'usine de Douai, la direction affirme que « le mouvement a tendance à se durcir », avec un niveau de production de 60 %. A Sandouville, la tension est encore vive.

Cette « rentrée » 1984 ne répondrait pas à ce qu'on en attendait. On imaginait que la CGT allait porter le fer chez Citroën avant de lancer une offensive dans la fonction publique sur les salaires. Or, Citroën, malgré les licenciements, ne s'est pas transformé en « point chaud ». Certains responsables de la CGT reconnaissent même au privé que la centrale, sans se résigner pour autant, a été « battue ». Son « tiers » militant a été fortement atteint par les licenciements. Les

« cages à rats » de la direction ont réussi à maintenir les licenciés hors de l'usine, tandis que les salariés de l'intérieur n'ont pas voulu mettre en péril leur emploi. Candidat à la députation au Maroc, M. Ghazi n'a pu avoir la disponibilité maximale. Bref, la CGT n'a pas mobilisé.

Réussira-t-elle chez Renault ce qu'elle n'a pu mener à bien chez Citroën ? Telle est l'interrogation. Pour l'heure, la CGT n'a pas encore « mis le paquet », selon l'expression de M. Krauss, à la Région. Reste à savoir si cela résulte d'une volonté de se limiter à des actions de harcèlement ou d'une incapacité à mobiliser. Le problème se pose d'autant plus que la CGT, malgré quelques revers électoraux parfois sévères (mais aussi quelques gains), reste en position de force chez Renault. Aux élections au conseil d'administration, en mars, elle a obtenu 46,6 %. Dans les collèges ouvriers des comités d'établissement, elle a une audience de 56,24 % à Cléon, 58 % à Douai, 51,2 % à Sandouville (en dépit d'une forte baisse, dont l'FO a été bénéficiaire) et 64,59 % aux élections de délégués du personnel au premier collège à Billancourt. De plus, dans ce conflit, la CGT n'est pas seule, puisqu'elle joue la carte unitaire avec la CFDT et

même FO. La coordination a fonctionné malgré quelques « ratés ».

Tout indique que, dans ce conflit encore éparpillé, la CGT entend tester le gouvernement. Elle compte sur l'ouverture le 4 octobre du Salon de l'auto, qui coïncide avec le lancement de la « Supercin », et une réunion avec la direction des délégués syndicaux centraux d'entreprise, pour que Renault accepte des négociations globales. Le risque industriel lui paraît trop important pour que la direction ne se résolve pas à céder. Mais la cible est indubitablement l'ensemble de la politique industrielle du gouvernement. L'industrie ne s'y trompe pas qui affirme en une « une » que « la stratégie industrielle est en cause », et la fédération CGT de la métallurgie, appelant à l'action dans l'ensemble de la branche, souligne qu'« il s'agit de développer rapidement une activité intense de la CGT sur tous les lieux de travail, afin de créer les conditions d'un mouvement encore plus fort ». La centrale sait que le gouvernement mise sur une faible mobilisation. Elle entend apporter la démonstration contraire en mettant le pouvoir à l'épreuve dans un secteur névralgique. Elle envisage donc un développement de la semaine prochaine, alors que le mouvement de l'industrie sera à son apogée. L'heure de vérité est à l'automne 2. Mais les salariés iront-ils au-delà des actions de harcèlement ?

MICHEL NOBLECOURT.

La Régie va investir 100 millions de francs dans les céramiques à Tarbes

De notre correspondant

Tarbes. — Le préfet commissaire de la République des Hautes-Pyrénées, M. Christian Blanc, et M. Hubert Peyrou, sénateur MRG et président du conseil général de ce département, ont rendu officielle le 26 septembre la nouvelle d'une implantation du groupe Renault dans la deuxième ville de Midi-Pyrénées. « Renault, ont-ils précisé, finalise actuellement un projet de création d'une société de céramiques mécaniques à Tarbes. Ces céramiques mécaniques constituent une véritable révolution dans la conception des produits mécaniques (notamment, les moteurs d'une technologie nouvelle devaient prendre progressivement une place importante dans l'industrie de

l'automobile et des poids lourds) ». La société que Renault se propose de créer réunira des sociétés françaises et étrangères jouant un rôle significatif dans le domaine de ces nouveaux matériaux et de leur future application. L'investissement projeté est de l'ordre d'une centaine de millions de francs et les effectifs seraient, à terme, de l'ordre de cent cinquante à deux cent personnes, dont cinquante techniciens en provenance du département de recherche et de développement de la société Carver de Tarbes. La mise en chantier de l'usine devrait s'effectuer dès le début de 1985.

M. D.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -	Rep. + ou -
SE-IL	9,3615	9,3645	- 15 -	- 45 -
SE-DM	7,6594	7,6622	- 45 -	- 125 -
SE-DM	3,7973	3,8001	+ 150 +	+ 162 +
DM	3,4683	3,4708	+ 139 +	+ 148 +
SE-DM	2,7193	2,7214	+ 112 +	+ 118 +
SE-DM	15,1688	15,1705	+ 8 +	+ 9 +
SE-DM	3,7184	3,7213	+ 187 +	+ 200 +
SE-DM	4,9175	4,9243	- 267 -	- 199 -
SE-DM	11,5618	11,5748	+ 28 +	+ 59 +

TAUX DES EUROMONNAIES

	10/13/16	11	10/7/8	11/1/4	11/1/16	7/1/16	11/3/8	11/3/4
SE-IL	10/13/16	11	10/7/8	11/1/4	11/1/16	7/1/16	11/3/8	11/3/4
DM	5/1/2	5/7/8	5/1/16	5/11/16	5/3/8	5/3/4	5/7/8	5/1/8
SE-DM	10/1/2	11/1/2	11/1/8	11/7/8	11/1/8	11/7/8	11/1/8	11/7/8
SE-DM	25/3/8	27/5/8	4/9/16	4/15/16	4/5/8	5/5	5/5	5/5
SE-DM	15	15	15/1/4	15/7/8	15/1/2	15/1/16	15/1/8	15/1/8
SE-DM	10/3/8	10/7/8	10/15/16	10/5/8	11/11/16	11/11/16	11/11/16	11/11/16
SE-DM	10/7/8	11/1/8	11/1/4	11/1/4	11/1/2	11/3/8	11/3/8	11/3/8

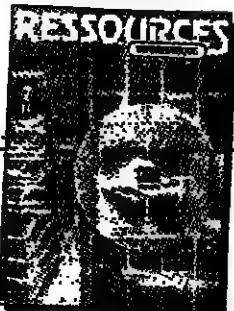
Ces courbes sont basées sur le marché interbancaire des devises sous sont indiqués en fin de méthode par une grande banque de la place.

- dossier : en direct de la Silicon Valley, le rôle de l'informatique dans le management des entreprises américaines.
- la micro-informatique française a-t-elle un avenir ? c'est dans

RESSOURCES

numéro de septembre

spécimen gratuit sur demande
RESSOURCES Informatique
5, place du Colonel Fabien,
75491 PARIS - CEDEX 10 tél. : 240 22 01
NOM :
Société :
Adresse :
Code postal : Ville :



COOPÉRATION INTERNATIONALE

Le FMI a pratiquement imposé ses vues à l'Argentine

L'accord de principe annoncé le 25 septembre par le FMI et l'Argentine met fin à une longue querelle.

Pour permettre au président Raúl Alfonsín de sauver la face, le FMI se contentera de la lettre d'intention qu'unilatéralement Buenos-Aires avait adressée à M. de Larroque, au mois de juin dernier. Mais sera attaché à ce document un autre texte,

qualifié de mémorandum d'entente, qui définit les grandes lignes d'un programme de redressement.

Quel qu'en ait pu dire le ministre argentin de l'économie, M. Bernardo Grispun, on retrouve dans le texte en question toutes les conditions essentielles et générales imposées par le Fonds monétaire à un débiteur important.

De notre envoyé spécial

L'Argentine devra emprunter auprès des banques créancières plusieurs milliards de dollars d'argent frais, non seulement pour financer le solde négatif en question, mais aussi pour payer les arriérés d'intérêts et reconstruire des réserves de change plus adéquates.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, le mémorandum reste étonnamment discret. Le gouvernement, étant donné le taux d'inflation très élevé, continuera à fixer par décret les ajustements de salaires pour les secteurs public et privé, et cela sur une base mensuelle « en procédant de temps en temps à des ratapages permettant d'assurer une certaine protection des salaires réels ». La préoccupation est de faire en sorte que le brutal coup de frein à la demande nominale, consécutif à la diminution du déficit budgétaire, ne se traduise pas par une chute de l'activité économique et de l'emploi. Quant aux prix, ils continueront d'être contrôlés, mais le mémorandum d'entente fait état de l'intention du gouvernement de faire en sorte que le contrôle des prix n'empêche ni les investissements ni même la croissance économique. Autrement dit, la capacité bénéficiaire des entreprises devra être préservée autant qu'il sera possible. Les salaires seront négociés directement entre les employeurs et les salariés.

Réduire l'inflation

L'objectif est de réduire le taux d'inflation (625 % sur douze mois à la fin de juillet et plus de 1 000 % au rythme annuel sur la base des derniers résultats mensuels) à quelque 300 % à la fin de septembre 1985. Pour y parvenir, le gouvernement s'engage avant tout à réduire le déficit du secteur public, qui devrait être ramené de 8,1 % du produit national

brut (contre 16 % au dernier trimestre de 1983) à 5,4 % en 1985. Ce résultat devrait être notamment obtenu par une diminution des dépenses publiques, qui passerait de 33,9 % en 1983 à 32,9 % en 1984.

Les subventions au secteur public seraient de même très sensiblement diminuées, diminution qui est également évaluée en pourcentage du produit national brut.

Cette méthode d'évaluation soulève de sérieux doutes. Dans un pays où la monnaie se déprécie à un rythme aussi rapide, est-il possible d'établir à une décimale près, d'abord le montant même du produit national, ensuite les pourcentages par rapport à ce produit des différentes grandeurs dont il vient d'être question ? Dans le discours qu'il avait prononcé devant l'assemblée générale du Fonds monétaire et de la Banque mondiale, le ministre argentin de l'économie, M. Bernardo Grispun avait notamment déclaré : « La reconnaissance du caractère global du problème de l'endettement n'implique pas qu'on cherche à appliquer une seule et même formule de réajustement à tous les pays débiteurs. En revanche elle signifie qu'il existe une corrélation de toutes les parties en cause ». M. Grispun s'est félicité publiquement de l'initiative « prise par les États-Unis » d'organiser au sein du Comité intermédiaire et du Comité de développement un dialogue sur la dette à l'occasion de la réunion de ces deux organismes au mois d'avril prochain. Mais un dialogue, a-t-il encore le ministre argentin, n'est qu'un premier pas, et il convient de le compléter par un dialogue politique direct entre, d'une part, les gouvernements des pays créditeurs et, de l'autre, les gouvernements des pays débiteurs, comme l'ont proposé les pays du groupe de Cartagena.

PAUL FABRA

AFFAIRES

Un échec de l'Europe industrielle

(Suite de la première page.)

On sait, en effet, que l'IBM souhaite participer à la modernisation des réseaux de télématique italiens (transferts de données informatiques, transferts de fonds, etc.), comme le montre un de l'information que mondiale va le faire en Grande-Bretagne au travers d'un accord signé fin juillet 1984 avec British Telecom (« le Monde du 1^{er} août »). Enfin, dans le domaine des composants, activité centrale de toute

l'électronique, IBM va se fournir, pour une grande quantité de ses « proces », auprès de STET-Ates, autre filiale de la STET. Les détails de ce triple accord devraient être donnés en Italie ce jeudi 27 septembre ; mais les grandes lignes décrites suffisent à convaincre de son ampleur considérable pour l'Italie et pour l'Europe.

La péninsule est le premier pays du Vieux Continent aujourd'hui « partagé » entre IBM et ATT. L'industrie italienne doit sans doute en tirer « profit » par un accroissement de ses ventes et de ses emplois. Il n'en reste pas moins que nombreux (et en premier lieu les syndicats italiens et le PCI) seront ceux qui considéreront en Europe qu'il s'agit d'un abandon de l'indépendance technologique de ce pays et d'une « trahison », au moment où l'on cherche désespérément à renouer les rangs face à l'offensive américaine. La difficulté rencontrée dans la constitution de l'Europe de l'électronique tient au fait que celui qui « trahit » est justement IBM et ATT. Il offre des « concessions » immédiates et séduisantes. Les Italiens, avant d'ailleurs, ont bien dû dire que le groupe néerlandais Philips (avec ATT) et les Anglais (avec IBM) ont signé les premiers. L'Europe est bel et bien déchirée.

La France n'est pas exempte de reproches, et même loin de l'être. C'est en acceptant la revente de 30 % des actions d'Olivetti (1) détenues par

la France, au président de cette société italienne, M. de Benedetti, que M. Fabius, alors ministre de l'Industrie, a en quelque sorte « sacrifié » la mécanique. Ces actions ont, en effet, été revendues à ATT, et la STET, concurrent d'Olivetti, a voulu chercher un contrepoids du côté d'IBM. M. Pebernan, PDG de la CGE, ne s'était pas attendu avec M. de Benedetti et avait convaincu M. Fabius, qui aujourd'hui s'en mord, parait-il, les dents.

Voilà des mois ainsi que M. Pistorio, PDG de SGS-Ates, cherchait un accord avec Thomson. Il a essuyé un refus de M. Gomet, le PDG du groupe français. Chacun donc est responsable de ce qui apparaît comme une désagrégation en chaîne de l'Europe. Il conviendrait d'en prendre acte, en France et en RFA, les deux seuls pays d'Europe à avoir aujourd'hui une réaction notable. A la condition de faire vite au plus haut sommet. Un grave sujet pour la coopération franco-allemande.

ÉRIC LE BOUCHER.

(1) Elles avaient été acquises par Saint-Gobain en 1979 et étaient entre les mains des institutions et de la CGE.

• IBM va racheter 100 % de la société américaine Rolm. — IBM, qui possède 23 % de la société américaine spécialisée dans les télécommunications, va en prendre 100 %. Le numéro un de l'informatique mondiale passera cette acquisition de 1,26 milliard de dollars en obligations convertibles. Il s'agit de la plus importante opération menée par IBM en termes financiers.

Avec Rolm, IBM va conforter ses positions dans le domaine des télécommunications — face à l'autre géant américain ATT — où la compagnie dispose déjà de 60 % des actions de Satellite Business Systems, une compagnie de transmission par satellite. La décision d'IBM marque un regain d'agressivité dans ce secteur. La compagnie avait en effet annoncé auparavant que sa participation dans Rolm ne devrait pas dépasser 30 %.

AGRICULTURE

• Réunion de l'IDA à Paris du 22 au 26 octobre. — Le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA) se tiendra du 22 au 26 octobre prochain à Paris. Fondé en 1977, le FIDA est responsable du financement de plus de cent cinquante projets dans quarante-trois pays en développement, mais se trouve en difficulté pour réunir les ressources nécessaires. Un nouveau président sera élu le 26 octobre pour succéder à M. Abdelmuhaim Al Sudary (Arabie saoudite), qui préside le fonds depuis 1977 (réélu jusqu'en 1983). M. François Mitterrand ouvrira les travaux de l'IDA, et le président argentin Raúl Alfonsín interviendra le 23 octobre.

• Les menaces sur les exportations de vin aux États-Unis. — Les exportateurs français de vin s'alarment des projets américains qui conduiraient à restreindre les importations « en provenance d'Europe ». M. Pierre Bouffard, président de la Fédération du commerce d'exportation des vins et spiritueux de France, a rencontré à ce sujet jeudi 27 un représentant de l'administration américaine. Les ventes françaises de vin en direction des États-Unis, qui sont le premier débouché français de ce secteur, ont représenté 2,24 milliards de francs en 1983. Par ailleurs, le Comité des organisations professionnelles agricoles, le COPA, a aussi vivement réagi à ce projet de loi américain qui autoriserait l'imposition de droits compensateurs sur les importations de vin, et a demandé aux autorités de la CEE de dénoncer « ces dispositions protectionnistes » contre les échanges établis par la GATT.

• Un prêt complémentaire « entreprises » réservé aux agriculteurs. — Les agriculteurs qui souhaitent créer ou reprendre une exploitation vont pouvoir bénéficier d'un prêt complémentaire à celui du LEE (livret d'épargne-entreprise), qui sera bonifié par le Crédit agricole. Le dispositif a été adopté le 21 septembre par la « banque verte ».

LES COLLECTIONS DE LUNETTES

Meyrowitz NINA RICCI YVES SAINT LAURENT Christian Dior Cartier

OPTICIEN

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 261.40.67

مكتبة القرآن

ÉNERGIE FAITS ET CHIFFRES

L'OPEP maintient le « statu quo »

Gêne par l'engorgement persistant du marché pétrolier en dépit de l'approche de l'hiver et d'une reprise des consommations prévue pour la fin de l'année, l'OPEP devrait maintenir inchangé le système adopté en mars 1983. Le comité de surveillance de l'OPEP, qui se réunira à Vienne, mercredi 26 septembre, les quatre ministres du pétrole des Émirats arabes unis, de l'Algérie, de l'Indonésie et du Venezuela, a en effet décidé, au vu de l'évolution du marché, de ne pas convoquer de conférence extraordinaire à la fin du mois d'octobre, comme cela avait été annoncé en juillet au terme de la conférence ordinaire de l'organisation de Vienne. Ils ont également recommandé le maintien du statu quo : prix de référence inchangé à 29 dollars par baril pour l'arabian light, plafond de production fixé à 17,5 millions de barils par jour (1) et quotas déterminés pays par pays.

Contrairement aux espoirs exprimés en juillet, la demande n'a pas monté jusqu'à des signes évidents de reprise, et l'OPEP a dû, pour contenir un nouvel effondrement des prix amorcé à la fin de juillet, abaisser sa production en dessous du plafond officiel. Selon M. Oteiba, ministre des Émirats arabes unis et président du comité de surveillance, la production de l'OPEP n'atteindrait actuellement que 16,5 millions de barils par jour, soit un million de barils par jour de moins que le plafond. Les estimations du président du comité de surveillance laissent néanmoins prévoir une reprise au quatrième trimestre, qui porterait la demande adressée à l'OPEP à 18,3-19 millions de barils par jour.

Les quatre ministres réunis à Vienne ont cependant choisi la prudence, redoutant que la convocation

Le président de la filiale française BP critique la politique énergétique

M. Jacqz, président de la Société française des pétroles BP, a vivement critiqué, mercredi 26 septembre, la politique énergétique du gouvernement français, notamment les dernières mesures adoptées dans le cadre du budget de 1985. La contribution spéciale de 1 milliard de francs prélevée sur les bénéfices des compagnies produisant en France, dont le chiffre d'affaires est supérieur à 100 millions de francs (en 1983), est, a-t-il dit, une « mesure incompréhensible ». « Taxer les sociétés qui recherchent du pétrole en France a un effet psychologique négatif. Cela ne rapportera pas grand-chose à l'Etat et surtout 80 % des sommes prélevées le seront sur Elf, groupe public, ce qui revient à transférer des fonds d'une caisse publique à une autre ». Ce prélèvement de 12 % sur les bénéfices ne devrait toucher en effet que Elf et Esso qui assurent la quasi totalité de la production nationale d'hydrocarbures.

Dénonçant la non application par les pouvoirs publics de la formule automatique de calcul des prix pétroliers, telle qu'elle avait été conçue à l'origine, M. Jacqz a estimé que les sociétés françaises, en matière de fixation des prix, « sont revenues à un système qui comporte énormément d'arbitraire » et s'est prononcé pour une liberté complète des prix : « Si la formule devait continuer à ne pas être appliquée, entre un système de liberté et un système soumis à l'arbitraire du gouvernement, nous préférons la liberté », a-t-il déclaré, en estimant que la formule actuelle était pour une bonne partie responsable des résultats « catastrophiques » enregistrés par BP en France au premier semestre : 219 millions de francs de pertes comptables et une marge brute d'autofinancement négative de 136 millions de francs.

Soulignant le changement d'attitude récent des pouvoirs publics à l'égard de l'industrie pétrolière, qui s'est traduit par un fort relèvement des prix et de la taxation sur les produits pétroliers afin de réduire la consommation, alors que, auparavant, le gouvernement s'opposait aux relèvements de prix afin de contenir l'inflation, le président de

Affaires

Plusieurs sociétés étrangères déposent des offres de reprise de la division Bâtiments de Cressot-Loire. L'usine de Nantes de Cressot-Loire (neuf cents personnes) fabrique à la fois des aéroréfrigérants et des matériels d'imprimerie principalement destinés à l'exportation (75 % de la production). Le groupe ouest-allemand GEA a proposé de reprendre les aéroréfrigérants (trois cents personnes). Les échangeurs de chaleur auraient reçu une offre de la firme belge Hanom-Sobelco. Enfin, le groupe américain Gauss devrait proposer prochainement de reprendre les matériels d'imprimerie.

Marché commun

Accord entre la CEE et la Chine. La Chine et la Communauté économique européenne (CEE) ont paré, le mercredi 26 septembre, un texte renouvelant pour cinq ans l'accord de coopération signé en 1978, a annoncé l'agence Chine nouvelle. Le nouvel accord, signé par le ministre chinois du Commerce extérieur, Mu Chen Muhua, et par le vice-président de la Commission des communautés, M. Wilhelm Haferkamp, ouvre de nouveaux domaines à la coopération sino-européenne, notamment en matière de sociétés mixtes, d'échange d'informations économiques, d'assistance technique et de facilités en matière d'investissements. (AFP.)

Transports

Baisse de 19 % des tarifs aériens entre Paris et Genève. Les compagnies aériennes Air France et Swissair baisseront d'environ 19 % leurs tarifs de fin de semaine les moins élevés entre Paris et Genève, à partir du 1^{er} novembre, pour résister à la concurrence du train à grande vitesse (504 francs aller-retour en seconde classe), elles proposeront l'aller-retour réalisé pendant les week-ends au prix de 650 F au lieu de 805 F actuellement.

Toulouse-Andorre par hélicoptère. Deux liaisons quotidiennes par hélicoptère entre Toulouse et Andorre seront mises en service par la compagnie Air Andorra au cours de la première quinzaine d'octobre. Le vol durera trente minutes et reliera l'aéroport de Toulouse-Montaudou à la terrasse d'un immeuble situé près du centre d'Andorre-la-Vieille.

Social

Fonction publique : FO et la CGT envisagent des grèves. M. André Giauque, secrétaire général de la fédération FO des fonctionnaires, a de nouveau exigé, le 26 septembre devant la presse, une politique d'indexation des salaires et s'est opposé aux éliminations d'effectifs prévues dans la fonction publique par le budget 1985. M. Giauque a affirmé que FO aborderait ces négociations « dans un esprit offensif » et proposerait des actions de « grève de longue durée avec les autres syndicats si les fonctionnaires n'obtiennent pas le maintien de leur pouvoir d'achat ». D'autre part, la CGT estime dans un communiqué que le gouvernement « s'apprête à prendre des mesures salariales au titre de 1984 bien en deà de la perte de pouvoir d'achat accumulée depuis le début de l'année ». La CGT lance un appel à l'action « forte, massive et unitaire ».

CFDT : Hacitex et les priorités confédérales. Dans notre article « Hacitex et la Basse-Normandie s'en prennent à la ligne Maine » (le Monde du 27 septembre), quelques lignes ont « sauté », rendant incomplète la position de la fédération Hacitex. Elle exprime son plein accord avec « les revendications prioritaires actuelles », mais, était-il ajouté, elle prône une stratégie qui « passe par des initiatives confédérales d'action sur nos priorités dans la première est bien l'emploi, mais pas en opposition avec la lutte pour les salaires avec relèvement prioritaire des bas salaires. Elle passe aussi par une politique économique cohérente et opportuniste et non pas laissée au libre jeu du marché et de la concurrence capitaliste ».

Débrayage à l'usine Alsthom-Atlantique de Belfort. Environ 600 personnes de l'usine Alsthom-Atlantique de Belfort (Territoire-de-Belfort), ont débrayé le 26 septembre au matin et manifesté devant l'établissement, pour protester contre le projet qui aurait la direction de procéder à une réduction d'effectifs. Selon la direction, ce débrayage a été suivi par 564 salariés sur 6 000 présents à l'usine. Cette action avait lieu le jour de la tenue à Paris d'un comité central d'entreprise au cours duquel la direction d'Alsthom devait faire part des mesures qu'elle envisageait pour résorber cet excès de personnel.

INTERNATIONALE

Imposé ses vues à l'Argentine

Qualité de memorandum d'entente, qui définit les grandes lignes d'un programme de redressement. Quel qu'en ait pu dire le ministre argentin de l'Économie, M. Bernardo Grinspan, on retient de la lettre en question toutes les conditions économiques et générales imposées par le Fonds monétaire international.

Envoyé spécial

Le directeur général de la Banque mondiale, Robert Triffin, a été nommé envoyé spécial du président américain pour superviser la mise en œuvre du plan de redressement économique de l'Argentine.

Le directeur général de la Banque mondiale, Robert Triffin, a été nommé envoyé spécial du président américain pour superviser la mise en œuvre du plan de redressement économique de l'Argentine.

Le directeur général de la Banque mondiale, Robert Triffin, a été nommé envoyé spécial du président américain pour superviser la mise en œuvre du plan de redressement économique de l'Argentine.

Le défilé

Le directeur général de la Banque mondiale, Robert Triffin, a été nommé envoyé spécial du président américain pour superviser la mise en œuvre du plan de redressement économique de l'Argentine.

AGRICULTURE

Le défilé

Le directeur général de la Banque mondiale, Robert Triffin, a été nommé envoyé spécial du président américain pour superviser la mise en œuvre du plan de redressement économique de l'Argentine.

Le directeur général de la Banque mondiale, Robert Triffin, a été nommé envoyé spécial du président américain pour superviser la mise en œuvre du plan de redressement économique de l'Argentine.

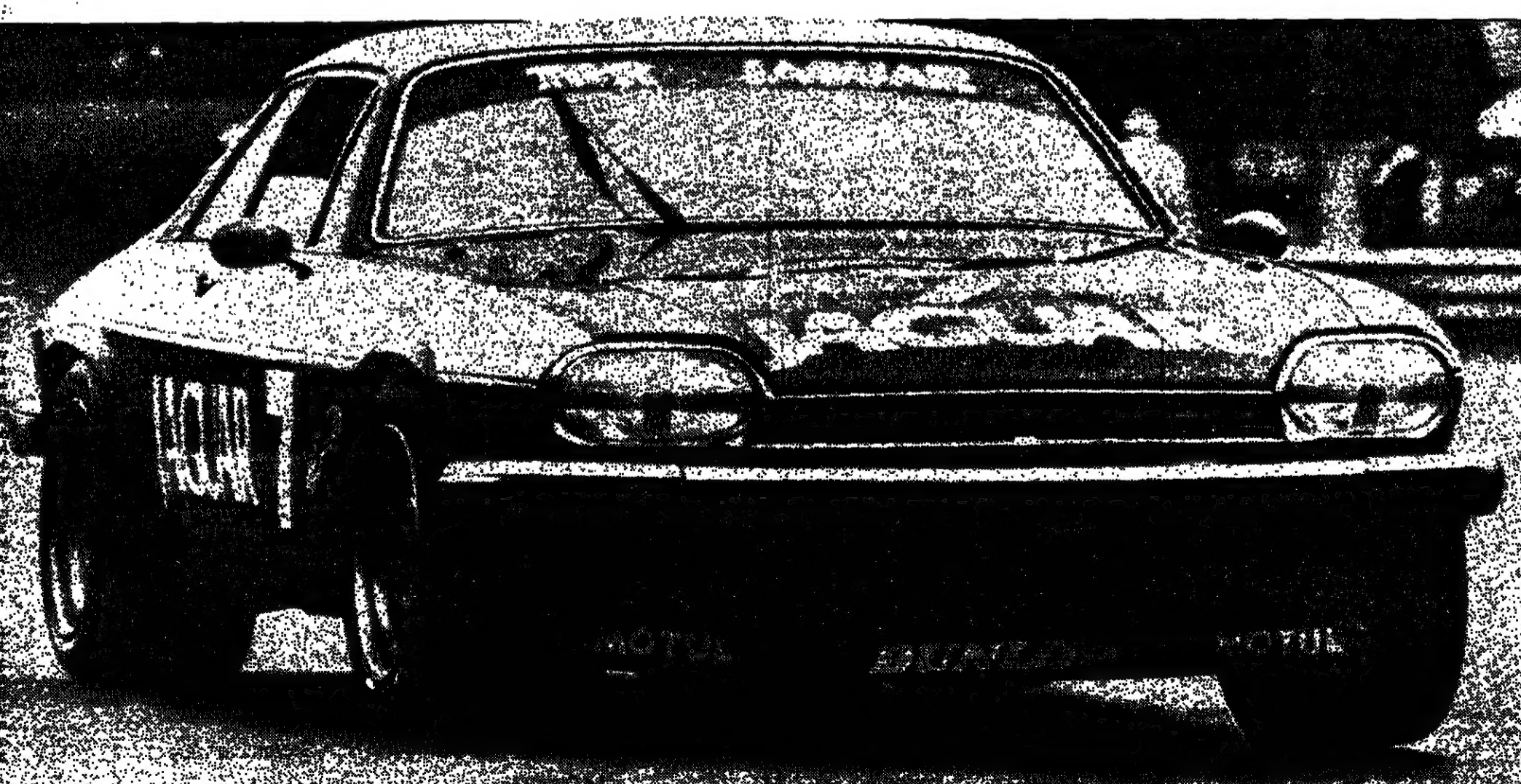
Le directeur général de la Banque mondiale, Robert Triffin, a été nommé envoyé spécial du président américain pour superviser la mise en œuvre du plan de redressement économique de l'Argentine.

Le directeur général de la Banque mondiale, Robert Triffin, a été nommé envoyé spécial du président américain pour superviser la mise en œuvre du plan de redressement économique de l'Argentine.

Le directeur général de la Banque mondiale, Robert Triffin, a été nommé envoyé spécial du président américain pour superviser la mise en œuvre du plan de redressement économique de l'Argentine.

JAGUAR VAINQUEUR DU CHAMPIONNAT D'EUROPE '84 DES VOITURES DE TOURISME*

LE 23 SEPTEMBRE '84, TOM WALKINSHAW, SUR JAGUAR XJS REMPORTE LE TITRE ENVIE DU CHAMPIONNAT DES CONDUCTEURS A ZOLDER EN BELGIQUE.



*SUIVI A CONFIRMATION OFFICIELLE

JAGUAR
The legend grows

COLLECTIONS DE LUNETTES
Christian Dior
L'AUTRE FAÇON DE VOIR
Dior

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**CREDIT
COMMERCIAL
DE FRANCE**

**LE CRÉDIT COMMERCIAL DE FRANCE DIRIGE
UN EMPRUNT DE 66 MILLIONS D'ÉCU POUR LA GÉNÉRALITÉ DE CATALOGNE**

M. Claude Jouven vient de signer, le 19 septembre 1984, un crédit de 65 millions d'ECU en faveur de la Généralité de Catalogne, dirigé par le Crédit commercial de France conjointement avec Sastra International Limited. La Généralité de Catalogne était représentée par M. Joseph Maria Cullerri Nadal, ministre de l'économie et des finances de la province.

Ce crédit, d'une durée de dix ans, est le second crédit international et le premier en ECU pour la Généralité de Catalogne. Un groupe de douze banques internationales par-

tipice à cette opération derrière le
Crédit commercial de France et
Sagwa International Limited.

Rappelons que c'est le Crédit commercial de France qui a introduit l'ECU auprès des emprunteurs espagnols en dirigeant le premier crédit libellé en ECU pour Hidroeléctrica de Cataluña SA, qui a été signé en décembre 1983. Depuis cette première, le Crédit commercial de France a été chef de file dans la plupart des opérations en ECU pour des emprunteurs espagnols.



RÉSULTATS DU 1^{er} SEMESTRE 1984

METAL

Le chiffre d'affaires consolidé des sociétés industrielles s'élève, pour le premier semestre 1984, à 5 240 millions de francs, en augmentation à structure comparable d'environ 49 % sur celui du premier semestre 1983. Le résultat consolidé du groupe fait apparaître un profit de 98 millions de francs, contre une perte de 361 millions de francs au premier semestre 1983.

Pour la société Imetal, le résultat du premier semestre s'établit à 25,4 millions de francs contre une perte de 189,8 millions de francs pour la même période de l'année précédente.

PENABROYA

L'ensemble consolidé du groupe Penarroya enregistre au 30 juin 1984 un profit de 29 millions de francs contre une perte de 202 millions de francs au 30 juin 1983.

Pour la société Penarroya, le chiffre d'affaires s'établit en hausse de 35 % sur celui du premier semestre 1983. La ré-

sultat au 30 juin 1984 fait apparaître un profit de 8,4 millions de francs, contre une perte de 163,7 millions de francs au premier semestre 1983.

COPPERWELD

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1984 se situe à 243 millions de dollars, en augmentation de 59 % sur celui du premier semestre 1983.

Le résultat des opérations s'inscrit en profit de 7,4 millions de dollars U.S. contre une perte de 10,8 millions de dollars pour les six premiers mois de l'année précédente.

COOKSON

Le chiffre d'affaires du premier semestre s'élève à 359 millions de livres sterling, en accroissement de 34 % sur celui du premier semestre 1983 et le résultat au 30 juin 1984 s'inscrit en profit de 12,8 millions de livres sterling contre 4,8 millions de livres sterling au 30 juin 1983.

BONGRAIN SA

Le premier semestre de l'exercice 1984 s'est déroulé dans des conditions favorables, puisque le chiffre d'affaires consolidé hors taxes s'est accru de 14,65 pour cent avec une croissance en volume dans la ligne du taux de progression de l'exercice précédent tant sur le marché français que sur les marchés étrangers.

Le lancement des nouveaux produits s'effectue conformément aux prévisions, et le redressement des affaires déficitaires se poursuit en France (fromageries Tessier notamment) tandis que les efforts entrepris pour la reconversion de la gamme des produits de la filiale australienne continuent d'affecter significativement l'exploitation de cette entité.

L'ensemble des conditions d'exploitation ainsi que l'évolution du Mix-produits ont permis une nouvelle croissance des résultats au 30 juin 1984 puisque l'examen de la situation provisoire consolidée sur les résultats intermédiaires fait ressortir les éléments suivants (après reclassification des éléments de 1983 pour tenir compte des rabriques du nouveau plan comptable).

(En millions de Francs)	1 ^{er} sem. 1984	1 ^{er} sem. 1983
Chiffre d'affaires HT consolidé :	2.442	2.130
Résultat courant :	165,2	142,4
Bénéfice total avant impôts :	168,9	149,2

Le taux de progression de la part du groupe dans ce dernier résultat est du même ordre et s'inscrit dans la prévision pour la période.

La société poursuit la réalisation de son important programme d'investissements, notamment en ce qui concerne l'augmentation des capacités tant en France qu'à l'étranger.

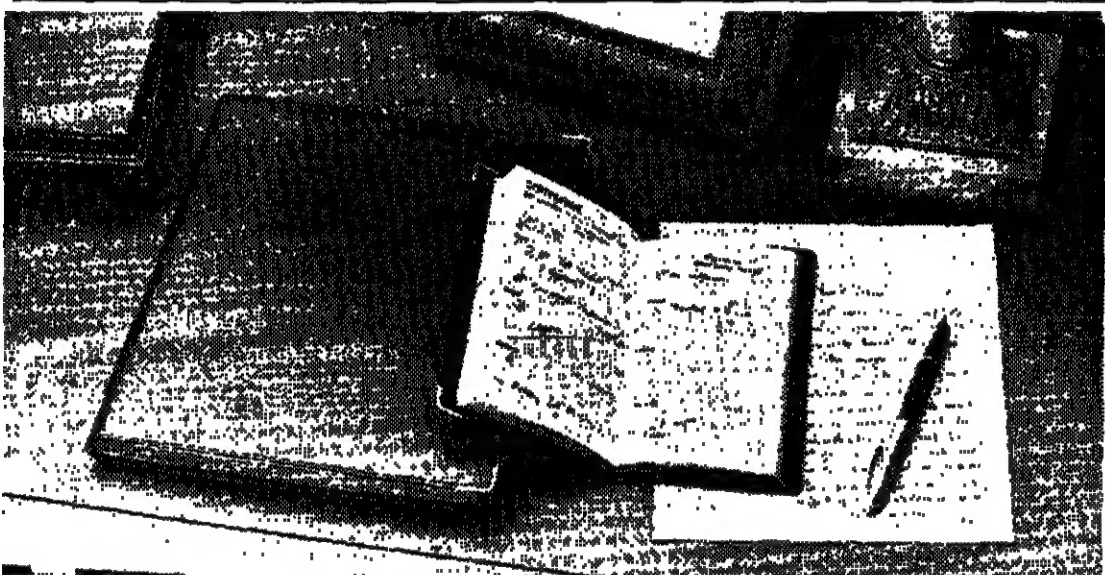


PAIEMENT DU DIVIDENDE

L'assemblée générale des actionnaires réunie le 14 juin 1984 a fixé le dividende distribué au titre de l'exercice 1983 à 18 F net par action, soit, compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) de 9 F, un revenu global de 27 F.

Ce dividende sera versé aux 574 000 actions composant le capital de la société après distribution de 1 action gratuite pour 7 en juin 1984.

Le paiement du dividende sera assuré, à partir du 28 septembre 1984, par les établissements financiers suivants : Banque Rivaud, Crédit lyonnais, Société générale, Banque nationale de Paris, Crédit commercial de France, Banque Louis-Dreyfus, Banque industrielle et commerciale du Maroc.



UN AGENDA QUI N'EST PAS CELUI DE TOUT LE MONDE

Cet agenda est un instrument de travail entièrement original conçu spécialement par le journal *le Monde* pour ses lecteurs.

Tous ceux qui exercent des responsabilités à différents niveaux dans l'administration, l'industrie, l'enseignement, les professions libérales, la vie politique et associative trouveront dans ces deux agendas (l'agenda de bureau et l'agenda de poche) des collaborateurs indispensables, discrets et informés et, surtout, en tous points conformes à leur style et à leur goût.

Première différence : la présentation

C'est la synthèse de la sobriété et du luxe. Sobriété, la couleur (noir ou bordeaux) : sobriété, pour seul titre vos initiales (si vous le souhaitez) : luxe, la couverture en plein cuir d'une seule pièce : luxe, les tranches dorées...

Deuxième différence : la rationalité

Chaque double page de l'agenda du *Monde* vous donne une vision complète de toutes vos tâches de la semaine, jour par jour, demi-heure par demi-heure ; un modèle de rationalité...

Troisième différence : la culture

Troisième différence : la culture
L'agenda du *Monde* séduira par son originalité ceux qui aiment agir mais aussi réfléchir et enrichir leur esprit : chaque jour de la semaine est l'occasion de

rappeler une grande date de l'histoire des quarante dernières années (*) : lancement du premier Spoutnik (4-10-57)... Nixon président (5-11-68)... Mort de Picasso (8-4-73)... Une cartographie particulièrement soignée fait de l'agenda du *Monde* un « mini-atlas ».

Quatrième différence : le service
L'agenda du *Monde* vous apporte une masse d'informations utiles qui vous éviteront de longues et coûteuses recherches, des centaines d'adresses, de numéros de téléphone, d'informations souvent difficiles à trouver : organisations économiques, politiques ou culturelles, nationales ou internationales, hauts responsables des pouvoirs publics, du gouvernement, du syndicalisme, principales institutions...

AGENDA DE BUREAU (270 x 280)

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

- 2. « Philosophie à découvrir », par Christian Delacampagne.
- 11. « Les oubliés », de Marcel Clément.
- 12. Lettres au Monde.

ÉTRANGER

3. L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

- 5-6. ASIE
- « La Chine adoucie » (II), par Manuel Lucbert.
- 6. AMÉRIQUES
- Le Communauté européenne soutient la médiation du groupe de Contadora.
- 8. PROCHE-ORIENT
- LIBAN : dans Tripoli dévastée, la volonté de Damas de pacifier la ville n'a convaincu personne.
- 8-9. AFRIQUE
- 9. EUROPE
- RFA : l'affaire Rotsch.

POLITIQUE

- 10-12. Après l'extradition de trois séparatistes basques.
- 14-15. Les Journées parlementaires dans l'opposition et dans la majorité.
- 16. La communiqué officiel du conseil des ministres.

LE MONDE DES LIVRES

- 17. LE FEUILLETON DE BERTRAND POIRROT-DELPECH : Une cure d'intelligence.
- 18-19. ROMANS : le jansénisme et l'épique ; le monde joyeusement absurde d'Hubert Montiellet.
- 20. HISTOIRE : Maurras, objet de toutes les admirations.
- 21. LETTRES ALLEMANDES.

SOCIÉTÉ

- 22. Les Entretiens de Bichat.
- 27. Faits divers.
- « Échos ».
- 28. LE XXIV^e SICOB : le projet Télémaur : vendre la France touristique.

CULTURE

- 23. THÉÂTRE : la Danse de mort d'August Strindberg.
- 25. COMMUNICATION : un entretien avec M. Bernard Schreiner, président de la mission TV-cable.

ÉCONOMIE

- 30. Selon le premier ministre, 500 000 jeunes chômeurs sont concernés par les mesures gouvernementales.
- 32. SOCIAL : la situation chez Renault.
- 33. ÉNERGIE.

RADIO-TÉLÉVISION (26) INFORMATIONS « SERVICES » (27) :

Météorologie ; Mots croisés ; Journal officiel ; Loto ; Loterie ; Tacotac.

Annouces classées (28) ; Carnet (26) ; Programmes des spectacles (24-25) ; Marchés financiers (35).

Le numéro du « Monde » daté 27 septembre 1984 a été tiré à 461 518 exemplaires

EST-CE POSSIBLE EN 1984 ?

UN PULC 100 % prêt de chaux à	245 F
En cession 100 % d'Écoule à	230 F
Exécution V. marches longues à	745 F
UNE VESTE cachemire 50 % laine à	795 F
En véritable « Harry's Tweed » à	829 F
UN COSTUME « Stephen Men » p. laine	859 F
« Costumer » signé	1 159 F
UN SMOKING laine et soie 27 %	1 259 F
UN MANTEAU Cachemire (75 %)	995 F

OUT ! Et les grandes marques du prêt-à-porter masculin à des prix ÉTONNANTS pour les GRANDS, les « GROS » et les autres.

Ouvert tous les jours de 12 heures à 19 h 30

STEPHANE MEN'S DISCOUNT DE LUXE

130, boulevard Saint-Germain (M^o Odéon)
8, rue d'Arnon (comités d'entreprise) et aussi maintenant aux « Champs »
5, rue Washington (M^o George-V)

A B C D F G H

UN SONDAGE SUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

72,9 % des Français accepteraient d'être sanctionnés sévèrement

Les Français demandent incontestablement un renforcement des contrôles et des sanctions des infractions commises au volant. Ils sont 72,9 % à accepter d'être punis sévèrement s'ils commettaient — même sans le vouloir — une faute mettant en péril les autres usagers. 89 % demandent une surveillance accrue de l'alcoolisme au volant, 67,3 % se déclarent favorables à un renforcement des contrôles des limitations de vitesse.

Les résultats détaillés de ce sondage seront commentés le vendredi 28 septembre par M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, à l'ouverture de la conférence permanente sur la sécurité routière. Celle-ci est réunie sur l'initiative des intergroupes parlementaires de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Ce sondage fait tout d'abord apparaître que les Français se sentent très concernés par l'insécurité routière : si 15,1 % affirment avoir été blessés dans un accident de la circulation, 41,8 % ont vu leur proche impliqué dans un drame de la route. Il arrive à 79,9 % d'entre eux

de penser qu'ils pourraient être gravement blessés sur la route.

Malheureusement, les usagers sous-estiment l'ampleur de l'écatastrophe routière qui frôle le chiffre de 13 000 tués par an : 33,1 % des réponses évaluées à moins de 10 000 le nombre des décès. Ils continuent de se considérer comme des conducteurs « bons » (57,1 %) ou « moyens » (34,2 %) et rarement médiocres (1 %). Si l'alcool est unanimement dénoncé, la vitesse conserve de farouches partisans : 27,5 % refusent qu'on renforce les contrôles de vitesse ; 40,8 % ne souhaitent pas toujours leur ceinture de sécurité ; 17,7 % ignorent qu'il s'agit pourtant d'une obligation en ville.

L'opinion publique souhaite que la sécurité routière soit améliorée. Elle est favorable à une vitesse minimale obligatoire sur autoroute (66,4 % de « oui » contre 15 % de « non »). Elle juge trop faible les contrôles de vitesse ; 40,8 % ne souhaitent pas toujours leur ceinture de sécurité ; 17,7 % ignorent qu'il s'agit pourtant d'une obligation en ville.

AI. F.

En Turquie

UN NOUVEAU PROCÈS CONTRE DES INTELLECTUELS S'EST OUVERT À ISTANBUL

(De notre correspondant.)

Ankara. — Les déboires des intellectuels de gauche turcs sont loin d'être terminés en dépit du processus de « retour à la normale » engagé depuis les élections législatives de novembre dernier. Alors que le procès des vingt-trois dirigeants de l'Association pour la paix renvoyé par la Cour de cassation devant le tribunal militaire d'Istanbul (le Monde du 31 août 1984) devrait être réouvert le 1^{er} octobre, quarante-huit autres membres de cette association comparaissent depuis mercredi devant un autre tribunal. Ils sont accusés de participation à une organisation illégale annexée du Parti communiste clandestin.

Il s'agit de personnalités de gauche, artistes, écrivains, anciens universitaires, anciens élus, journalistes, juristes notamment. Quatorze d'entre eux risquent des peines allant de huit à quinze ans de prison et trente-quatre autres des peines de cinq à douze ans. Parmi les accusés figurent le célèbre écrivain humaniste Aziz Nesin, déjà impliqué dans deux autres procès, celui du Syndicat des écrivains turcs et celui des intellectuels signataires d'une pétition pour la défense des droits de l'homme ; Vedat Turkali, scénariste et écrivain, également jugé dans le procès du Syndicat des écrivains turcs ; Sadun Aren, ancien universitaire, qui figurait déjà parmi les accusés du procès de la centrale ouvrière DISK, ainsi que les syndicalistes Aliriza Guven, Celal Kucuk, déjà jugés lors du procès de la DISK ; enfin, l'avocat Turgut Kazan, un des défenseurs des accusés dans le procès du Manifeste des intellectuels.

Les milieux intellectuels turcs sont consternés par ce nouveau procès. Depuis plusieurs mois déjà, ils espèrent en vain la libération des personnalités jugées uniquement pour leurs opinions, qui n'ont jamais eu, dans le passé, de liens avec les milieux terroristes et qu'elles avaient même vigoureusement condamnés.

ARTUN UNSAL.

TIREZ BIEN PLUS DE VOTRE
IBM PC
ORDI
30 F chez votre marchand de journaux

R. REAUDIN
SES CHAMPAGNES
DE NOBLESSE



BRUT
RESERVE

DOMAINE DES CONARDINS
MOUSSEY PRÈS ÉPERNAY
TEL. : (28) 54-03-41

REMOUS SUR LE DOLLAR 9,30 F

Le dollar a très sensiblement fluctué mercredi 26 septembre dans l'après-midi et jeudi 27 septembre dans la matinée, sur des marchés des changes agités de vifs remous.

Le cours de la monnaie américaine qui était passé, mercredi matin, de 9,38 F à 9,48 F et de 3,05 DM à 3,09 DM a chuté mercredi après-midi à 9,25 F et à près de 3 DM sur la place de New-York, avant de remonter à 9,35 F et 3,05 DM pour s'établir jeudi, en fin de matinée, à 9,30 F et à 3,03 DM. La nuance constante d'une intervention de banque centrale, essentiellement la Banque fédérale d'Allemagne, déconcerte les opérateurs, dont beaucoup pressentent leurs bénéfices, ce qui explique le caractère assez chaotique de l'évolution des cours depuis le début de la semaine.

Dollar

et coût salarial

La hausse continue du dollar n'a pas, pour les États-Unis, que des avantages. Une étude de la Citibank, publiée le 26 septembre à New-York, montre que les États-Unis ont été, en 1983, le pays où les coûts salariaux (14,14 dollars de l'heure) dans les industries de transformation ont été les plus élevés du monde industrialisé, et le Japon le pays où ils ont été les plus bas (6,72 dollars).

En 1980 une étude semblable mettait les États-Unis en septième position. La formation du dollar affaiblie donc la position concurrentielle de l'industrie américaine. Le Canada se classe juste derrière les États-Unis pour le niveau des coûts salariaux dans les industries de transformation (12,26 dollars), suivi par les Pays-Bas (11,51 dollars), la Norvège (10,96 dollars), la France (10,75 dollars), la Suède (10,61 dollars), la Belgique (10,48 dollars), la RFA (10,39 dollars), la Danemark (9,95 dollars), l'Italie (9,83 dollars), la Grande-Bretagne (7,17 dollars) et le Japon.

Cette étude souligne aussi les gains de productivité réalisés de 1980 à 1983 par le Japon (+ 21 %) et par la Belgique (+ 19 %) tandis que ceux des États-Unis et de la France (+ 10 %) et de la Grande-Bretagne (+ 10 %).

1500 mach. écrire Duriez
TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les plus ou moins chères : Olympia, Hermès, Royal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Canon, Triumph, Adams Erika... Manuelles (Olivetti 1990 F), électroniques (Olivetti 1990 F), à barres, sphères, marguerites, touches correction, mémoire, écran, etc. 31 styles de caractères. Sur stock.

Duriez vend en discount, en direct sans intermédiaires, 112, Bd. St-Germain, M^o Odéon. Dernière Heure : Toute électronique pour sac à main, 2,5 kg, épaisseur 4,5 cm : 3.642 caractères en mémoire (connectable ordinateur et terminal) 2750 F ttc.

PROMOTION SALON DE LA MUSIQUE CONDITIONS EXCEPTIONNELLES PENDANT 6 JOURS

Sur tous les instruments en stock du lundi 24 septembre au samedi 29 septembre.



135-137 rue de Rennes Paris 6^e. Tél. 544.38.00. Parking à proximité.

Le Monde SUR MICROFILMS

Le Monde est un journal de référence, et vous le conservez peut-être depuis des années.

Mais savez-vous que non seulement tous les exemplaires du Monde depuis 1944 sont à présent disponibles sur microfilms, mais aussi Le Monde Diplomatique et Le Monde de l'Éducation ?

Le microfilm possède de réels avantages que les archives classiques n'ont pas : encombrement réduit, manipulation aisée, produit propre et peu fragile.

En cas de perte ou de dommage, il peut être facilement remplacé.

Pour tous renseignements complémentaires, contactez :



Directeur Commercial
RESEARCH PUBLICATIONS LTD
P.O. Box 45, Reading RG1 8HF Angleterre
Tel: 0734-583247 Telex: 8488336 NADL G

Sur le vif Un candidat idéal

Ce qu'il est comique, Barre, avec ses grandes déclarations outragées, effarouchées : Mitterrand peut se rouler à mes pieds, jamais je n'accepterai le châtiment. Pour qui me prend-on ? Allez, allez, calmez-vous. On ne vous a rien demandé. Pas plus qu'à Giscard ou Chirac, au demeurant. Moi, j'ai ma petite idée pour Mitterrand en 1986. Il ne s'agit pas d'un nouveau venu sur la scène politique, mais on ne peut pas dire non plus qu'il y tienne depuis des lustres. Il voulait déjà faire président en 1981. Il se relance aujourd'hui dans l'arène. Attendez que je vous le présente : Maurice Marcante. Cinquante-six ans. Lion ascendant. Scorpio. La course au pouvoir, il s'y connaît, c'est un ancien entraîneur.

Il m'a fait parvenir les grandes lignes de son programme. Elles rejoignent déjà, elles rejoignent bientôt la nouvelle ligne d'horizon fixée par le gouvernement. Jugez-en. Semaine de trente-sept heures : on ne travaillera plus que du lundi 13 heures au vendredi midi. Solution au problème du chômage : une commission générale de jeunesse. On y est. Prix : libération totale. Licenciements : totale liberté. On y viendra. Congés payés plus frais de voyage : une semaine supplémentaire prise en France « sur nos superbes montagnes », de préférence sur la route du Sud. Préférer les âges : « des bonnes cuisinières les accueillent dans des restaurants-cantines immenses ». Cette fine guele de Mitterrand ne dira pas non.

Circulation : interdite dans les grandes villes du vendredi

20 heures au lundi 5 heures. Et du lundi 1 heure au dimanche minuit à Paris de la Concorde à l'Étoile. Les voitures automobiles seront remplacées par des voitures à chevaux et on se rendra en calèche à des « grandes manifestations de joie » genre fête de la rose au Panthéon. Sport : karaté et arts martiaux obligatoires à partir de six ans « pour enlever la crasse de l'esprit et n'y laisser que les choses saines ». On croirait entendre Cheyenne. Enseignement : les cours seront donnés au choix de 6 heures à 13 heures ou de 13 h 30 à 20 h 30 par deux équipes de profs. Bonne idée. Relations extérieures : remplacer le réseau de fer par le réseau de la vie. Comme réseau de fumée, on ne fait pas mieux. Enfin slogan : que la France vive longtemps et toujours. L'écrivain Mitterrand sera sensible à la subtilité de la formule.

Alors qu'est-ce que vous en dites ? A mon avis, pas de problème. Ce sera de la communication. Marcante a invité la presse à se bâffer chez Maud's, — ce goût du détail, du concret, le côté Chateaubriand d'un programme dont les seuls chiffres sont des horaires feraient heureusement correspondre à l'envie des indices et des déficits budgétaires. Je ne vois qu'un truc qui risque de faire fuir Mitterrand : la réduction à trois ans du mandat présidentiel. « L'Homme qui a les rênes en main doit pouvoir être révoqué ou réélu selon ses capacités. » Notez, tel qu'on le connaît, il sera sensible à la majesté.

CLAUDE SARRAUTE.

L'Italie se défend d'avoir « acheté » un match de la Coupe du monde de football

De notre correspondant

Rome. — L'hebdomadaire italien Epoca affirme, dans son numéro qui sortira le 28 septembre, que le match Italie-Cameroun joué à Vigo (Espagne) le 23 juin 1982 pendant les premiers tours éliminatoires du Mondial aurait été truqué.

Si, en Espagne, l'équipe italienne remporta finalement contre la RFA le titre de champion du monde, ses premiers matches avaient été assez difficiles, et la Squadra azzurra risquait même d'être éliminée dans la première phase si elle n'arrivait pas au moins à un match nul avec le Cameroun. Aurait-elle « acheté » le résultat final 1-1 ?

C'est du moins ce qu'affirme Roberto Chiodi, grand reporter de cet hebdomadaire italien, qui a interrogé M. Philippe Koutou, haut fonctionnaire des services secrets camerounais. Après le match, ce dernier aurait été chargé d'une enquête par son gouvernement. Il affirme : « Ceux qui acceptèrent l'argent furent contraints à avouer. C'était Milla, N'Kono et deux ou trois autres. » L'intermédiaire aurait été un Italien vivant à Bastia, ami de Milla. Il a raconté au journaliste d'Epoca avoir été contacté « par un monsieur distingué, portant bien la cinquantaine », qui lui aurait dit : « Vous connaissez très bien les joueurs africains, l'Italie a besoin d'un match nul. »

Cette accusation a provoqué une indignation unanime dans les milieux du football italien. Enzo Bearzot, entraîneur de l'équipe nationale, affirme : « Je me porte garant de l'honnêteté de notre victoire en Espagne ; avec mon passé et

mon expérience de quarante ans de football propre. Comment pourrais-je même penser que je me saisisse les mains pour un point contre le Cameroun. (...) Ce qui me chagrine le plus est de voir l'Italie elle-même chercher à ruiner sa propre image et à ternir une victoire qui avait rendu heureux des millions de personnes. »

Les joueurs ne sont pas en reste. Paolo Rossi, le « héros » du Mondial, affirme : « Je n'ai conscience que d'une chose : le Mondial, nous l'avons remporté sur le terrain et sans aucune aide de l'extérieur. »

La FIGC (Fédération italienne de football) déclare dans un communiqué : « De telles insinuations sont dénuées de tout fondement et lèvent gravement la réputation de la fédération de football. » Indépendamment de ce qu'elle fera en Italie sur le plan judiciaire, la FIGC a demandé à la FIFA d'effectuer une enquête approfondie sur la régularité du match Italie-Cameroun, afin de déceler l'origine de telles affirmations calomnieuses.

L'opinion italienne ne prend toutefois pas très au sérieux cette affaire. Les principaux quotidiens sportifs du 27 septembre rapportent que le gouvernement camerounais lui-même dément qu'une enquête ait été faite sur le match. Les joueurs africains nient toutes les accusations qui les concernent. Un titre du très populaire Gazzetta dello Sport barre, ce jeudi, toute la première page : « Le Cameroun blanchit l'Italie. » (Intr.)

Louis Féraud



rive gauche
ANTHONY
142, bd St Germain
Paris 6^e

rive droite
Louis Féraud
Palais des Congrès
Porte Maillot

1500 mach. écrire